

صدا من لایم

idées

JEUNESSES ET DROGUES

L'affaire de tous

par FRANCIS CURTET (*)

L'HYSTERIE électorale n'a pas manqué d'évoquer la panoplie des lasses-pour-compte : les vieux, les rapatriés, les anciens combattants. Pourtant, un manque : les « drogues », préoccupation numéro un des familles. C'était tentant mais périlleux aussi : parce que là, ça ne se règle plus en termes de niveau de vie, mais en termes de raison de vivre. Rien avant les élections, formule-clé de tous ceux qui détiennent une parcelle de pouvoir, formule également de ceux qui n'ont pas trouvé l'énergie de lire les quatre cent vingt pages du rapport de la mission d'étude sur la drogue. Malgré des aspects contestables ou certaines omissions importantes, ce rapport présente d'embellie un mérite essentiel : réunir dans un même recueil et fournir à l'opinion publique comme aux pouvoirs publics un ensemble d'informations qui ne sont connues depuis des années que d'une petite fraction de spécialistes.

Certes un malentendu pourrait s'instaurer d'emblée à propos des drogues dites douces. Reconnaître comme tel le rapport qu'un « futur occasionnel de marijuana ne peut être considéré comme un toxicomane », et substituer à la distinction drogue douce-drogue dure une évaluation des comportements ne paraît pas seulement contradictoire mais dangereux. L'évaluation implique nécessairement un contact avec un « spécialiste » (policier, magistrat, médecin ou psychiatre), et cette rencontre risque d'être parfois plus traumatisante que la rencontre avec le produit toxique. Le maintien de la différence drogue douce-drogue dure répond tout simplement à une évidence actuelle : le baschisch du jeune en 1978 est devenu aussi banal que la cigarette que nous fumons en cahinés de notre adolescence. Sans le minimiser, sans le dramatiser, il s'agit d'un incident qui doit se régler tranquillement en famille. Toute intervention d'un spécialiste ne ferait que renforcer le fichage systématique qui dans tous les domaines a tendance à se développer maintenant et réduit les individus aux dimensions d'une carte perforée.

Mais revenons aux aspects positifs du rapport, qu'il s'agit de la volonté de ne pas isoler la drogue du tabac, de l'alcool et de l'abus de médicaments, ou de la précision des données concernant les drogues et leur cadre juridique. Ja relève notamment le souci de voir atténués ou supprimés les frais de justice et les amendes douaniers, le souhait de médicaliser les rechutes, et surtout la désignation d'un éventuel pouvoir thérapeutique de l'incarcération avec en corollaire le projet de préparer la sortie en facilitant l'accès des prisonniers aux membres d'une équipe qui posséderait une structure d'accueil post-pénale.

Mais il faut tenir compte d'un principe de réalité : l'administration pénitentiaire ne disposant que de 0,2 % du budget national, certaines propositions risquent de buter sur des problèmes d'indépendance. C'est ainsi qu'il me paraît inapproprié d'écrire que « le sevrage peut s'effectuer sans médicaments » en milieu carcéral, alors que nous savons qu'il suppose une piqûre matin,

matin, de nature passionnelle. Jetons pas la pierre à Mme Monique Pelletier, cela prouve qu'elle a pris son rôle à cœur, car personne n'échappe à cette évidence : la drogue est une histoire passionnelle à tous les niveaux ; qu'il s'agisse des toxicomanes, de leur entourage, de la presse, de l'opinion publique ou des pouvoirs publics. En matière de drogue, comme en politique ou comme en amour, l'objectivité ne peut pas exister. Tout au plus peut-on espérer que ceux qui sont confrontés à la toxicomanie soient honnêtes et ne regrettent pas leurs problèmes intimes sur les dos des gens qu'ils prétendent aider ou informer. D'ailleurs contrairement à ce que l'on pourrait croire, il existe peu d'antagonismes entre les divers thérapeutes de la toxicomanie, qui, malgré des techniques différentes, s'estiment, se complètent et travaillent dans une cohésion qui a même surpris les observateurs étrangers lors des récents congrès internationaux. Le véritable clivage s'opère en regard de ceux qui profitent de la toxicomanie. Au premier plan, les trafiquants, bien sûr. Mais il y a aussi une certaine presse, certains dirigeants politiques, certains médecins plus soucieux de leurs propres convictions que de l'intérêt de leurs patients, et, plus généralement, tous ceux qui ont trouvé dans les toxiques l'alibi idéal pour assurer leur promotion personnelle.

Le mensonge et la tricherie

Claire et détaillée dans son analyse des causes de la toxicomanie, le rapport a omis un facteur essentiel qui tient en une formule : la politique de l'antruche. Derrière la drogue, il y a toujours le mensonge et la tricherie. Tricherie du toxico qui ne parvient pas à s'adapter à la réalité, fait dans des paradis artificiels. Mensonges des adultes, qu'ils s'agissent de leurs infidélités clandestines ou de cette forme de lâcheté moderne dont le slogan pourrait être : « Je ne veux pas le savoir ». Mensonges de toutes les politiques qui n'offrent que le spectacle de guerre, raciales et duperies de toute sorte. Mensonges enfin de la presse, lorsqu'elle ne résiste de la toxicomanie que son aspect symptomatique ou sensationnel, lorsqu'elle répand le mythe totalement faux de l'escalade incontrôlable ou de l'irréversibilité des toxicomanes.

Aider des toxicomanes à s'en sortir n'est pas une mince affaire. Cela suppose des thérapeutes capables d'écouter, de comprendre et d'établir une relation très affective sans perdre pour autant un contrôle étroit de leurs désirs personnels. Mais une telle disponibilité ne peut s'envisager quand on se trouve bloqué par des impératifs de temps, de lieu, ou d'argent.

Il faudrait investir dans les gens et non dans les murs. Il serait temps que l'on cesse d'exploiter ceux qui travaillent dans le « social » et de profiter de leur générosité pour les soustraire. La drogue est l'affaire de tous à condition de bien distinguer prévention et traitement.

(*) Médecin, assistant au centre médical Marmottan.

Ne pas oublier le toxicomane

par CHRISTIAN BRULÉ (**)

APRÈS l'overdose sociale sur la toxicomanie créée par la sortie du rapport de la mission sur la drogue ; après l'effervescence passagère, les propos immédiats et passionnés ; une fois le calme revenu, une analyse plus profonde et plus sérieuse du rapport doit être faite.

D'emblée, l'introduction émise par Mme Monique Pelletier donne l'esprit du rapport avec lequel on ne peut être que d'accord : dépasser le problème, le restituer dans son contexte, apprécier la demande des toxicomanes et la réalité du phénomène « drogue », déterminer le mécanisme social et l'implication de la drogue dans notre culture.

Dans une période aussi critique que celle que vit actuellement, notre pays, il importe de mieux connaître le problème : ou l'on considère la toxicomanie du point de vue de l'usage occasionnel ou chronique ; ou l'on considère ce phénomène au niveau de la société et donc des risques sociaux encourus, quitte à soumettre le désir individuel à la raison morale.

Il est certain que le rapport de la mission sur la drogue demandé par le chef de l'Etat ne pouvait être que politique au sens où l'on peut comprendre la politique comme la gestion de la cité. Ses choix, en particulier sur le point controversé de l'usage du hachich, sont compréhensibles même si nous ne

les partageons pas au niveau des conclusions qui ne peuvent être que personnelles par rapport à une démarche collective.

Cependant, on ne peut reprocher au rapport Pelletier d'avoir évité de poser des questions, même les plus épineuses et d'exposer avec plus de franchise, plus de lucidité et plus d'objectivité qu'on ne l'a vu jusqu'ici dans toutes les études et écrits divers sur la toxicomanie, les problèmes de la dépendance, de la libération de la drogue.

Les choix retenus ne peuvent être que des choix de société s'inscrivant dans un impact social. On ne peut qu'accepter cette démarche, car nous sommes parmi ceux qui

les premiers, ont essayé de restituer la toxicomanie dans une dimension sociale. On ne peut, maintenant, sous prétexte qu'on n'est pas d'accord sur les choix politiques, la remettre dans une situation médicale de protection transformant le toxicomane en « handicapé mental ».

Le chapitre huit, intitulé le phénomène de la drogue, réveille en nous le désir de faire des recherches pour vérifier des hypothèses. Espérons qu'un jour des crédits seront débloqués dans ce but. Je pense que ce chapitre avec ses argumentations peut donner lieu à de nombreuses discussions métaphysico-politiques. Mais, que l'on s'éleve ou s'abaisse à de tels niveaux, le reste du rapport n'oublie pas l'individu toxicomane et les problèmes de sa prise en charge.

Un manque de soutien

C'est peut-être dans un des chapitres consacrés aux centres d'accueil et de post-cures que nous permettrons de faire quelques critiques. Il semble en effet que soit passé sous un relatif silence peut-être les errements de la politique française depuis 1968 en matière de toxicomanie par rapport aux expériences étrangères. Il apparaît

évident que les expériences françaises sont le fruit d'un morcellement, d'une politique, sinon d'une absence : que les erreurs ont été nombreuses ; que les échecs de tel ou tel centre, tel ou tel foyer, ne sont pas uniquement imputables à l'équipe en place mais aussi au manque de soutien législatif et au manque de prise de responsabilité des structures ministérielles.

Les propositions du chapitre dix « améliorer la connaissance et disposer d'une structure administrative adaptée », sont certainement intéressantes mais c'est à leur éventuelle application que l'on vérifiera leur efficacité. L'analyse du développement « drogue » est suffisamment claire pour que des solutions s'imposent comme évidentes, en se demandant comment on e pu attendre aussi longtemps avant de les mettre en place.

Quatre cents pages, plus de nombreuses annexes, ce rapport, bien structuré, sera sans doute un best-seller parmi les livres sur le sujet, d'autant plus qu'il est complet, bien documenté, bien écrit et donc d'une lecture passionnante sinon passionnée. Ce rapport, ponctué de la position de notre société vis-à-vis du problème de la drogue, ne doit pas être un point mais une virgule. Il doit déboucher sur l'application d'un certain nombre de mesures prises en concertation avec toutes les structures concernées.

Psychologie en miettes

Ce proverbe chinois : élève bien tes enfants et tu auras ce que tu dois à tes parents.

Yeast soutenait que la vie est une préparation à quelque chose qui ne vient jamais.

Si celui qui protège provoque la peur, qui vous protégera de la peur ?

Il est recommandé de ne pas trop s'appesantir sur sa propre indignité, sur l'horreur de soi : elles ne sont que l'autre face d'une singulière hypertrophie du moi. Celui qui se méprise s'abuse, car il jouit encore de son mépris.

Méfiez-vous, conseille justement Cloran, de ceux qui tournent le dos à l'amour, à l'ambition, à la société. Ils se vengeront d'y avoir renoncé.

Gregory Bateson remarque en Angleterre un petit garçon qui demande, un jour, à son père : « Est-ce que les péres en savent toujours plus que les fils ? » — Oui, répondit le père. — Oui a inventé la machine à vapeur ? — Oui, a inventé la machine à vapeur ? — James Watt, dit le père. — Et pourquoi ce n'est pas le père de James Watt qui l'a inventée ?

ROLAND JACCARD.

Un rite initiatique : la moto

par ROMAIN LIBERMAN (**)

évolution positive vers ce statut. La moto représente un signe de classe, témoin justement de cette période de l'adolescence. C'est tellement vrai qu'il existe un véritable code utilisé par les motards qui est accessible à tous les jeunes dans un certain groupe donné et qui peut s'étendre même au-delà des frontières départementales, régionales et même nationales. La moto, avec son code de rituels, son marché économique, sa technique, sa mode spécifique et sa presse spécialisée, représente un langage initiatique qui vient combler l'absence de signes institutionnalisés dans la société.

C'est là qu'il faut voir le point de départ des bandes de motards, des micro-groupes constitués par des jeunes possesseurs de motos et capables d'équiper quelquefois des équipes sauvages. La moto représente un élément

de valorisation sociale mais aussi narcissique, et, chez les garçons en particulier, c'est un instrument de séduction destiné à « rebattre le gibier féminin » comme en témoignent ce qui existe dans la région parisienne et qu'on a appelé les « chasseurs de filles à motocyclette ».

Mais la moto est aussi un instrument de révolte contre la famille. Plus les parents s'obstinent à refuser, pour des raisons d'ailleurs tout à fait compréhensibles, d'accéder au désir du jeune, plus le jeune s'entêtera à assumer ce désir jusqu'à, dans certaines conditions, aller à commettre un délit de vol de véhicule. Plus les parents seront inquiets quant aux risques encourus par l'adolescent, plus l'adolescent jouera avec ce risque qui est pour lui un moyen d'exercer sa puissance sur sa famille par l'inquiétude qu'il suscite.

l'excitation du sentiment de puissance et de domination.

On peut avancer que le désir de possession d'une moto est une réponse spécifique et acmé de la société ultra-mécanisée dans laquelle nous vivons à une problématique spécifique à l'adolescent qui, elle, reste éternelle sinon dans ses formes, du moins dans son fond. Rien ne renforce plus l'effet que de le combattre en ignorant la cause ; mieux vaut s'interroger sur les moyens d'harmoniser l'un avec l'autre dans l'intérêt de tous : les jeunes, leurs parents et la société qu'ils forment.

Et si la littérature et l'art échappaient malgré tout à l'analyse marxiste ?

György Lukács.
Littérature, philosophie, marxisme.
49 F.

Les livres des Puf questionnent le monde. puf

Quand on parle de moto avec des jeunes adolescents, et ce serait vrai des voitures également pour certains adultes, on repère très vite chez la plupart d'entre eux la notion de puissance et d'affirmation virile. Quand on dit qu'un adolescent se désole sur sa moto, c'est qu'on pointe le besoin chez lui d'affirmer sa puissance face à celle des adultes. En c'est pour cela que bien souvent le conflit s'installe entre les adultes qui refusent à l'adolescent d'exercer sa puissance et l'adolescent qui prétend l'affirmer avec les moyens qu'il aura choisis. Le sentiment de puissance, assis sur une machine qu'on domine complètement et dont on sait également qu'elle est capable de se cabrer comme un animal, est un sentiment fortement développé chez le jeune utilisateur d'une moto. Il faut voir dans ce sentiment de puissance le désir de s'affirmer et d'accéder à un statut égalitaire avec l'adulte. C'est on sentiment qui permet une

De tous les véhicules utilisés par l'individu, la motocyclette et le cyclomoteur sont probablement les engins les plus meurtriers ou les risques d'accidents sont les plus fréquents. Cela est dû, bien sûr, à l'engin lui-même, à sa vitesse, à sa mauvaise stabilité, à sa puissance, à toutes les garanties de sécurité ne sont que'en raison de l'absence d'une structure enveloppante. Mais le facteur engin n'est pas le plus déterminant : il s'efface devant la recherche du risque par l'adolescent. C'est ainsi que le jeune qui voit son angoisse personnelle réactivée par les processus propres à l'adolescence va essayer de combattre, de conjurer cette angoisse en prenant le maximum de risques possible avec la mort. Pour l'adolescent, jongler avec la mort, c'est valence son angoisse de la mort.

Il ne faut pas non plus négliger les aspects hédoniques offerts par l'utilisation de la moto. Il existe certains plaisirs qui sont spécifiques à l'utilisation d'une moto à grande vitesse et s'apparentent à l'ivresse physique : sensations de l'air sur le visage, caresses du vent sur les cheveux, quoique avec l'utilisation des casques ce plaisir doit probablement diminuer, sensations de bourdonnement de l'air, grondement sourd des pneus sur l'asphalte, bourdonnement continu du moteur qui permet la déconnexion interne, l'anesthésie des affects.

(*) Psychiatre.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75116 PARIS CEDEX 13
C.C.P. 6297-23

ABONNEMENTS
3 mois 5 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - E.O.M.
115 F 210 F 365 F 460 F

ETATS UNIS - CANADA - MEXIQUE
125 F 230 F 375 F 470 F

ETRANGER
(par mandat postal)
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
140 F 265 F 385 F 485 F

II - TUNISIE
180 F 340 F 500 F 600 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse gratuits ou moyennés (deux semaines au plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres au capital d'imprimerie.

CONFLITS

UNE VISITE

Villages détruits, pistes de la violence des combats

Le Monde

Les exagérations de la...

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75116 PARIS CEDEX 13
C.C.P. 6297-23

ABONNEMENTS
3 mois 5 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - E.O.M.
115 F 210 F 365 F 460 F

ETATS UNIS - CANADA - MEXIQUE
125 F 230 F 375 F 470 F

ETRANGER
(par mandat postal)
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
140 F 265 F 385 F 485 F

II - TUNISIE
180 F 340 F 500 F 600 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse gratuits ou moyennés (deux semaines au plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres au capital d'imprimerie.

CONFLITS ET EFFORTS DE DÉVELOPPEMENT EN ASIE

UNE VISITE SUR LE « FRONT »

Villages détruits, pistes défoncées, cratères d'obus, témoignent de la violence des combats à la frontière khméro-vietnamienne

Notre correspondant en Asie du Sud-Est, qui vient d'effectuer un séjour au Vietnam, s'est rendu, en compagnie de quelques journalistes occidentaux, à la frontière cambodgienne. Il décrit la situation dans les zones où des affrontements armés se poursuivent de manière intermittente depuis environ un an. Toutefois, c'est seulement en décembre dernier que Cambodgiens et Vietnamiens ont évoqué publiquement ce conflit.

Les autorités vietnamiennes ont montré à notre correspondant des « preuves » de l'agression khmère. Elles sont en revanche restées très discrètes sur la nature, l'ampleur des objectifs de leurs propres opérations militaires. Pour leur part, les Cambodgiens n'ont, jusqu'à présent, ouvert leurs frontières qu'à un seul groupe de journalistes de nationalité yugoslave (Le Monde - des 21, 23 et 29 mars).

De notre envoyé spécial

Ho-Chi-Minh-Ville. — Pendant dix jours, au mois de mars, le long de la frontière qui sépare le Vietnam et le Cambodge, nous avons eu un aperçu du conflit opposant ces deux pays, hier alliés, mais qui s'accroît mutuellement aujourd'hui d'agression et que tout contribue à dresser l'un contre l'autre : les massifs morts, le contentieux territorial et, depuis 1975, des choix politiques incompatibles.

Du côté vietnamien, le seul auquel nous ayons eu accès, nous avons constaté les répercussions d'un état de guerre larvée sur la vie des populations et sur le développement économique des régions menacées. La manifestation la plus brutale des hostilités, nous en avons été l'un des premiers témoins, avec quatre autres journalistes occidentaux, le 17 mars au matin, à My-Duc, près de la ville désertée de Ha-Tien. Là, en territoire vietnamien, à 3 kilomètres de la frontière, plus de soixante-dix villages — dont une majorité de Vietnamiens d'ethnie khmère — ont été massacrés lors d'un raid lancé par les soldats cambodgiens dans la nuit du 14 mars (Le Monde daté 19-20 mars).

Dépendant, il ne nous a pas été donné de voir, ni près ni de loin, ces chars de division, ces défilés d'artillerie et ces attaques de grande envergure dont les deux belligères se sont fréquemment vantés au cours des derniers mois. Nous sommes apparemment venus dans le creux de la vague, dans une période d'attente entrecoupée de raids de commandos et d'échanges d'obus. Une tension pesante bureaucratique militaire a, d'autre part, limité notre curiosité, malgré les efforts de nos accompagnateurs du ministère des Affaires étrangères. Mais tel nous avons croisé de jeunes fantassins, recrus toutes fraîches, et des blindés patrouillant dans les parages frontaliers; là, nous avons vu des batteries anti-aériennes et des canons lourds pointés vers le nord.

Alléguant, sur des pistes défoncées, des convois de camions, de fabrication chinoise, et des ambulances militaires redressées, ils déclarent d'un front à la localisation demeurée imprécise pour nous, mais qui, selon les Vietnamiens, n'empêche jamais sur le territoire cambodgien. Partout, dans les villes et dans les hameaux, autour des marchés et le long des routes, des amis et des trous individuels ont été creusés depuis mai 1977. Nous n'avons pas vu la guerre. Mais les dévastations causées

débouchés des pistes de ravitaillement vietnamiennes sillonnent l'Est cambodgien. Pour défricher et mettre en valeur cette zone peu peuplée, les nouvelles autorités ont envoyé cinquante-trois mille Vietnamiens originaires du Cambodge, parfois nés sur les plantations d'hévéas situées immédiatement de l'autre côté de la frontière, à Krok, à Mimot, à Snuol, à Chup.

Les dirigeants khmers ont-ils vu une menace dans cette trépanation massive? Ou bien veulent-ils ici aussi, comme l'affirment les Vietnamiens, « rectifier la frontière par la force », récupérer cet autre morceau de terre cambodgien rattaché à la Cochinchine du temps de la colonisation française?

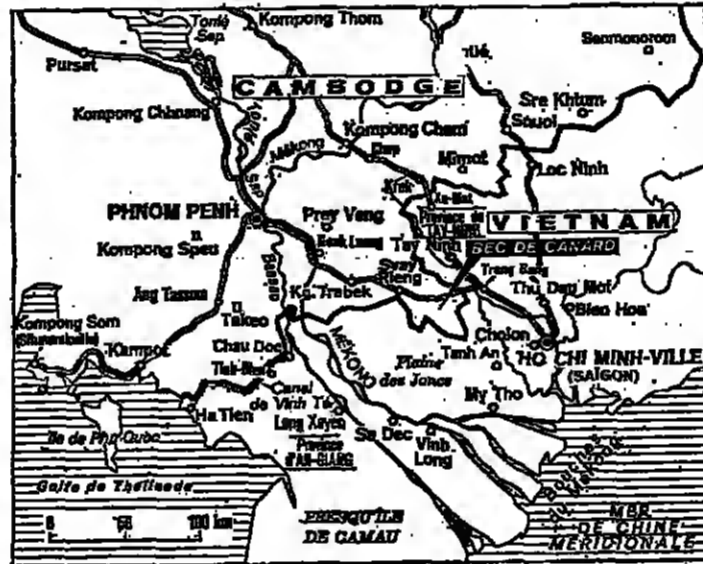
Et encore, comme à Tinh-Bien, il semble que les autorités aient fait peu de cas des signes précurseurs de l'attaque et que les services de renseignements aient mal fonctionné. Après l'écroulement, le 20 janvier, de la ville plus de quarante-huit heures à s'organiser. A Xa-Mat, encore, on nous a

présenté une jeune femme khmère, parlant le français et validement chargée de nous montrer le tableau le plus sombre de l'union concentrationnaire cambodgienne. Cependant, au fil des questions, elle a reconnu avoir été libérée avec un millier de personnes dans son village de Phum-Lau, district de Mimot, province de Kompong-Cham, au début de janvier par les « bo dor » soldats vietnamiens. Elle soulève aussi qu'ils libèrent le Kampuchéas. Dans la même province, au camp de réfugiés de Ben-Chan, sept Cambodgiens ont dit aux journalistes avoir traversé la frontière, en janvier, après l'entrée des Vietnamiens dans le « Sec de Casar », cette fêlée de terre khmère gardée vers Saigon.

à travers les volets clos d'une bâtisse ébranlée, nous fouillâmes à la jumelle le terrain couvert d'herbes jaunes qui s'étend jusqu'à la frontière supposée. Les « Herbes rouges » ont 700 mètres d'ici », affirme un soldat. Mais on ne voit aucun mouvement dans la brume de chaleur qui fait ondoyer la plaine bordée par une ligne de palmiers à sucre. L'atmosphère est inquiétante, mais les Vietnamiens nous laisseraient-ils ainsi nous promener à portée des fusils khmers? La frontière est-elle « protégée » plus haut?

A Xa-Mat, dans la province de Tay-Ninh, des palloles neuves, préfabriquées et à demi-construites, bordent une piste de latérite marquée par des chenilles de blindés. La route s'enfonce, à 20 kilomètres de là, dans la zone des plantations d'hévéas du Cambodge. On voit des cimetières où les couronnes se font. Selon le responsable du comité populaire M. Vu Minh Canh, l'équivalent d'une division cambodgienne a attaqué Xa-Mat et quatre autres hameaux du district dans la nuit du 24 au 25 septembre. Plus d'un millier de civils ont été tués, quelques autres blessés.

Et encore, nous sommes tout près d'une frontière non délimitée sur le terrain, en pleine jungle. Xa-Mat était, jusqu'à la prise de Saigon, un bastion du G.R.P. au



présenté une jeune femme khmère, parlant le français et validement chargée de nous montrer le tableau le plus sombre de l'union concentrationnaire cambodgienne. Cependant, au fil des questions, elle a reconnu avoir été libérée avec un millier de personnes dans son village de Phum-Lau, district de Mimot, province de Kompong-Cham, au début de janvier par les « bo dor » soldats vietnamiens. Elle soulève aussi qu'ils libèrent le Kampuchéas. Dans la même province, au camp de réfugiés de Ben-Chan, sept Cambodgiens ont dit aux journalistes avoir traversé la frontière, en janvier, après l'entrée des Vietnamiens dans le « Sec de Casar », cette fêlée de terre khmère gardée vers Saigon.

Advertisement for BALLY shoes. Text: GRAND CHAUSSANT. Une collection pour homme, spécialement étudiée pour les pieds larges en trois largeurs. BALLY. Une collection très élégante réalisée dans les peaussières les plus nobles. Chaque modèle existe en 3 largeurs.

EN CHINE

Huit objectifs prioritaires sont présentés à la Conférence nationale sur les sciences

De notre correspondant

Pékin. — Après les discours politiques prononcés par le président Hua Kuo-feng et M. Teng Hsiao-ping à la conférence nationale sur les sciences, qui se tient actuellement à Pékin, l'agence Chine nouvelle a diffusé mardi 27 mars d'importants extraits du rapport et des schémas présentés devant les mêmes assemblées par M. Fang Yi, vice-premier ministre, membre du bureau politique et vice-président de l'Académie des sciences.

Ce rapport fixe les objectifs — très ambitieux — d'un programme de développement scientifique et technologique s'étendant sur une période de huit à dix ans selon les domaines. L'accent est mis sur la nécessité de progrès rapides qui devront permettre à la Chine de rattraper un retard évalué à « quinze ou vingt années dans de nombreux domaines ».

Suivant une méthode actuellement très en faveur à Pékin, M. Fang Yi a notamment défini « huit domaines » à développer en priorité qui doivent être accordés : — Agriculture, avec la mise au point de systèmes combinant les traditions chinoises de culture intensive et les méthodes modernes de mécanisation ; — Énergie, où il est non seulement question de développer les ressources pétrolières et charbonnières, mais aussi d'accroître la construction de centrales nucléaires en même temps que de pousser les recherches en ce qui concerne les autres sources d'énergie ; — Matériaux : l'effort est orienté vers la production d'acier, de métaux rares et de divers produits synthétiques ; — Ordinateurs : fabrication des appareils, miniaturisation et mise en opération de calculateurs à très grande vitesse seront menées de front ; — Laser : intensification de la recherche en même temps que des méthodes d'application technique, en particulier dans les télécommunications ; — Espace, y compris le lancement de sondes et de laboratoires spatiaux, le point de savoir s'ils seront habilités n'étant pas précisé ; — Physique des hautes énergies : le projet principal est la construction d'un accélérateur de protons d'une capacité de 30 à 50 milliards d'électron-volts, suivi dans les cinq années suivantes d'un accélérateur géant « d'une capacité très supérieure » ;

— Génétique enfin, où la recherche doit notamment déboucher sur des progrès de l'industrie pharmaceutique et la sélection de souches à hauts rendements. Quant aux méthodes qui seront mises en œuvre pour la réalisation de ce programme, M. Fang Yi a annoncé une intensification des échanges scientifiques avec l'étranger et notamment l'augmentation systématique du nombre des missions chinoises de tous niveaux dans les pays où il leur sera possible d'améliorer leurs connaissances. Les organisations du parti se voient fixer un certain nombre de missions précises (dans les domaines de la gestion des organismes de recherche et de l'enseignement notamment). Les recherches scientifiques feront l'objet non seulement d'encouragements matériels, mais aussi de « récompenses appropriées ».

Un débat politique

On touche ici à un domaine politique à propos duquel les documents relatifs à la conférence en cours, et jusqu'à présent publiés, donnent des sons de cloche sensiblement différents. M. Teng Hsiao-ping, dans son discours inaugural, n'a pas hésité à dire que les scientifiques ne devraient avoir aucun scrupule à consacrer « sept jours et sept nuits » par semaine à leurs travaux professionnels. Il a argué du principe de « la division du travail » pour souhaiter l'apparition « de nombreuses filières ».

Une semaine plus tard, le président Hua Kuo-feng a déclaré beaucoup plus, pour sa part, sur l'indispensable équilibre entre le travail professionnel et l'étude politique. Il mettait surtout l'accent sur la nécessité d'élever « le niveau scientifique et culturel de la nation chinoise toute entière ». Il ne s'agit pas là seulement de nuances. Si l'accord existe entre les dirigeants chinois sur les objectifs à atteindre, les vues des uns et des autres ne coïncident apparemment pas complètement sur les méthodes qui doivent être employées. A « l'initiative » qui a manifestement la faveur de M. Teng Hsiao-ping et qui répondrait à des impératifs prioritaires de rapidité, s'oppose aussi le principe de « la ligne de masse » soutenue par M. Hua Kuo-feng, à la fois plus prudente et plus proche des traditions maoïstes.

EN INDONÉSIE

Le général Suharto a fait entrer plusieurs généraux dans le nouveau gouvernement

Le général Suharto a remanié profondément son gouvernement ce mercredi 29 mars, une semaine après avoir été réélu chef de l'État. Il a annoncé que le nouveau cabinet devrait être « honnête et autoritaire ». Pour assurer cette autorité, la proportion de militaires passe du quart à près de la moitié des vingt-quatre ministres. D'autre part, pour la première fois depuis que le général Suharto a pris le pouvoir, il y a onze militaires dans les postes politiques autorisés. Le F.P.P. musulman, et le F.D.I. (qui regroupe plusieurs formations chrétiennes et nationalistes), ont été laissés en dehors du gouvernement.

Le général Suharto a par ailleurs donné un nouveau vice-président, Adam Malik, responsable de l'économie et de certaines fonctions protocolaires traditionnelles. M. Adam Malik est chargé de « conduire et de coordonner le programme de développement national du troisième plan quinquennal », qui sera lancé en avril 1978. (Reuter, A.F.P.)

Devant fait face à une opposition regroupant les étudiants, les militaires musulmans et une fraction non négligeable de l'établissement militaire, à un moment où la situation économique est préoccupante, le général Suharto a choisi de faire entrer dans le gouvernement d'importantes personnalités militaires qui ne peuvent guère être soupçonnées d'être libérales. Le général Murtopo, qui s'est assuré les services d'un groupe d'intellectuels travaillant au sein du Centre d'études stratégiques et internationales (C.S.I.S.), est renommé pour son habileté. C'est lui qui avait « réorganisé » les partis politiques après la chute de Sukarno, pour en faire les instruments dociles du pouvoir.

Le général Suharto ne saurait toutefois être assuré du soutien loyaliste de tous ces généraux, dont certains lui sont presque ouvertement acquis. Selon certaines informations, le chef de l'État aurait même promis à tous ses pairs de démissionner d'ici un an. — P. de B.

Publié par le S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot. Imprimé en France par les Éditions du Monde, 5, rue de Valenciennes, 75013 Paris. Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

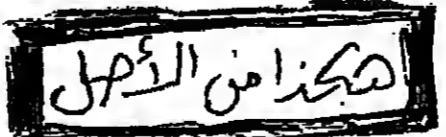
Les exagérations de la propagande

Interrogé sur le point de savoir pourquoi l'armée vietnamienne généralement jugée dix fois supérieure, tolère cette occupation de zones peuplées, un colonel vietnamien a répondu qu'il n'est pas sûr de pouvoir répondre aux questions. Ce sera, malgré les demandes répétées, la seule entrevue avec un haut responsable militaire. De même, lorsqu'il a capturé au Vietnam des milliers de soldats khmers dotés d'un « armement moderne » fourni par Pékin comme on nous l'a systématiquement laissé entendre, il aurait été plus convaincant de nous montrer ces armes.

Comment l'armée de paysans khmers, qui disposait seulement, lors de la prise de Phnom-Penh, en avril 1975, de quelques régiments mal armés, s'est-elle, en trois ans, transformée en une armée de près de deux cent mille hommes? Dispose-t-elle aujourd'hui de canons à longue portée dont on nous a montré les ravages à Tay-Ninh, Chau-Doc, Ha-Tien et Go-Dau-Ha? A-t-elle reçu, comme on nous l'a suggéré à diverses reprises, des MiG-19 de fabrication chinoise qui seraient pilotés par des Nord-Coréens? Il est impossible de vérifier ces affirmations. Les Vietnamiens affirment aussi qu'ils ont capturé des conseillers chinois et des pilotes nord-coréens à terre, présent-ils?

On se demande parfois si l'ampleur des combats et des moyens matériels mis en œuvre de part et d'autre n'est pas grossièrement exagérée par des propagandes qui la surenchère conduit à faire passer une compagnie pour un régiment et un bataillon pour une division. Il est toutefois des preuves plus convaincantes de la violence de certains affrontements, déjà anciens.

A Tinh-Bien, chef-lieu de district déserté, les ruines témoignent de la guerre : décombres où campent quelques soldats, rues jonchées de débris de toutes sortes et de gravats, façades



DIPLOMATIE

EUROPE

LA NOUVELLE TOURNÉE DE M. CARTER

Le président du Venezuela critique vivement la politique des multinationales

Caracas. — Un ton amical, des désaccords substantiels : telle est l'ambiance dans laquelle M. Carter a commencé, en Amérique latine, une tournée qui se poursuivra, ce mercredi au Brésil, après vingt-quatre heures passées au Venezuela. Que le ton soit amical est déjà un succès si l'on se souvient que le dernier président américain accueilli ici, John Kennedy, s'était, en 1961, heurté à des démonstrations hostiles — sans parler des véritables émeutes qui avaient agité Caracas lors de la visite du vice-président Nixon en 1959. Les foules n'étaient certes pas très nombreuses sur le parcours du président Carter, dans les rues de Caracas, mais le climat était chaleureux, et le président Carter a été très bien accueilli. Il a salué en M. Carter l'homme qui a donné « une dimension éthique à la politique dans un gouvernement américain ».

Le président américain, qui a prononcé son discours d'arrivée en un espagnol laborieux mais correct, fut, à son tour, conformément à une vieille habitude vénézuélienne, en compliments. N'a-t-il pas déclaré que pas un des soixante-cinq chefs de gouvernements étrangers qu'il a rencontrés l'an dernier n'égalait M. Perez pour ses qualités de dirigeant et sa largeur de vues, alors qu'il avait dit la même chose du chah d'Iran, de M. Cisarad d'Espagne et de quelques autres encore.

Les désaccords n'en sont pas moins venus à l'ordre du jour. Le dialogue Nord-Sud et de la création d'un nouvel ordre économique mondial, deux thèmes que le Venezuela, membre fondateur de l'OPESP, n'entend pas laisser dormir sous les bonnets carolingiens. Au cours d'une conférence de presse, mardi après-midi, le président Perez avait saisi le « changement très positif » inter-

venu dans l'attitude américaine ce sujet depuis l'entrée de M. Carter à la Maison Blanche, tout en ajoutant qu'il n'était « pas complètement satisfait » et qu'il attendait mieux.

Le président vénézuélien est revenu sur le sujet, dans un long discours prononcé dans la soirée au cours d'un dîner offert en l'honneur de M. Carter. Des « accords significatifs » ont été conclus dans les assemblées mondiales, a-t-il dit, mais quand le moment vient des réalisations concrètes, la décision politique fait défaut, et c'est une période d'attente sans fin qui commence. La meilleure volonté de la plus large majorité de vue sont constamment rattrapées par les grands intérêts économiques et les vieux dogmes de la puissance stratégique.

La politique des droits de l'homme est battue en brèche par les compagnies multinationales, qui investissent dans des régions où les droits de l'homme sont bafoués. Il y a une étrange relation entre les investissements étrangers et la violation des droits de l'homme.

Enfin, après avoir rappelé que la dette du tiers-monde dépasse 200 milliards de dollars — alors que les dépenses d'armement sur l'ensemble de la planète avoisinent 350 milliards de dollars, — M. Perez a parlé de « crise morale ». Il a insisté sur le fait que le déficit des pays d'Amérique latine dans leur commerce avec les Etats-Unis, le montant des dividendes rapatriés par les compagnies américaines et le service de la dette contractée envers le grand voisin du Nord, placent ces pays — et le tiers-monde dans une situation telle que des actions de compensation, comme celle

De notre envoyé spécial

entrepris par l'OPESP pour ce qui est du pétrole, sont entièrement justifiées.

Ces propos vigoureux visaient sans doute à ravir le vedette au discours que M. Carter prononçait ce mercredi matin devant les deux chambres du Parlement vénézuélien, réunies en séance spéciale, et aussi à le ramener à de plus modestes proportions. Présenté comme une des deux grandes allocutions de ce voyage (avec une autre, prêtre à Lagos, sur le dialogue austral), ce discours est, en effet, apparu aussi vague dans son contenu que gêné dans son inspiration. Les thèmes en sont des espérances qui nourrissent les rêves du président américain.

Des « bourses Humphrey »

Après quelques éruditions du genre : « Nous partageons une responsabilité pour la solution de nos problèmes communs », M. Carter a énuméré les cinq tâches à accomplir en priorité : « Accroître les apports de capitaux dans les pays en développement ; construire un système de commerce mondial plus juste et plus ouvert ; essayer de modifier les brusques mouvements de prix ; coopérer à la conservation et au développement des ressources énergétiques ; enfin, renforcer les capacités technologiques des pays en développement ».

Le président américain a confirmé sa décision d'« admettre les services de règlement des différends commerciaux » dans le passé ou titre de l'ordre aux pays les moins développés (mais il n'est pas question d'une annulation de ces dettes). Il a encore parlé d'accords sur les matières premières et de « fond commun pour la stabilisation des prix », sans autre précision. On sait que la présente administration américaine soutient fermement la politique de l'Organisation des Etats-Unis.

Les problèmes du dialogue Nord-Sud auront ainsi été largement évoqués en public, avant l'entretien que M. Carter et Perez devaient leur consacrer ce mercredi — tout comme le prix du pétrole, le cours du dollar et d'autres sujets épineux. Les deux présidents ont estimé que, dans l'impossibilité où ils se trouvaient d'aborder, en un jour d'entretien, à des décisions concrètes, mieux valait prendre acte des positions respectives.

Deux accords bilatéraux

Les conversations ont été plus faciles sur les autres sujets que M. Perez et Carter ont abordés dans leur tour d'horizon de mardi.

La non-prolifération des armes nucléaires. Le Venezuela sur ce point, M. Perez est favorablement impressionné. M. Carter a d'ailleurs exprimé l'espoir d'éliminer purement et simplement le retraitement sous sa forme actuelle en développant l'énergie nucléaire à partir du thorium. Ce sujet aura, d'ailleurs encore, la vedette à partir de ce mercredi après-midi, lorsque M. Carter s'entreliera à Brasilia avec le général Getset.

MALGRÉ DE NOMBREUSES TRACTATIONS

La conférence sur le droit de la mer n'a pu se mettre d'accord pour élire un président

De notre envoyé spécial

Genève. — Comme on le présentait, la troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer n'a plus de président. La septième session a été déclarée ouverte au Palais des Nations de Genève, le mardi 28 mars à 15 h, par M. Hamilton Shirley Amerasinghe, qui, depuis le début, assurait la présidence de la conférence. M. Amerasinghe, qui ne fait plus partie de la délégation de Sri Lanka a ensuite annoncé qu'il allait céder la présidence de la séance à l'un des trente et un vice-présidents, M. Mohammed Younus (Pakistan), puis que, a-t-il dit, « la conférence souhaitait examiner des questions ayant trait à la présidence », ajoutant qu'il préférerait ne pas assister au débat sur ce sujet.

A 15 h 28, M. Amerasinghe, son inamovible rose à la boutonnière, quitta l'assemblée. Immédiatement, M. Younus annonça que la séance allait reprendre, mais à huis clos. La

première séance plénière publique de la septième session avait duré six minutes.

En dépit des tractations et des conciliabules de la matinée, la conférence n'a pu se mettre d'accord pour élire un nouveau président. M. Amerasinghe était prêt à continuer d'assurer la présidence à titre privé. Mais le groupe de l'Amérique latine s'est opposé à cette solution : pour lui, le président doit faire partie d'une délégation. En revanche, le groupe latino-américain accepterait que le nouveau président soit désigné par le groupe asiatique. Ce dernier tient beaucoup, en effet, à ce que le nouveau président comme l'ancien soit un représentant d'un pays d'Asie.

Pour le moment, on ne sait quand les délégués reprendront effectivement leurs travaux. Tout est suspendu, même les séances des trois commissions ; on n'a même pas décidé de la date de la prochaine réunion plénière, qui sera communautaire ultérieurement. Pour un temps indéterminé, tout va se passer dans les groupes où se rassemblent les intérêts géographiques, politiques, économiques, etc.

Devant les démonstrations d'amitié et de plaisir à se revoir, qui marquaient les retrouvailles des délégués après huit mois d'interruption depuis la sixième session de New York, on aurait pourtant pu croire que la compréhension et l'entente régneraient sans aucune restriction à la conférence.

YVONNE REBEYROL

A lire en priorité...

Oedipe
un complexe universel

Anthologie dirigée par BELLA GRUNBERGER et J. CHASSEGUET-SMIRGEL

TCHOU

ARTHROSE, RHUMATISMES, LUMBAGOS, CELLULITE, TROUBLES DE LA SERENSCENCE, READAPTATION FONCTIONNELLE, THALASSOPUNCTURE

CURES MARINES DE TROUVILLE

DANS UNE STATION CLIMATIQUE...

UN CENTRE DE RÉÉDUCATION FONCTIONNELLE AGRÉÉ PAR LA SÉCURITÉ SOCIALE

Une thérapie efficace sous surveillance médicale constante...
Personne ne nie plus aujourd'hui l'efficacité de la Thalassothérapie, traitement qui utilise les propriétés curatives de l'eau de mer.
La mer en effet est un trésor qui regorge de richesses : plus de 60 éléments fondamentaux le composent.
C'est le plus riche des milieux naturels.
C'est cette énergie qui balne nos cellules et nos organes.
Il existe donc une harmonie entre le milieu marin et notre milieu interne.

De retirer aux sources de la Santé et de la Forme
La cure marine dans une STATION CLIMATIQUE représente une haute biologie pour l'existence moderne. Elle adresse une action préventive et curative qui a un réel besoin qu'à cause, encore bien portants, qu'il se soient fatigués ou à la limite de leur santé. A Trouville, selon climatothérapie de la Côte Normande, à 2 heures de Paris, les Cures Marines sont conçues pour que les patients puissent profiter pleinement des bienfaits de l'eau de mer à ceux d'un climat particulièrement tonique et stimulant.

Les installations
L'établissement est situé au bord de mer, dans un cadre large, lumineux et des plus récents. Elles disposent des installations les plus modernes et d'un personnel hautement qualifié. Les Cures Marines de Trouville vous aident à retrouver votre surveillance médicale constante, votre santé et votre forme.

Demandez la documentation à :
CURES MARINES DE TROUVILLE 14360-TROUVILLE SUR MER
ET CONSULTEZ VOTRE MEDECIN TRAITANT

Les relations avec Cuba. M. Perez souhaite une amélioration des relations avec ce voisin commun, mais, comme il l'a dit dans sa conférence de presse, il est « profondément préoccupé » par l'intervention cubaine en Afrique. Il est vrai, a-t-il ajouté par symétrie, que « les compagnies multinationales ont leur part dans les conflits en cours ».

On a relevé, à ce propos, que l'ambassadeur de Cuba à Caracas était venu avec ses « collègues » d'autres pays saluer le président américain à l'aéroport, et que M. Carter lui a cordialement serré la main.

Les droits de l'homme. Ils ont été mentionnés en tête de tous les discours. Il a été, surtout, question de la situation au Nicaragua. M. Perez et Carter sont d'accord pour demander l'envoi dans ce pays d'une délégation de l'ONU ou de l'O.E.A.

La ratification des traités sur le canal de Panama. Les problèmes qu'elle rencontre devant le Sénat américain ont été largement évoqués par M. Perez. Cette affaire, a-t-il dit, notamment le président vénézuélien des sous-décisions d'accord pour demander l'envoi dans ce pays d'une délégation de l'ONU ou de l'O.E.A.

Sur le plan bilatéral, les deux pays ont signé, mardi, un accord sur la lutte contre la drogue, et un autre texte délimitant les frontières maritimes dans la zone de Porto-Rico et des îles Vierges. C'est le premier accord de ce genre signé par le Venezuela. En revanche, aucun progrès n'est en vue sur l'accord an Venezuela de la clause de la nation la plus favorisée. Le congrès américain a refusé cet avantage à tous les pays de l'OPESP.

MICHEL TATU.

Près de deux Américains sur trois sont mécontents de la façon dont le traité de libre-échange de sa tâche, selon un sondage publié mardi 28 mars à New-York, par l'Institut Louis Harris et la chaîne de radio et de télévision A.B.C. 35 % seulement des personnes interrogées se déclarent satisfaites. (Reuter).

Albanie

SANS NOMMER LA CHINE

M. Enver Hodja s'en prend à tous les « révisionnistes modernes »

De notre correspondant en Europe centrale

Tienna. — « Qui prend-il à ses sales mouches qui prétendent pouvoir nous piquer ? » Si l'on en croit M. Enver Hodja, c'est en ces termes peu aimables que le plus vigilant et le plus perspicace dans la dénonciation du « révisionnisme moderne ».

Les anecdotes du dirigeant albanais sont certes illustrées d'autre part la volonté farouche d'indépendance et de résistance de son pays à tout chantage et toute « pression économique, fiscale ou autre » exercée par une grande puissance. Il n'est sans doute pas déplacé de voir ériger les propos de M. Hodja une critique en filigrane de l'attitude actuelle de la Chine. « Nous ne pouvons pas tenir notre langue en ce qui concerne les questions politiques et idéologiques », a-t-il dit : « D'autres peuvent penser comme il leur plaît. Mais notre parti reste fermement sur les positions de l'idéologie marxiste-léniniste. Peu importe que cela ne soit pas du goût de certains. Notre ligne est correcte ; celui qui pense que la petite Albanie peut aisément être foulée aux pieds commet une grave erreur. Une erreur qui sera pour lui fatale ».

La crise que traversent depuis le mois de juillet dernier les relations du parti albanais avec le parti chinois se serait traduite sur le plan économique par des retards ou la suspension de certaines livraisons chinoises. Les derniers propos de M. Hodja pourraient être une allusion à ces difficultés. — M. L.



TANINO CRISCI

COLLECTION AUTOMNE 78

Soie d'exposition

116, Champs-Élysées.

BONS D'ÉPARGNE ECUREUIL

5000 F Bon d'Épargne A INTÉRÊT PROGRESSIF 5 ANS

Échéance le 31/12/82

N° 0.000.000

à cinq ans de date

LE GROUPEMENT RÉGIONAL D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE RÉGION PARISIENNE

pelera la somme de CINQ MILLE FRANCS

Payable dans toutes les CAISSES D'ÉPARGNE ET DE PRÉ

— La simplicité d'une formule qui vous laisse maître de votre épargne.

— La sécurité d'un placement Caisse d'Épargne.

— La discrétion d'un titre au porteur.

— Des intérêts progressifs de 3 mois à 5 ans garantis par un barème remis à chaque souscripteur.

— Une rentabilité sur 5 ans calculée sur la base d'un taux actuariel brut de 9,75 % l'an.

Caisse d'Épargne Ecureuil

مكتبة النهر

سكزا من لامل

EUROPE

République fédérale d'Allemagne

Le troisième tribunal Russell examine les atteintes à la liberté du travail en R.F.A.

Un troisième tribunal Russell se réunit à partir de ce mercredi 29 mars et jusqu'au 3 avril à Francfort pour examiner « les atteintes à la liberté du travail en République fédérale d'Allemagne ». Une seconde session, à l'automne prochain, sera consacrée aux droits de la défense dans les procès intentés en cause des extrémistes. Cette réunion fait suite à celles qui avaient été organisées en 1967 pour « juger » l'attitude des Américains au Vietnam, puis, de 1974 à janvier 1976, contre la répression politique en Amérique latine.

Parmi les vingt-neuf membres du jury figurent entre autres le commandant Otello de Carvalho, l'ancien ministre irlandais Noel Browne, l'architecte Oscar Niemeyer, l'opposant yougoslave Vladimir Dedijer, des membres du parti communiste italien, le théologien français Georges Casalis, ainsi que MM. Claude Bourdel, Albert Soboul, David Russell et André Jeanon.

De notre correspondant

Bonn. — Après avoir envisagé un moment l'indivision de la réunion du troisième tribunal Russell, ou de l'obliger à séjurer dans une demi-légalité, le gouvernement ouest-allemand a finalement choisi de ne pas intervenir. A en juger par les remous suscités au sein des mouvements et partis de gauche allemands par la venue de ce tribunal en R.F.A., il semble que les dirigeants de Bonn aient fait preuve de discernement.

Le D.F.P. (parti communiste allemand « orthodoxe » très proche de Moscou), a clairement pris ses distances du tribunal Russell. Dans le numéro du 3 décembre dernier de son organe officiel, *Fraser Zeit*, il condamne sévèrement le tribunal Russell, qualifié d'« entreprise illusoire ».

Le 23 septembre 1977, plusieurs organisations de jeunesse, dont les « Juntas » (Jeunes chrétiens-démocrates) et les « Judos » (Jeunes libéraux), avaient approuvé le principe de la venue

en Allemagne fédérale du tribunal Russell. En février dernier, cependant, le nouveau président des Juntas, M. Schneider, écrivait dans le numéro du mensuel *Konkret* que son association ne pouvait pas participer à un tribunal s'érigeant en censeur de la social-démocratie. Sous la pression des responsables de leur parti, les jeunes libéraux sont également revenus sur leur décision.

Mais, surtout, les dissensions qui divisent la « Commission pour un comité national de soutien », fondée le 3 janvier dernier et destinée à regrouper tous les participants ouest-allemands au tribunal Russell, ont porté un coup sensible à ce dernier. Un comité secretariat a été constitué, qui devrait tenir une deuxième conférence les 25 et 26 juin à Göttingen. Après bien des hésitations, il a été décidé qu'un membre du tribunal Russell participerait à cette deuxième conférence. (Interim.)

Italie

Deux semaines après l'enlèvement de M. Moro la vie reprend ses droits et les problèmes en suspens resurgissent

Rome. — La photographie de M. Aldo Moro envoyée le 18 mars par les Brigades rouges est-elle authentique ? On recommence à se poser la question à Rome. Le magistrat chargé de l'enquête vient d'ordonner une nouvelle expertise.

La presse italienne publie chaque jour de nombreuses informations sur les circonstances de l'enlèvement et le lien de détention du pré-

sident de la démocratie chrétienne mais elles sont généralement démenties le lendemain.

Le procès des Brigades rouges devait reprendre ce mercredi 29 mars à Turin, où s'ouvre dans l'après-midi le quarante et nième congrès du parti socialiste. Pour sa part, la démocratie chrétienne se prépare à recevoir ses cadres intermédiaires pour faire le point de la situation.

De notre correspondant

Deux semaines après l'enlèvement de M. Aldo Moro, l'attention des Italiens est toujours sollicitée par ce drame sans précédent. Journaux, radios et télévisions continuent de lui consacrer une place considérable malgré la grande réserve des enquêteurs et le peu d'éléments nouveaux. Mais, à mesure que les jours passent, la vie reprend ses droits et tous les « problèmes » en suspens resurgissent : les chômeurs napolitains, les grèves de la aviation civile, l'interminable débat sur le blocage des loyers, les performances discutables de telle ou telle équipe de football. Des statistiques approximatives confirment que ce week-end passé ne s'est distingué des précédents : même afflux de touristes, même hémorragie sur les routes.

L'Italie n'a pas cédé à l'affolement. Elle a su éviter aussi bien une législation draconienne qu'une chasse aux sorcières, même si des mesures de police ont été prises et si les citoyens collaborent à l'enquête. Mais on craint maintenant un certain relâchement : les Italiens ne vont-ils pas s'habituer à l'absence de M. Moro, comme ils s'étaient habitués aux enlèvements hebdomadaires et aux explosions quotidiennes ?

Symboliquement, la Chambre des députés a resté ouverte pendant le week-end de Pâques, comme pour mieux souligner la permanence d'un Etat dont l'existence même est parfois mise en doute. Est-ce suffisant ? La *Stampa* ne le pense pas et réclame des initiatives spectaculaires. Elle en suggère plus d'une, étant entendu que l'hypothèse d'un gouvernement d'union nationale doit être écartée pour le moment : l'organisation de rassemblements unitaires dans tout le pays auxquelles la radio et la télévision feraient un large écho ; la création d'un comité inter-partis qui se réunirait une fois par jour à la présidence du conseil ; la convocation d'un Conseil européen à Rome pour affirmer la volonté commune des Neuf de défendre la démocratie ; enfin la démission de M. Giovanni Leone et l'élection de M. Aldo Moro à la présidence de la République.

Cette dernière hypothèse a suscité de vives réactions. Ne conduirait-elle pas concrètement à ouvrir une « période » sans limite de durée, à M. Amintore Fanfani, président du Sénat, qui reviendrait la charge des fonctions du chef de l'Etat empêché ? « Singulière proposition », dit le parti communiste, « l'idée absurde », affirme-t-on à la démocratie chrétienne.

Désorientée par l'absence de son chef, la démocratie chrétienne serre les rangs et se garde de toute déviation hasardeuse. A la place du Gesu, siège du parti gouverne-

ment, on veut se persuader que M. Moro ne traverse qu'une épreuve et qu'il reviendra bientôt. Mais les dirigeants démocrates chrétiens sont aussi réalistes que leurs homologues du P.C.I. Ils auraient déjà envisagé un congrès extraordinaire au cas où le président subirait le même sort que les cinq membres de son escorte. On assisterait alors à une bataille pour la succession dont seule la surveillance permet de dire qu'elle a déjà commencé. M. Indro Montanelli, directeur du *Giornale di Milano*, vient de mettre les pieds dans le plat en écrivant : « Il est temps que la démocratie chrétienne se prépare à se passer de lui. »

Succède-t-on à M. Moro ? Peu de démocrates chrétiens peuvent prétendre incarner aussi bien la triple fonction de porte-drapeau prestigieux, de tête pensante et d'animateur du parti et du pays de principe même d'un homme irremplaçable comme à être discuté dans la presse, après le concert unanime des premiers jours. C'est pourquoi la fragilité de notre démocratie », a écrit un editorialiste du *Corriere della Sera*.

Le dévouement — heureux ou malheureux — de ce drame provoquera, en tout cas, une modification des rapports de force au sein de la démocratie chrétienne, et un règlement de comptes avec les partis de gauche. Si les démocrates chrétiens se retiennent de participer aujourd'hui, ils entendent bien « déléguer les responsabilités » des uns et des autres le moment venu. Les amis de M. Moro pensent, en effet, que c'est le harcèlement du parti gouvernemental par ses adversaires (et non les meurs politiques de l'Etat) qui l'ont « orné la main » des terroristes. Dans l'immédiat, ils se contentent de s'en prendre à certains journaux qui, à force d'exploquer

les motivations des Brigades rouges, finiront par les justifier. C'est le parti communiste, lui, qui se sent à l'aise dans les gestes spectaculaires, d'abord parce qu'il sait provoquer et les contrôler, ensuite parce qu'il soutient le climat d'union nationale.

Dans les circonstances actuelles, il n'a aucun intérêt à trop pousser à la roue. Qu'aurait-il, du reste, à réclamer un nouveau référendum de M. Moro, le P.C.I. avait obtenu d'entrer dans la majorité parlementaire par la petite porte en payant le prix fort. Aujourd'hui, rien n'est sûr. Si le parti et personne ne se sont « étonnés », non seulement il participe à l'élaboration des principales lois au Parlement, mais il est associé aux moindres choix du gouvernement.

Autre membre important de la majorité parlementaire, le P.S., est réuni en congrès national à Turin depuis ce mercredi 29 mars. Quatre motions ont été préparées, dont celle du secrétaire général, M. Bettino Craxi, président du parti républicain ; « Pendant vingt ans, les démocrates chrétiens se sont distingués par le malgoverno, les communistes se sont distingués par le démagogie et les socialistes par le malgoverno et la démagogie en même temps. » Comme il est de règle, le Parlement suspendra ses travaux jusqu'à la fin du congrès socialiste, le 2 avril. Ce congrès retardé, après huit semaines de crise gouvernementale, obligera les sénateurs et les députés à acquiescer fortement le rythme des recouvrements et doit modifier plusieurs lois — notamment l'avortement — pour éviter des référendums. Il n'est pas question de revanche d'annuler les prochaines élections locales fixées à 14 mai. Concernant cinq millions d'électeurs, elles permettront de mesurer la popularité du parti gouvernemental et la solidité de la coalition parlementaire qui vient de se constituer.

ROBERT SOLÉ.

LES « REPRIS DE JUSTICE » CONTRE LES BRIGADES ROUGES

Dans un communiqué remis le 28 mars au journal romain « Il Messaggero », les membres d'un comité des repris de justice italiens « déclarent qu'ils invitent de manière péremptoire les Brigades rouges à réfléchir avant le 30 mars à 16 heures (s.), sinon ils demanderont aux magistrats en détention de supprimer physiquement, selon toute rigueur, les premiers brigadistes qu'ils trouveront parmi les détenus ».

Roumanie

Le gouvernement met en œuvre une réforme économique axée sur la rentabilité

Vienna. — Longtemps fidèle de façon inconsciente aux règles les plus classiques de la planification socialiste, caractérisée par une stricte centralisation et la mythification de la tonne d'acier, la Roumanie s'achemine, après d'autres pays communistes, vers une modification des méthodes de direction de l'économie. Les textes de loi introduisant ce changement

n'ont pas encore été définitivement adoptés, mais une décision de principe a été prise la semaine dernière par le comité central du parti, d'ici à la fin de l'année, le nouveau système devra avoir été assimilé et mis en place par les entreprises afin de commencer à fonctionner dans l'ensemble de l'économie le 1^{er} janvier.

De notre correspondant en Europe centrale

Le mécanisme proposé vise à atteindre trois objectifs : donner aux entreprises plus d'initiative et de responsabilité ; axer davantage l'activité économique sur la rentabilité ; augmenter l'efficacité du travail, notamment en intéressant le personnel aux bénéfices.

Essentiellement, le critère principal d'une bonne réalisation du plan ne sera plus celui de la production globale mais celui de la production nette. Pour atteindre les objectifs fixés, les entreprises n'auront donc plus intérêt à faire entrer dans la fabrication de leurs produits des matériaux lourds et coûteux comme par le passé, mais à privilégier le matériel et de la main-d'œuvre, la valeur de la production nette s'obtenant en soustrayant de la valeur de la production physique les coûts matériels et humains. Le choix de ce nouvel indicateur devrait donc contraindre les chefs d'entreprise à procéder enfin aux économies réclamées depuis longtemps — apparemment en vain — par la propagande. Les anciens indicateurs ne sont toutefois pas supprimés.

En outre, les entreprises auront pour le marché intérieur que pour l'exportation, devra se dérouler sur la base de contrats

communiqués aux instances centrales six mois au moins avant le début de chaque plan annuel. Ainsi pensent-elles mettre fin aux productions fantômes qui représentent le comble de l'absurdité de la planification centralisée : la fabrication par une usine d'un produit quelconque, sans aucune idée des débouchés, simplement pour faire tourner les machines et occuper le personnel. Toutefois, l'obligation de faire connaître et de soumettre à l'avance les contrats signés introduit une nouvelle rigidité.

Les entreprises devront établir des budgets, et elles devront avantager que par le passé compter sur leurs propres revenus afin de s'auto-financer. Le rôle du crédit bancaire devra augmenter. Enfin, les bénéfices dégagés seront répartis selon des clés bien définies, entre le personnel ou serviront à la création de fonds de logement comme de fonds sociaux. Le budget de l'Etat sera ainsi déchargé de missions lourdes et difficiles à remplir, comme le montre le déficit de l'an dernier dans la construction des logements.

Une dernière mesure, qui demandera à être précisée, entrera également en vigueur au 1^{er} janvier : la valeur des exportations et des importations en devises sera exprimée par un cours commercial unique du lei, la monnaie roumaine. Le lei-levé, monnaie fictive utilisée jusqu'à présent dans les opérations de commerce extérieur avec les pays à monnaie convertible, sera donc supprimé. La Hongrie a déjà appliqué une telle mesure.

Ce n'est apparemment pas sans mal que cette réforme a été adoptée par le comité central. M. Ceausescu, le chef du parti, a révisé à plusieurs reprises ce qu'il avait été posé, à titre

expérimental, dès 1968, et que, depuis quatre ans, les fonctionnaires chargés d'étudier la question n'avaient cessé de repousser toute décision définitive. A la fin de l'année dernière, ils auraient même conseillé, faute de conclusions claires, de maintenir le système actuellement en vigueur. Mais la direction du parti, déterminée à aller de l'avant, s'est résolue à mettre fin à ces « tergiversations ».

Ces réserves d'une partie de l'appareil administratif et politique, qui transparaissent à travers certaines interventions lors du dernier comité central, apportent de nouveaux éléments d'appréciation pour juger du vaste remaniement de personnes annoncé le 7 mars dernier (*le Monde* des 9 et 10 mars). Les critiques, ouvertement formulées, notamment par M. Ceausescu, contre les « déficiences très sérieuses » relevées dans l'activité du commerce extérieur font clairement apparaître le départ de ce ministre de M. Ion Patisan comme un limogeage.

En même temps se confirme une politique visant à placer à des postes gouvernementaux des hommes ayant occupé dans le passé de hautes fonctions dans l'appareil du parti. C'est, pour le secrétaire général, faire d'une pierre deux coups : plusieurs ministères importants seront dirigés par des responsables politiques ayant fait la preuve de leur efficacité et de leur dévouement, mais qui, en étant versés dans le cadre administratif, cessent du moins pour un temps, de concentrer entre leurs mains trop de pouvoirs.

Si elle est d'une aide limitée, la réforme voulue par M. Ceausescu n'en représente pas moins une date importante dans l'histoire économique de la Roumanie socialiste. Elle marque la fin de l'ère de la croissance extensive et l'entrée dans celle du développement intensif.

MANUEL LUCBERT.

AMÉRIQUES

Argentine

Selon un journal suédois

LES DEUX RELIGIEUSES FRANÇAISES ENLEVÉES AURAIENT ÉTÉ ASSASSINÉES

(De notre correspondant.)

Stockholm. — Selon le quotidien régional suédois « Göteborg Tidning », les deux religieuses françaises enlevées le 8 et le 10 décembre 1977 à Buenos Aires auraient été assassinées. Les corps « meurtris » de Sœur Alicia (Mme Alice Domani) et de Sœur Léonie (Mme Renée Duguet) auraient été retrouvés il y a environ deux mois sur une plage située entre Bahía Blanca et Mar-del-Plata, à 450 kilomètres de la capitale argentine.


Dans une série d'articles sur la répression, publiés les 27 et 28 mars, l'envoyé spécial du journal dans ce pays écrit : « Les cadavres ont été découverts par la population locale. Selon des témoins oculaires, les deux religieuses portaient les mêmes vêtements que lors de leur disparition, ainsi que la croix et le chapellet de l'ordre auquel elles appartenaient. Les autorités ont essayé de déjouer l'enquête. Elle est tout de même parvenue à la connaissance du public grâce à un officier de haut rang sympathisant avec les forces démocratiques argentines, et au mouvement Las Leñas, organisation de femmes qui tente de retrouver la trace des personnes mystérieusement disparues ». Le journal indique également que le corps « criblé de balles » de Mme Esther Carreras, épouse de l'ancien ministre de l'éducation nationale du Paraguay, enlevé le 8 décembre dernier, a été retrouvé dans le fleuve Rio del Plata, à la même époque.

Le comité de solidarité avec l'Argentine, en Suède, nous a déclaré, mardi soir, que ces informations concordent avec certains renseignements qui lui avaient été communiqués. — A. D.

[A Paris, le ministre des affaires étrangères déclare ne pas disposer d'informations concernant l'article du journaliste suédois.]

VESTE pure laine, 450 F

PANTALON polyester et laine, 170 F



MADÉLIOS

POUR CEUX QUI SAVENT CHOISIR

DEL VIEVE AGE DE
- Harlem : une h

De nos jours, on ne peut plus se passer de la télévision. Elle est devenue un véritable maître à penser. Elle nous informe, nous divertit, nous éduque. Mais elle nous manipule aussi. Elle nous fait croire ce qu'elle veut. Elle nous fait peur. Elle nous fait rêver. Elle nous fait vivre. Elle nous fait mourir. Elle nous fait tout.

La télévision est un miroir. Elle nous reflète ce que nous sommes. Elle nous reflète ce que nous voulons être. Elle nous reflète ce que nous craignons. Elle nous reflète ce que nous espérons. Elle nous reflète tout.

La télévision est un monde. Elle est un monde à part. Elle est un monde où tout est possible. Elle est un monde où tout est permis. Elle est un monde où tout est permis.

La télévision est un monde. Elle est un monde à part. Elle est un monde où tout est possible. Elle est un monde où tout est permis. Elle est un monde où tout est permis.

AMÉRIQUES

États-Unis

LE DEUXIÈME ÂGE DE L'INTÉGRATION DES NOIRS

II. — Harlem: une tranquille désespérance

Délaissant le militantisme radical des années 60, les Noirs américains avaient placé beaucoup d'espoir dans M. Jimmy Carter pour lequel ils ont voté massivement en novembre 1976, mais une certaine déception apparaît actuellement (« le Monde » du 29 mars). L'accession d'une partie d'entre eux à la petite bourgeoisie rend plus frappant le statut de sous-prolétaires des plus déshérités qu'on trouve dans l'agglomération new-yorkaise, en particulier à Harlem.

New-York — Vu d'avion à basse altitude, Harlem cache bien sa misère. Pour un peu on ne le remarquerait pas, le regard encore ébloui par la beauté des gratte-ciels, le calme champêtre de Central Park. Tout au plus garderait-on l'impression d'une zone un peu morne où domine la couleur grise. Tout change quand on attend debout au coin de la 125^e Rue et de la rue Saint-Nicholas, une des artères commerciales de Harlem. Seul Blanc au milieu des visages noirs, on se croirait dans une ville africaine. Mais dans une ville d'Afrique le Blanc existe à Harlem il devient invisible. Le vendeur de hot-dogs à un mètre de nous a détourné la tête quand nous sommes descendus du taxi. Quelques passants jettent un regard furtif, la plupart font mine de ne s'apercevoir de rien. De temps en temps un homme se retourne, apparemment furieux. Lâche entre ses dents quelques injures choquées. Sur le trottoir d'en face, un groupe d'hommes désœuvrés adossés à un mur regardent avec indifférence.

La personne que nous devions rencontrer arrive enfin. C'est une dame d'un certain âge, qui travaille comme femme de ménage chez un ami. Elle-même habite

De notre envoyé spécial ALAIN-MARIE CARRON

le Bronx, mais vient de temps à autre à Harlem rencontrer des parents, et notamment un jeune cousin à qui nous allons rendre visite. Passé Saint-Nicholas, c'est une succession de petites rues qui montent et descendent, le ghetto. Un homme nous dépasse à grandes enjambées, tenant à bout de bras une douzaine de paires de chaussures neuves, probablement volées. Sur le porche d'un petit immeuble crasseux, s'écroulent des drogués et des alcooliques. Un enfant, juché à jeter des pierres au milieu des gravats d'un terrain vague. Alléjeurs, nous devons descendre du plateau de biscuits et de bonbons. Bob fait partie de cette bourgeoisie de Harlem que Chester Himes a décrite dans ses romans avec un humour caustique. Il est célibataire et travaille dans une poste voisine. Il se prépare à passer un examen pour devenir cadreur, mais se plaint que les lois « anti-discriminatoires » avancées finalement les nouveaux Américains.

— Phillipps, Indiens d'Asie, Latino-Américains — au détriment des Noirs. Il ne s'intéresse pas à la politique, mais participe activement à des mouvements religieux et philanthropiques qui sont, il ne s'en cache pas, autant des occasions de réunions mondaines que d'exercices spirituels.

— Oui, ils sont encore en bas au coin de la rue. — Vous les reconnaissez et nous les arrêtons ? — Le gosse hésite et répond : « Non », par peur des représailles. Les policiers poussent un soupir, et s'en vont. On entend quelque chose qui tombe avec un bruit assourdissant : l'assesseur d'antenne, les locaux ont pris l'habitude de jeter directement leurs sacs à ordures par les fenêtres qui donnent sur le cour arrière de l'immeuble.

Dehors, les silhouettes adossées aux murs des maisons regardent s'éloigner la voiture de patrouille. Martin nous explique combien il est difficile pour un enfant de grandir dans cet environnement sans « faire de bêtises ». « Ici, peu de gens travaillent. Beaucoup se droguent, encore plus boivent. Il y a des garçons qui ont des voitures de luxe et des vêtements à tout casser. Pourquoi ? Ils peuvent ramasser quelques semaines de que leurs parents n'ont jamais gagné. Les trafiquants s'en servent comme « passeurs » pour transporter la drogue d'un bout du pays à l'autre. De plus en plus, la police les utilise comme tueurs à gages. Dans la ville de New-York, si vous avez moins de dix-sept ans, vous êtes considéré comme un meurtrier vous ne purgerez pas plus d'un an de prison. Tuer un type, pour quelqu'un qui apparaît à un gang de rue depuis l'âge de six ou huit ans, ce n'est pas extraordinaire. »

Sur le chemin du retour, nous passons dans une rue où sont garées trois ou quatre voitures rouillées, rasées, tachées de graisse et de « rève » américaine. Deux hommes les inspectent à la peau de chamaille, centimètre par centimètre. « Vous voyez cela, dit Andy avec lassitude, ce sont les voitures des cadés de la drogue ou de la prostitution. Ils passent pour des princes ici, tout le monde les admire et les gens ont un détour pour venir voir leurs bagnoles. »

Harlem ne change pas ; nous avons fait la même expérience il y a dix ans. Nous avons retrouvé le même paysage de ville bombardée, les immeubles à dent brisés, la drogue et le meurtre partout, les dollars, la foule entassée, comme nous l'avons vu plusieurs fois dans nos « dans une tranquille désespérance ». Mais ce que l'on peut deviner de Harlem en quelques incursions n'est que le paravent d'une misère encore plus grande. Les petits commerçants de la rue Saint-Nicholas forment entre eux un syndicat étonnant qui fonctionne plus ou moins bien. Il y a au sein du ghetto même une misère plus définitive, un groupe humain qui n'a pas suivi la progression générale des Noirs depuis quinze ans.

Un sous-prolétariat

Une enquête récente de Time estimait à sept ou huit millions d'individus ceux que les Américains appellent « underclass », un sous-prolétariat qui forme le noyau dur de la pauvreté aux États-Unis. On trouve dans ce groupe des Blancs des Appalaches, des Hispano-Américains, mais les Noirs en constituent et de loin la plus grande partie. La ville, qui a été pour beaucoup de Noirs le moyen de l'ascension sociale et économique, est devenue pour certains d'entre eux un piège dont ils ne peuvent plus s'échapper. Vingt ans de programmes sociaux n'ont pu les intégrer à la machine américaine. Pour une série de raisons, l'aide qui devait les libérer les enchaîne. La mère touche allocations familiales et prestations sociales, mais elle n'a pas d'homme au foyer. Aussi le père est-il incité à l'errance. Pour la mère, le seul moyen d'augmenter son revenu est d'avoir un nouvel enfant. Pour les enfants, qui jouent dehors dans les décharges publiques ou, dans l'appareillement à la classe aux calades, l'argent ne sera jamais lié à l'idée de travail. La notion du temps est différente, puisque leur vie quotidienne n'a pas les horaires contraignants des gens « normaux ». La perception de l'espace urbain est différente — et indirectement, l'apprentissage de la société aussi — puisque la ville, avec son langage et son système, ne commence qu'au-delà du ghetto. Ce n'est pas la fabrication de produits, mais la fabrication de produits sociaux, aux « comités » (sucreries), aux boissons gazeuses et sucrées. Le tout fait grossir et « bouffe » le ventre, dans une véritable catastrophe diététique. Les adversaires des programmes d'aides aux indigents disent souvent que « les soi-disant pauvres sont gros et gras » ; ils sont simplement malades. Ils se nourrissent de ce qui peut s'acheter dans un bureau de tabac avec de la petite monnaie.

Ces laissés-pour-compte retiennent d'autant plus l'attention que la masse de la population noire aux États-Unis a rattrapé dans bien des domaines la petite bourgeoisie blanche. En 1970, un cinquième seulement des

Noirs vivaient en ville (la proportion était de la moitié pour les Blancs), 10 % seulement des Noirs résidaient en dehors du sud du pays où ils étaient employés dans l'agriculture. En 1960, 10 % d'entre eux avaient quitté le Sud. L'après-guerre a été l'époque du grand exode et en 1970 quelque huit millions de Noirs vivaient dans le Nord. Ouvriers agricoles domestiques dans le Sud, les Noirs sont devenus en ville des ouvriers non spécialisés (après la seconde guerre mondiale moins de 3 % d'entre eux occupaient des emplois de bureau).

Le niveau de vie des Noirs s'est amélioré. C'est frappant dans le Sud, où, selon les statistiques officielles, le revenu annuel d'un Noir s'est accru de 115 % entre 1967 et 1975. Environ 12 % des Noirs sont encore dans la catégorie des pauvres (définie par les services statistiques américains en fonction du revenu annuel d'une famille de quatre personnes), contre 22 % en 1969. Ces familles ont un revenu de 5 500 dollars par an environ. Près de la moitié (44 %) ont atteint un revenu de 10 000 dollars par an. Vingt-deux pour cent avaient un revenu familial annuel de 15 000 dollars en 1974 (seulement 9,8 % des familles noires étaient dans ce cas dix ans auparavant). Cette progression a été contrariée par la récession des années 1973-1975. Les Noirs sont plus touchés que les Blancs par les difficultés économiques, et ils regagnent plus lentement que les autres leurs positions antérieures. La comparaison de leur niveau de vie avec celle des familles blanches est à cet égard significative. En 1968, leur revenu moyen équivalait à 53 % de celui des Blancs. Le chiffre est monté jusqu'à 64 % en 1970. Aujourd'hui, selon M. Roy Wilkins, directeur exécutif de l'Association nationale pour le progrès des gens de couleur, le revenu des Noirs est retombé à 59 % de celui des Blancs.

Prochain article : DE L'ÉCOLE AU CHOMAGE

Le Monde réalise chaque semaine UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE Réservez aux lecteurs résidant à l'étranger

NOTRE Télex POUR VOS COMMUNICATIONS

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être L'APPARTEMENT que vous recherchez.

ODOUL Garde-meubles 208 10-30 16 Rue de Falais - PARIS XIX

هكذا من الأهل

LES RÉCEPTIONS DES LEADERS POLITIQUES

M. Mitterrand : il convient de corriger d'abord les structures de l'économie

Voici le texte intégral de la déclaration que M. François Mitterrand a faite, mardi 28 mars, en vertu de son entretien avec M. Valéry Giscard d'Estaing :

« J'ai souhaité à diverses reprises que le chef de l'Etat et ses responsables de l'opposition puissent se rencontrer pour traiter des grands intérêts de la France et des Français. C'est pourquoi j'ai accepté l'invitation personnelle et directe que m'a adressée, jeudi, et pour la première fois, M. Giscard d'Estaing. Je crois, en effet, de l'intérêt supérieur du pays qu'au-delà de nos divergences de vues sur les institutions et leur fonctionnement, nous nous entendions sur les principes de base de la démocratie. Bien entendu, il ne s'agit pas de renverser les rôles. A la majorité de gouverner. A l'opposition d'exercer ses droits de critiques et de propositions, mais d'un respect de respecter ce qu'ensemble elles représentent. Je veux dire la communauté nationale.

« Dès le début de notre entretien, j'ai insisté auprès du président de la République pour que dans notre esprit soient prévues au plus tôt les mesures afin d'aboutir à un statut équilibré de l'information par droit de réponse des partis de l'opposition aux déclarations présidentielles et gouvernementales, de garantir l'équilibre de la parole parlementaire, notamment par le rôle dévolu aux grandes commissions et par une plus

« Le Club des droits socialistes de l'homme, que préside M. Berclis (P.S.), adjoint au maire de Paris, estime que, « au-delà des causes mineures du résultat des élections législatives de mars 1978, les attaques du P.C.F. contre les socialistes, intervention partisans du président de la République en dehors de la campagne, etc., il faut rappeler qu'il y a eu une seule et grande cause à cet échec : l'absence de convergence entre socialistes et communistes sur un projet de société commun. Le Club des droits socialistes de l'homme considère que « définir un programme commun, c'est-à-dire des « moyens », sans être mis d'accord au préalable sur un projet de société, c'est-à-dire une « fin », ne pouvait conduire qu'à une impasse, car cela équivaut à mettre la charrue avant les bœufs ». Le Club des droits socialistes de l'homme considère que « définir un programme commun, c'est-à-dire des « moyens », sans être mis d'accord au préalable sur un projet de société, c'est-à-dire une « fin », ne pouvait conduire qu'à une impasse, car cela équivaut à mettre la charrue avant les bœufs ».

Le financement des partis

Au cours de la première réunion de presse de son septennat, le 25 juillet 1974, M. Valéry Giscard d'Estaing avait déclaré : « J'ai indiqué au premier ministre (alors M. Jacques Chirac) que je souhaitais qu'il mette en chantier un projet de loi organisant le financement des partis politiques et des élections en France. Il ne s'agit pas seulement de contrôler, il s'agit d'assurer la ressource : à partir du moment où la ressource n'existe pas, cela prouve qu'elle vient d'ailleurs. Il est donc souhaitable que, dans une démocratie qui s'appuie sur ce qui se développe comme la nôtre, les partis politiques et les grandes élections soient assurés d'un financement normal. Ce financement normal, naturellement, devra être contrôlé dans son emploi, c'est-à-dire que les sommes ainsi allouées aux partis politiques ou aux candidats devraient être utilisées à des objectifs très précis soit au recrutement de personnel, soit aux publications, soit aux frais d'affichage ou d'information, et que l'emploi de ces fonds serait contrôlé par une magistrature des comptes.

« Je souhaite qu'un tel projet, assuré des ressources à la vie politique de notre pays, puisse être élaboré, ensuite, naturellement, étudié, débattu et voté par le Parlement. Il est tout à fait clair qu'un tel projet s'appliquerait aux formations politiques de la majorité et aux formations politiques de l'opposition, sans aucune discrimination entre elles.

Le 13 juin 1975, le chef de l'Etat avait présidé un conseil restreint sur le financement des campagnes électorales à l'issue duquel le porte-parole de l'Elysée avait précisé qu'il s'agissait d'une première réunion, qui serait suivie de plusieurs autres pour « faire en sorte que le débat électoral soit débattu et réglé dans les meilleures conditions de l'argent ».

« A cet égard, évoquant les conditions dans lesquelles s'est déroulée la récente campagne électorale, j'ai relevé l'urgence qu'il y avait à mettre un terme à des abus tels que l'intervention massive de l'argent, et surtout de l'argent du grand patronat, dans le débat public, le détournement des moyens audio-visuels au profit des partis de la majorité, l'utilisation de cette fin de la France de l'étranger, la fraude dans plusieurs circonscriptions d'outre-mer, et j'ai demandé que fussent créées des commissions d'enquête nécessaires. Le bon usage du dialogue dont le chef de l'Etat a pris l'heureuse initiative exige certes un banal tout langage de complaisance.

« C'est à la droite de définir ses objectifs »

« Le président de la République et moi n'avons pas abordé les problèmes posés à la politique du prochain gouvernement. Si la gauche l'avait emporté, elle aurait appliqué son programme. La droite, ayant conservé la majorité à l'Assemblée nationale, il lui appartient de définir elle-même ses objectifs. J'ai cependant souligné qu'il serait illusoire d'entretenir l'opposition dans l'idée d'une confusion possible entre les deux projets qui se sont affrontés au cours de ces dernières années. En préservant les chances de l'alternance, nous préserverons les chances de la démocratie.

« Quant aux divisions politiques déplorées par le chef de l'Etat dans son allocution du mercredi, elles expriment la réalité des divisions sociales qui résultent elles-mêmes des structures de l'économie. Ce serait perdre son temps que d'ignorer cette évidence. Il convient donc de corriger d'abord les structures. « Le parti socialiste entend donc proposer un plan à long terme impliquant à la fois la réduction des inégalités, une stratégie industrielle, une politique de plein emploi et la décentralisation de nos activités. Il souhaite la dimension européenne de la plupart des problèmes. Il continuera de lutter dans l'immédiat pour que changent les conditions de vie et de travail du plus grand nombre de Français.

« Je pense qu'il est inutile d'ajouter que les socialistes restent disponibles pour apporter leur contribution à l'Assemblée nationale à la construction de la paix et à la présence de la France dans le monde.

« Voilà ce que j'ai dit à M. Giscard d'Estaing. »

A l'Assemblée nationale

Au cours de la dernière législature, trois propositions de loi ont été déposées, en mars 1974, M. Achille Peretti, alors député U.R., actuellement membre du Conseil constitutionnel, a fait présenter un texte visant à limiter les dépenses de chaque candidat aux élections législatives, afin de mieux assurer une certaine égalité entre les candidats. En avril de la même année, M. Georges Dognes et un certain nombre de ses collègues réformateurs avaient proposé notamment d'allouer aux partis politiques représentés à l'Assemblée nationale ou à ceux dont les candidats aux élections législatives auraient obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés, une subvention annuelle égale pour la première année d'application à 0,50 franc par suffrage exprimé. Ils avaient également prévu, pour les élections législatives, l'accroissement de l'Etat en matière de propagande électorale et de l'interdiction de dépenses pour chaque candidat.

De son côté, M. Guy Cabanel, député R.I., aujourd'hui F.R., avait rédigé une proposition de loi, enregistrée le 4 mai 1976 à la présidence de l'Assemblée nationale, qui prévoyait également une contribution financière de l'Etat. En outre, M. Cabanel proposait une imposition des opérations des partis politiques au taux réduit de la T.V.A. et la possibilité dans certaines limites, de déduire du revenu imposable les sommes versées aux partis politiques.

Le programme commun

Le programme commun de gouvernement de la gauche de juin 1972 indiquait dans le chapitre consacré aux libertés : « Les partis et les candidats aux élections doivent publier leur budget. Les frais de campagne électorale seront plafonnés. » Ces dispositions sont reprises telles quelles dans les versions actualisées du P.C.F. et du P.S.

M. Chirac émet des réserves sur l'ouverture politique au sein du Parlement

A l'issue de sa dernière entrevue avec M. Valéry Giscard d'Estaing, le 7 décembre 1977, M. Jacques Chirac avait estimé : « Je crois que j'ai été compris et cela m'a fait plaisir. » Revoyant le chef de l'Etat, mardi 28 mars, le président du R.P.R. s'est borné à déclarer après une heure d'entretien : « J'ai fait part au président de la République de mon sentiment sur la situation politique. »

De son côté, le porte-parole de l'Elysée, M. Pierre Hain, a indiqué peu après que cet entretien avait été « franc et utile ». Le tête-à-tête, qui s'est déroulé dans une atmosphère amicale et courtoise mais sans chaleur particulière, a surtout permis à M. Valéry Giscard d'Estaing de développer en de longs monologues son projet de « désinstitution » des relations politiques et sa recherche d'une « cohabitation raisonnable » entre la majorité et l'opposition. Le président de la République a noté que cette évolution serait lente et ne produirait d'effets que si elle était conduite avec constance sur une longue période qui pourrait atteindre une dizaine d'années. Il estime qu'il est d'autant plus nécessaire d'entamer dès maintenant ce processus. De sur-

croît, le moment lui semble propice car il prévoit que en raison notamment des résultats électoraux les communistes pourraient prochainement durcir leur attitude envers les socialistes.

Dans l'immédiat, un geste de bonne volonté devrait être fait afin que la « cohabitation » manifeste de façon pratique » en offrant aux représentants de l'opposition des postes de présidents d'une ou plusieurs des six grandes commissions de l'Assemblée nationale, détenus depuis 1958 par des élus de la majorité. M. Chirac, dans sa réponse, est revenu sur la nécessité de décrire les relations entre la majorité et l'opposition, mais il a présenté des objections au projet de désinstitution des relations politiques et a rappelé que son mouvement était d'accord pour que les bureaux des commissions soient désignés à la représentation proportionnelle, comme le sont déjà les membres de ces commissions, mais il a refusé que soient offertes à des représentants de l'opposition des fonctions de président de ces commissions. Il a rappelé que cet-ci participerait à la « conférence des présidents », qui rassemblerait les présidents des groupes politiques de l'Assemblée, et que

l'équilibre de cette conférence serait modifié. Pour M. Chirac, la majorité qui vient d'être confirmée par le corps électoral doit s'occuper en priorité de sa propre organisation et non d'organiser l'opposition.

En réponse à des questions de M. Giscard d'Estaing, il a rappelé quels étaient les objectifs que le R.P.R. considérait comme prioritaires, insistant notamment sur « une nouvelle politique économique basée sur la relance par le retour au plein emploi ». Il a aussi évoqué les mesures qui concernent la « démocratisation du quotidien », selon la formule employée dans sa campagne électorale, et il a souligné que le R.P.R. n'aurait écarté aucun des principes que les électeurs, par leur vote, avaient énoncés, notamment pour les instances R.P.R. y a joint, il n'a pas non plus tenu compte de la désignation d'un nouveau gouvernement ni traité de l'élection du président de la nouvelle Assemblée nationale.

M. Giscard d'Estaing n'a pas fait allusion aux résultats des élections ni au rôle que le président du R.P.R. y a joué. Il n'a pas non plus tenu compte de la désignation d'un nouveau gouvernement ni traité de l'élection du président de la nouvelle Assemblée nationale.

Le duel Edgar-Chaban

Or, la compétition entre MM. Jacques Chaban-Delmas et Edgar Faure pour la conquête de la présidence de l'Assemblée nationale est devenue une rivalité entre deux concurrents appartenant à la même formation politique, le R.P.R. Certains y voient un épisode — par ses enjeux inhérents — de la lutte d'influence que se livrent depuis août 1976 MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac. Il est sans doute naturel que le président de l'Assemblée nationale sortante souhaite le renouvellement de son mandat, bien que les cinq années qu'il vient de passer à l'Hôtel de Lassay ne concordent à M. Edgar Faure aucun droit particulier ni aucun privilège pour y demeurer. Il est tout aussi naturel qu'un autre président souhaite briguer cette fonction, bien que le fait de l'avoir occupée pendant onze ans, de 1968 à 1969, ne confère à M. Jacques Chaban-Delmas aucune vocation spéciale à y revenir.

M. Edgar Faure a d'ailleurs bien précisé qu'il s'inclinerait devant le vote que doit émettre le groupe R.P.R. le 30 mars, lors de sa première réunion. S'il n'obtient pas la majorité des suffrages de ses pairs, le député du Doubs ne présentera pas sa candidature devant l'Assemblée nationale le 3 avril, jour de la rentrée parlementaire.

M. Jacques Chaban-Delmas, après s'être entretenu quelques instants avec l'actuel président de l'Assemblée, le mercredi 22 mars, a annoncé qu'il allait déposer sa candidature auprès de M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. (Le Monde du 24 mars). Il a aussi souligné que « les choses se passent dans la plus grande spontanéité », et il a indiqué qu'il était « prêt à se retirer à la décision de son truchement ». « C'est-à-dire que si les choses seraient plus simples s'il n'y avait de part et d'autre certains arrière-pensées et si les amis des deux champions ne s'étaient pas livrés à une intense campagne de couloirs.

Une mise au point du maire de Bordeaux

M. Jacques Chaban-Delmas apparaît bel et bien à beaucoup comme le candidat de l'Elysée, quoiqu'il s'en défende. Ainsi, répondant à la Lettre de la nation, organe du R.P.R., M. Chaban-Delmas, usant de son droit de réponse, a publié dans celle-ci, mercredi 29 mars, la mise au point suivante : « Ma candidature serait donc celle de l'Elysée. Cette assertion est inacceptable et je tiens à l'indiquer. Car cela tend à mettre en doute, à la fois non libre-choix et ma loyauté à l'égard des adhérents, et par conséquent du quinquennat.

« Faut-il, sur la première invite — et pressante — à me présenter a été le fait de l'un des adhérents, lundi dernier 20 mars, dans la soirée. Je crois préférable de ne pas citer son nom en dehors du groupe R.P.R. auquel M. Edgar Faure s'est inscrit précédemment le lendemain, mardi 21 mars. J'espère pouvoir m'en tenir là.

« Votre attitude jouera un rôle à cet égard étant donné que la Lettre est adressée à tous les militants du R.P.R. et contribue ainsi à leur éducation.

« Quant à la campagne menée publiquement, d'une part, j'en suis la victime aux yeux de nos compagnons, et, d'autre part, il serait intéressant de déterminer son origine exacte. » L'ancien premier ministre semble faire allusion à la conversation qu'il a eue à l'issue du conseil politique du R.P.R. avec M. Jacques Chirac lui-même.

Le maire de Bordeaux entretient depuis deux ans au moins des relations discrètes mais assidues avec M. Giscard d'Estaing, qu'il rencontre à plusieurs reprises. Les députés du groupe de l'U.D.F. ont d'autre part fait savoir qu'ils ne présenteront pas leur propre candidat et qu'ils soutiendraient M. Chaban-Delmas, à qui — assurent-ils — aucune de leurs voix ne manquera. M. Roger Ghinard, président du groupe U.D.F. en a même informé M. Edgar Faure le jeudi 23 mars. Certains ont même rappelé qu'en dehors de l'épisode de 1964, années où M. Chaban-Delmas avait été élu contre Paul Reynaud, candidat de l'Elysée, jamais sous la V^e République le candidat soutenu par le chef de l'Etat n'avait été élu au genre d'élection. Des amis proches de l'ancien premier ministre ont effectué des pointages dans le groupe R.P.R. y a joint, il n'a pas non plus tenu compte de la désignation d'un nouveau gouvernement ni traité de l'élection du président de la nouvelle Assemblée nationale.

Certains démontrent même que le maire de Bordeaux en disant qu'il se « réferait » à la décision de son groupe entendait garder toute liberté d'appréciation en fonction du nombre des voix R.P.R. qu'il recueillerait : s'il pouvait compter sur une minorité suffisante d'une quarantaine de voix environ — sur cent cinquante députés que compte le R.P.R. — alors il affronterait M. Edgar Faure dans le scrutin présidentiel. Le maire de Bordeaux jugera-t-il alors — nouveau roi de Navarre — que le « perchot » vaut bien une adjuration ? M. Chaban-Delmas reprochait essentiellement au président Chirac d'avoir pris prématurément position en faveur de M. Edgar Faure et d'avoir encouragé une campagne de soutien à sa candidature du président sortant. Pour justifier ce comportement, on rappelle au R.P.R. que le député du Doubs avait participé le 5 décembre 1974, à la fondation du nouveau mouvement gaulliste, qu'il avait assuré, le 11 février dernier, au meeting de la porte de Pantin et que, le 21 mars, il avait décidé de s'inscrire au groupe R.P.R., tandis que jusqu'alors il y était seulement apparenté. En revanche, M. Chaban-Delmas avait critiqué la création du R.P.R. (Le Monde du 16 novembre 1976), avait cessé de siéger dans les instances dirigeantes du mouvement et n'avait de nouveau participé au comité central qu'en janvier dernier (Le Monde du 24 janvier 1978).

Ne pas céder à une pression de l'Elysée

C'est une lutte d'influence qui se livre au sein du groupe parlementaire R.P.R. entre certains élus que tient à M. Chaban-Delmas plus de trente années de « compagnonnage » mais dont beaucoup reprocheraient une violation de la décision du groupe et ceux qui éprouvent pour M. Chirac la reconnaissance d'avoir maintenu le R.P.R. à sa place prééminente. En passant cependant outre au choix de la majorité de son groupe, M. Chaban-Delmas prendrait le risque non seulement de se couper de celui-ci mais aussi d'apparaître sans ambigüité comme le candidat des « frères ennemis » U.D.F. même au prix d'une scission provoquée chez les gaullistes.

Au-delà de cette querelle de personnes, le R.P.R. redoute surtout d'être la cible d'une de ces offensives que depuis quatre ans les giscardiens ont maintes fois dirigées contre lui. Il ne veut pas laisser entendre qu'il est prêt à céder à une pression de l'Elysée quelques jours, à peine après les élections. Sans doute la présidence de la République affirme-t-elle que le chef de l'Etat n'a rien à voir dans cette compétition ; indique-t-elle que c'est aux députés du R.P.R. à désigner eux-mêmes leur candidat au « perchot », puisqu'ils constituent le groupe le plus nombreux de la majorité.

Les proches du président de la République et les députés « giscardiens » les plus actifs continuent néanmoins d'estimer que le moment est venu de confirmer au sein de l'Assemblée nationale la victoire que, selon eux, le chef de l'Etat vient de remporter dans le pays. Or le R.P.R. qui peut se flatter d'être le plus grand parti de France, et selon les clichés obtenus, le « premier groupe de l'Assemblée nationale », entend bien montrer sa résolution, préserver son originalité et maintenir sa pression sur le gouvernement. C'est bien ce que M. Chirac rappelle incidemment mardi au président de la République.

ANDRÉ PASSERON.



Portes ouvertes, la Maison du Président

Advertisement for 'LA VIE QUOTIDIENNE A L'ELYSEE AU TEMPS DE VALÉRY GISCARD D'ESTAING' by Pierre Pellissier, published by Hachette. The ad features a stylized illustration of the Elysée Palace and the text 'Hachette Littérature'.

Handwritten text in Arabic script: 'مكتبة الأهل'

POLITIQUE

ET SYNDICAUX A L'ÉLYSÉE

« Ne pas compromettre l'unité de la majorité »

(Suite de la première page.)

Cette ouverture va au devant de l'une des revendications de M. Mitterrand. La gauche voudrait exercer davantage de responsabilité au Parlement et, par exemple, M. Charles Hernu, nouveau député socialiste du Rhône, serait volontiers candidat à la présidence de la commission de la défense. (La question sera examinée jeudi au cours du séminaire du secrétariat du P.S., à Suresnes.) Ce projet se heurte déjà aux réserves de l'actuel ministre de la défense, M. Bourges, et à celles de M. Chirac.

Le président du R.P.R. — à l'égard de M. Giscard d'Estaing — n'est pas hostile à l'entrée de l'opposition dans les bureaux des commissions, mais refuse de lui concéder des postes de président ou celui de rapporteur du budget dans la mesure où les fonctions de ces commissions sont à la compétence nationale et peuvent donc en faiblir le fonctionnement, notamment pour la fixation de l'ordre du jour complémentaire. Il y a donc là, entre les revendications du P.S., les offres de l'U.D.F. et les réserves du R.P.R., une source de divergences. Comme tout est lié dans la répartition des responsabilités parlementaires, d'autres peuvent surgir. Les dirigeants de l'U.D.F. vont jusqu'à craindre que M. Chirac, résistant son coup de main sur le capital, ne se porte candidat à la présidence de l'Assemblée, ne serait-ce que pour régler de cette manière le problème des candidatures de gaullistes. Les candidatures de MM. Chaban-Delmas et Edgar Faure. Cette éventualité est accusée comme un « canular » au R.P.R., où l'on se reproche de n'y avoir pas songé.

Les problèmes de répartition et de personnes n'ont pas été évoqués au cours des entretiens entre MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Mitterrand. Ne font pas état non plus, ceux qui posent la constitution du prochain gouvernement. L'Élysée précise que le président n'informe et ne consulte pas. Cette précision ne suffit pas à calmer les appréhensions de ceux qui s'inquiètent des conséquences d'une ouverture tous azimuts.

M. Debré, par exemple, s'étonne du comportement du président de la République qui lui paraît donner la priorité aux relations avec l'opposition.

En fait, M. Mitterrand a davantage rassuré les gaullistes en expliquant que sur le fond rien n'est changé entre la majorité et l'opposition. On s'en doutait, mais, enfin, c'est dit et fermement dit. Le premier secrétaire du P.S. a saisi l'occasion de rappeler des revendications qui lui sont chères sur le droit d'expression de l'opposition, le financement des partis, la représentation proportionnelle. Il réclame, notamment, le droit de réponse non seulement aux déclarations du gouvernement, mais aussi à celles du président de la République, ce qui ne paraît guère acceptable par M. Giscard d'Estaing, sous

peine d'apparaître comme le porte-parole de la majorité, et non comme le « président de tous les Français ».

Il était convenu que M. Mitterrand ferait une déclaration au terme d'une audience qui — fait remarqué — a duré une heure et demie, on ne s'attendait pas à l'Élysée qu'elle ait cette importance. Le texte avait été discuté au secrétariat du P.S. et ne pouvait donc refléter exactement le cours de l'entretien, du moins en ce qui concerne M. Giscard d'Estaing.

Tel n'était d'ailleurs pas son objectif. M. Mitterrand a voulu mettre les choses au point en réaffirmant l'irréductibilité du projet de la gauche en face des offres d'ouverture qui lui sont faites. L'ancien candidat à la présidence de la République s'en tient à ses analyses sur les réalités sociales, et d'autant plus la gauche sociologiquement majoritaire dans le pays, est appelée à le devenir politiquement, quelles que soient ses divergences actuelles. Conception qui s'oppose à la vision giscardienne d'une uniformisation sociale qui donne ses chances à la naissance d'une vaste force centriste.

Chacune de ces conceptions débouche sur une alternance d'ampleté différente : M. Mitterrand oppose la droite et la gauche, M. Giscard d'Estaing, la courant libéral conservateur au courant libéral social-démocrate.

La divergence demeure entière mais le choix d'une autre tactique socialiste est confirmé sur le plan de l'Élysée. En annonçant l'élaboration d'un plan à long terme — sans en omettre la dimension euro péenne — le premier secrétaire du parti socialiste marque tout autant son refus d'une collaboration politique avec la majorité que le fin d'une liaison avec le parti communiste.

Le fait que l'humanité note que M. Mitterrand n'a pas parlé du programme commun et de l'union de la gauche paraît anachronique tant il rappelle au passé. Le programme commun n'existe plus depuis déjà six mois ; quant à l'union de la gauche elle est à refaire, sur d'autres bases.

ANDRÉ LAURENS.

M. CEYRAC CHEZ LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Un patronat rassuré et inquiet

C'est un homme à la fois rassuré et inquiet que devait rapporter le 29 mars, M. Giscard d'Estaing, Reassuré, M. Ceyrac, reconduit pour trois ans récomptés à la présidence du Conseil national du patronat français, l'est depuis le départ électoral de la gauche, qui entendait s'attaquer aux structures mêmes de l'économie libérale en nationalisant le secteur bancaire et financier, et aux groupes industriels. La contre-attaque du patronat et son engagement dans la campagne — sous toutes ses formes — ont été à la mesure de l'insécurité de la gauche.

Débarrassé des soucis électoraux, M. Ceyrac n'est pas moins préoccupé. Par la situation générale de l'économie d'abord : la conjoncture internationale reste maigre, et la France n'échappe pas à l'engourdissement, même si depuis quelques jours, on dit de certains banquiers, on peut constater une résurrection des profits d'investissement dans les P.M.E. Par la situation des entreprises françaises ensuite : nul ne songe au C.N.P.F. à tirer les enseignements du plan d'assainissement lancé par M. Barre, qui, au niveau des sociétés, est essentiellement traduit par un net ralentissement de la progression des ventes. Reste que l'annonce de la conjoncture et la politique monétaire de près, n'ont pas permis aux firmes françaises d'en tirer tout le bénéfice eséré. Les marges se sont, certes, légèrement améliorées, comme en témoigne l'augmentation de l'autofinancement en 1977 ; mais on ne saurait parler de guérison totale après le « coup de 1974-1975 ». Il n'y a que les entreprises de C.A.T. — l'installation préoccupante au moment où il va falloir reprendre langue avec les syndicats, ne serait-ce que pour répondre à l'ouverture sociale — préoccupées par le président de la République.

Cette « ouverture », le C.N.P.F. s'en déclare partisan convaincu. « Dès avant les élections, nous avions indiqué que, en cas de victoire de la majorité, il serait nécessaire de renouer le dialogue avec les syndicats. Non pas tant que nous craignons un éventuel « dilutionnisme social », mais bien plutôt parce que nous estimons que la cohérence d'une entreprise dépend de l'impact qui y régit », rappelle-t-on avenue Pierre-de-Serres. Ce dialogue, le C.N.P.F. le veut large et approfondi. « Il ne s'agit pas de nous en tenir à la charité en accordant à la vie vici quelques avantages ponctuels. Nous entendons examiner avec nos partenaires les dossiers les plus brûlants (rémunérations, emploi), en tenant de trouver des solutions à long terme sans exclure la remise en cause de situations acquises. Tout ou presque est négociable. Encore faut-il donner aux entreprises les moyens de cette politique... »

Au premier rang de ces moyens : le retour à la liberté des prix. M. Ceyrac comptait rappeler au président de la République que cette liberté est prioritaire aux yeux du patronat. Mais son propos ne se limite pas là. Convaincu de la nécessité de stimuler la conjoncture, le président du C.N.P.F. plaidera également en faveur d'une relance sélective par l'investissement. Plus généralement, le président du C.N.P.F. rappellera respectueusement à M. Giscard d'Estaing que la formule « priorité à l'industrie », largement utilisée ces derniers temps, doit se traduire dans les faits et que, par exemple, une réforme des circuits de financement s'impose. Bref, M. Ceyrac entend demander à M. Giscard d'Estaing la mise en œuvre rapide du « programme de Blois ». — Ph. L.

RECEVANT L'ÉTAT-MAJOR PAYSAN

M. Giscard d'Estaing a précisé les grandes lignes de sa politique agricole

MM. Louis Perrin, président de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture, Michel Debatisse, président de la F.N.S.E.A. (Fédération des exploitants), Eugène Schaeffer, président du C.N.J.A. (Centre des jeunes agriculteurs) et Charles Delattre, président de la C.N.M.C.C.A. (Confédération de la mutualité, de la coopération et du crédit agricole), ont été reçus le 28 mars pendant une heure cinquante par le président de la République.

L'état-major paysan semblait très satisfait de cet entretien, considéré par la plupart des participants comme un « véritable dialogue », un « échange de vues intéressant, car guère sur des problèmes de fond ». Le président de la République a, semble-t-il, repris, en les précisant, la plupart des idées exprimées lors de son discours de Vassy (le Monde des 17, 18 et 19 décembre 1977). Sur les problèmes courants, il a notamment confirmé l'engagement pris par M. Barre d'éliminer en trois ans les montants compensatoires monétaires, une première étape importante étant franchie dès 1978 (diminution d'un tiers, soit environ 6 points de ces montants).

En quittant l'Élysée, M. Perrin a indiqué que l'entretien avait porté d'une façon générale sur la situation agricole au début de 1978 et les perspectives, notamment au niveau européen. « Nous avons abordé le problème de l'étalement de la C.E.E. et la question de l'harmonisation des politiques économiques et monétaires », a indiqué M. Perrin.

M. Debatisse a précisé : « Nous sommes revenus également sur le fait que la démocratisation des prix agricoles doit être poursuivie dans les trois prochaines années. Une politique de libération des terres... »

M. Delattre a ajouté que les quatre représentants d'organisations agricoles avaient émis sur la nécessité d'un développement très important des exportations. M. Giscard d'Estaing a rappelé que l'agriculture devait augmenter sa production en liaison avec les industries agro-alimentaires. Une restructuration de celles-ci, ainsi qu'une clarification des circuits commerciaux, devraient figurer parmi les objectifs prioritaires de la loi-cadre qui doit être mise au point en collaboration avec les organisations agricoles.

M. Schaeffer, enfin, a abordé le problème de la libération des terres et de l'installation des jeunes agriculteurs. Le président est très touché par ce problème. Il a dit : « Il considère qu'un certain nombre de jeunes agriculteurs qui ne peuvent s'installer aujourd'hui devraient pouvoir s'installer dans les années à venir. Il est décidé à ce que les trois prochaines années une politique de libération des terres... »

L'U. D. F. est favorable à l'entrée des élus de l'opposition dans les bureaux des commissions

Des élus de l'Union pour la démocratie française, représentant les trois formations constitutives, se sont rencontrés mardi après-midi 28 mars au Palais-Bourbon. Étaient notamment présents : MM. Roger Chénaut, René Falt et Henri Bandoûin pour le parti républicain ; Jacques Barrot, Pierre Méhaignerie et Bernard Stasi pour le C.D.S. ; Michel Durafour et André Rossi pour le parti radical.

Cette réunion « informelle » avait pour objectif initial l'examen d'un certain nombre de questions pratiques devant être réglées pour la rentrée parlementaire : place des nouveaux députés dans l'hémicycle, répartition de la déclaration politique du groupe, désignation des membres des commissions, etc. Toutefois, les participants ont aussi évoqué les initiatives qui pourraient être prises pour favoriser, dans le domaine des travaux parlementaires, l'ouverture et la collaboration raisonnable souhaitée par le président de la République.

Les participants se sont déclarés favorables à ce que l'opposition soit représentée (à la proportionnelle) dans les bureaux des six grandes commissions. Ils ont même évoqué la possibilité de réserver à des élus de la gauche les présidences de deux de ces commissions, par exemple celle des lois et celle de la production et des échanges. Le débat sur ce

VENTE A VERSAILLES
M^{rs} P. et J. MARTIN, C.F. 833, 3, imp. Charvaud-Lévesque (93-30-00) DIMANCHE 2 AVRIL 14 heures
ARMES ANCIENNES
ORFÈVRES - ÉLÉPHANT
MEUBLES ET OBJETS D'ART
Exposition vendredi et samedi

VENTE A MONACO
A MONACO - MONTE-CARLO (SPORTS DRIVE - Salle des Arts)
SAMEDI 15 AVRIL à 17 h. 30
DIMANCHE 16 AVRIL à 10 h. 30
ART NOUVEAU - ART DÉCO
Experts : MM. Camard, Marchéaux
Expo. : Jeudi 13, 14-23 h. - Vendredi 14, 10-12 h. 14-18 h. 21-23 h. Samedi 15, 10-12 h.
ART MONACO S.A., 11, Princesse-Charlotte, Monte-Carlo, tél. (33) 50-72-15
par le ministère de M^{rs} ESCAUT MARQUET
bureau, 23, boulevard des Moulins, MONTE-CARLO, en présence de
M^{rs} ADER PICARD TAJAN
COMMISSAIRES-PRÉSENTS ASSOCIÉS
12, RUB FAVART - PARIS 742-68-23

Dans la presse parisienne

L'HUMANITÉ : « Une confirmation... »
Publiant de larges extraits de la déclaration de M. Mitterrand, l'humanité note simplement : « On remarquera l'absence dans cette déclaration de toute référence à l'union de la gauche et au programme commun, ce qui confirme bien l'orientation prise par le P.S. dans la dernière période... »

L'HUMANITÉ ROUGE (P.C.M.L.F.) : « La logique de la collaboration de classe... »
« Ainsi Giscard ouvre les portes de son palais aux chefs des partis bourgeois, tant de la majorité que de l'opposition... »

« Que Fabre, Mitterrand et même Mère marchent à fond dans ces combats n'a rien d'habituel... »
« Mais peut-on à la fois se dire communiste et croire à l'union de la gauche ?... »

« Comment ne seraient-ils pas indignés, ceux qui croient sincèrement que cette gauche devrait leur changer la vie, en voyant le secrétaire du P.S. célébrer sur les marches de l'Élysée le bon usage du dialogue, dont le chef de l'Etat a pris l'heureuse initiative ? »

« En de justesse par une demi-France de la brezzie, Giscard est décidé à continuer la même politique d'assèreté et de répression. S'il parle d'ouverture, c'est qu'il cherche un semblant de légitimité supplémentaire. Mitterrand comme Marchais aujourd'hui s'empressement de lui apporter leur caution, comme de gentils rugbymen prêts à déchanter leur victoire après le match... »

« Mais cette comédie dérisoire est à mille lieues des préoccupations et des exigences des travailleurs... »

« Comédie dérisoire... »
Sous le titre « Les Courbettes de l'opposition », Rouge, « quotidien communiste révolutionnaire », écrit notamment :
« Comment ne seraient-ils pas indignés, ceux qui croient sincèrement que cette gauche devrait leur changer la vie, en voyant le secrétaire du P.S. célébrer sur les marches de l'Élysée le bon usage du dialogue, dont le chef de l'Etat a pris l'heureuse initiative ? »

« En de justesse par une demi-France de la brezzie, Giscard est décidé à continuer la même politique d'assèreté et de répression. S'il parle d'ouverture, c'est qu'il cherche un semblant de légitimité supplémentaire. Mitterrand comme Marchais aujourd'hui s'empressement de lui apporter leur caution, comme de gentils rugbymen prêts à déchanter leur victoire après le match... »

« Mais cette comédie dérisoire est à mille lieues des préoccupations et des exigences des travailleurs... »

« Au contraire, en répondant présents au premier appel de Giscard, Mitterrand et Marchais tournent le dos à ces exigences ouvrières et ne font que l'acier à séquestrer en selle... »
(F. LOURSON)

« L'AUBOËRE » : M. Mitterrand n'a rien appris...
« M. Mitterrand n'a rien appris et rien oublié... »
« La « collaboration raisonnable » que propose M. Giscard d'Estaing est le fruit de la frustration de nouvelles mesures différentes de ce que l'on a (malheureusement) vu depuis vingt ans... »

« Nous souscrivons au vote présidentiel avec d'autant plus de chaleur que notre journal n'a jamais accepté le climat insensé de la politique bipartite... »
« Nous n'en sommes que plus à l'aise pour noter avec sévérité que François Mitterrand — hélas ! — ne surmonte pas les séquelles d'une défaite qui ne lui a porté de loin en fait ! — à la constitution, et qui semble saturer ses propos du jour secret, à sa gauche, sur le C.R.E.E. et la loi-cadre. Mitterrand perdrait rapidement l'audience d'une foule de Françaises et de Français qui ont cru voir en lui le prophète d'une socialisme à visage humain... »
(J. VAN DEN BOSCH)

LE FIGARO : « Pour décrier il faut être deux... »
« L'entreprise (de M. Giscard d'Estaing) n'est pas sans mérites et n'est guère, pour l'heure, payée de retour, pour l'heure, payée de retour, pour l'heure, payée de retour... »

En six mois, un million de nouveaux abonnés.

LA CNT FINANCE LE DÉVELOPPEMENT DU TÉLÉPHONE.



PLACEZ "UTILE"

Pour financer le développement du téléphone, priorité du 7^e plan, la Caisse Nationale des Télécommunications émet des emprunts garantis par l'Etat.

CNT
CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

(PIERRE THÉRON)

سكان من الدول

POLITIQUE

Libres opinions Hamlet ou Créon ?

par PHILIPPE DE SAINT-ROBERT

O divine surprise, dirait-on assez ce que notre fortune doit à la ténacité ! Voilà qu'à présent la bourgeoisie libérale avinée est assise excitée dans la louange et le distichon qu'elle s'était, il y a trois semaines, dans la peur et le sarcasme : la légèreté est sa nature. Quant à nos cher confrères des mass media, les éloges qu'ils décernent au vainqueur sont à la mesure de l'idée qu'ils s'étaient précédemment faite que le vainqueur serait autre : quand on a la peau si facile, on va d'un camp à l'autre sans grand risque.

Ce qu'à tout pris il s'agit d'imposer à l'esprit, c'est que le président de la République soit celui vainqueur d'un combat dont il ne serait pourtant pas sorti seul vaincu et où, comme en 1974, les Français ont moins manifesté leur confiance en sa personne que le méfiance que leur inspire définitivement une gauche à la fois dangereuse et farfelue, impérieuse et désunie. Alors, c'est un plaisir de voir la bourgeoisie, comme on dit, s'emparer des chiffres et les manipuler : mais rien n'empêchera que le parti républicain, qui est seul véritablement le « parti du président », ait au total et pour tout gagné huit sièges et dispose dans le pays de 10 % des voix. La majorité dont dispose tant à l'Assemblée nationale que dans le pays le chef de l'Etat est tout sauf giscardienne. Jetons un voile, le moindre vent le soulèvera bientôt.

Publié incessamment par ses propres partisans pour un faible et un indécis, le président de la République devient à son tour un modèle de ténacité et de constance. Est-ce Hamlet ou Créon ? Je dirai : on peut cumuler, indécis dans sa démarche, le chef de l'Etat n'a cessé de l'être depuis son élection, n'osant pas devancer une consultation dont l'attente, à l'intérieur, l'empêchait seule de gouverner et de réformer à sa convenance, et d'avoir une majorité à sa botte. Mais quant à la ténacité et à la constance, il en a certainement dans ses sentiments, ou plutôt dans ses ressentiments : en finir avec le gaullisme au-dedans et au-dehors, c'est le seul engagement auquel il tienne vraiment et qui doive le satisfaire. On comprend qu'à cet égard il compte sur une certaine gauche dont les affinités ultragauchistes sont connues.

A quels fantasmes correspond cette obsession ? On peut bien sûr citer les nostalgiques vichystes de la bourgeoisie dont le président de la République est issu, ou les amertumes africaines d'une certaine classe politique qui, il y a vingt ans, était d'autant plus nationaliste à Alger qu'elle était déjà atlantiste à Paris. Car tout se ramène en fin de compte à la position que l'on prend quant à l'indépendance et à la liberté de la France, sans quoi le bonheur et le progrès promis aux Français ne sont et ne seront que des leurre. Il est significatif à cet égard que, dans son discours de remerciement, le chef de l'Etat ait cru devoir faire état de la satisfaction de nos alliés : c'est la première fois qu'on manifeste à ce point l'assujettissement de notre politique aux désirs et aux volontés de puissances étrangères. Ce que le président Carter et le chancelier Schmidt attendaient de nous, on le savait déjà ; maintenant, on nous le dit. Une marée noire n'arrive jamais seule. Et dans le même temps, on envoie au Liban un bataillon sous commandement finlandais ; qu'enfin la France, membre permanent du Conseil de sécurité, soit au niveau international de la Norvège, de l'Iran et du Népal, c'est l'aboutissement logique de quatre ans d'absence et de renoncement dans les affaires de l'Europe et du monde.

Cela va continuer et s'amplifier un temps. La bourgeoisie aidant. Au bout du compte, les Français devront bien décider si la France reste libre ou s'inféode à un système hégémonique qui lui exporte son inflation et son chômage, et à qui il lui faudrait, de surcroît, dire merci. Et s'elle veut les moyens de la liberté de la France, qui ne sont pas nécessairement le SMIC, la carte et le retraité à gogo. Car, dans l'apparente victoire dont se targue une certaine droite, il faudrait aussi faire la part des responsabilités qui incombent, pour sa démagogie tous azimuts, à une gauche qui semble avoir, elle aussi, perdu, même s'elle en utilise encore le langage. Dans le conflit mondial où nous sommes engagés, et qui est inextricablement économique et politique, il n'y a que deux politiques : sa bêtise ou capituler. Ceux qui prétendent se battre n'ont pas le droit de fournir indéfiniment à ceux qui capitulent les moyens et les justifications de leur renoncement, ou bien il deviendra évident qu'ils sont au-dedans d'eux-mêmes le même choix.

Paris n'est plus dans Paris, et nul ne prétend que la France soit seule ; le général de Gaulle le savait bien, lui, de Phnom-Penh à Montréal en passant par l'Afrique et l'Amérique latine, e visité tous les peuples du monde ; mais il leur parlait sa propre langue ou le leur, et ne se couffait pas d'un casque bleu. Notre silence, notre absence, notre déclin, loin de servir la cause de la paix, déséquilibrent aujourd'hui le dialogue des puissances. Une grande nation, si elle ne veut plus sa propre histoire, cette histoire pourtant continuera de se faire, sans elle d'abord, contre elle ensuite. L'actuel chef de l'Etat nous avait averti, dès 1972 (1), que, selon lui, la France, sans doute, n'aurait plus d'histoire : « Ce sera autre chose... » Quel ? Nous n'avons dans le destin du monde que la part que nous y accomplissons nous-mêmes. Gouverner son pays chargé de gloire, du cœur et d'intelligence sans croire que son histoire soit encore possible, et laisser à ce point paraître ce manque à vivre, c'est commettre, le crois, le plus des abus de pouvoir. Et c'est mépriser un mandat qu'on ne décline pas pour s'y adonner à quelques idées particulières, mais pour le seul service de la France.

(1) France-Sotr, 6 octobre 1972.

REVISIONS BAC

BAC C ET D : MATH + PHYSIQUE ; BAC B : MATH + ECO
40 heures (vacances de Pâques ou 3^e trimestre) : 800 F.
IPSEUP : Institut Privé de Préparation aux Examens Supérieurs.
16-18, rue du Cloître - Notre-Dame - 75004 Paris - Tél. : 323-83-30

Imperméables : la mode est au confort

Pour la ville, Lanvin 2 vous suggérera une coupe droite qui vous séduira par sa très grande souplesse (1090 F). En coton et polyester mélangés, cet imperméable existe en beige, mousse, mais ou

noir. A moins que vous ne préférez un autre modèle extraordinairement chaud et léger 100 % en soie naturelle (1660 F), gris perle, noisette ou marine.

Et si vous voyagez, vous trouverez chez Lanvin 2 un imperméable étonnant qui se plie dans une pochette et ne pèse que 250 grammes (890 F).



LANVIN

2, rue Cambon, Paris 1^{er} - Tél. 260.38.83

LE VOTE ÉCOLOGISTE

Dans une lettre qu'il nous a adressée, M. Jean-Claude Delors, président du mouvement S.O.S. Environnement, porte-parole du Collectif Ecologie 78, estime prématurées les analyses qui ont été faites sur le comportement des électeurs écologistes au second tour des élections législatives. Il indique notamment :

Les commentaires du Monde à propos du second tour semblent indiquer que dans de nombreux départements, notamment dans la région parisienne, les écologistes ont massivement reporté leurs voix sur les candidats de la majorité.

Vous écrivez ainsi : Dans la 4^e circonscription de l'Essonne, « l'essentiel des 6 663 électeurs écologistes [ont] voté en faveur de M. Jean Fuerrer (U.D.F.-F.R.) ».

Dans la 12^e circonscription des Hauts-de-Seine, M. Ginoux (U.D.F.-C.N.I.P.) a sans doute recueilli au deuxième tour [les voix] des écologistes ».

Dans la 13^e circonscription du même département : « Le représentant de la majorité semble avoir bénéficié des votes recueillis au premier tour par le candidat écologiste ».

Le moins qu'on puisse dire est que cette conclusion est hâtive. Elle repose en effet sur la constatation suivante : dans les circonscriptions citées, les voix du candidat communiste sont égales ou légèrement inférieures à celles de la gauche au premier tour. Vos correspondants en déduisent que :

1) Tous ou presque tous les électeurs de gauche ont voté pour le candidat communiste.

2) Tous ou presque tous les électeurs écologistes ont voté pour la majorité.

Cela revient à nier le fait majeur des élections du 19 mars, c'est-à-dire le mauvais report des voix de gauche au second tour. Mais à la nier dans les seules circonscriptions où les écologistes étaient présents au premier tour.

Il faudrait donc croire que les électeurs de gauche ont eu deux comportements différents, à savoir les circonscriptions où les écologistes étaient présents, la discipline a mal joué. Par exemple dans la 2^e circonscription des Hauts-de-Seine où le communiste ne recueille que 50,2 % des voix contre 63,5 % pour l'ensemble de la gauche au premier tour.

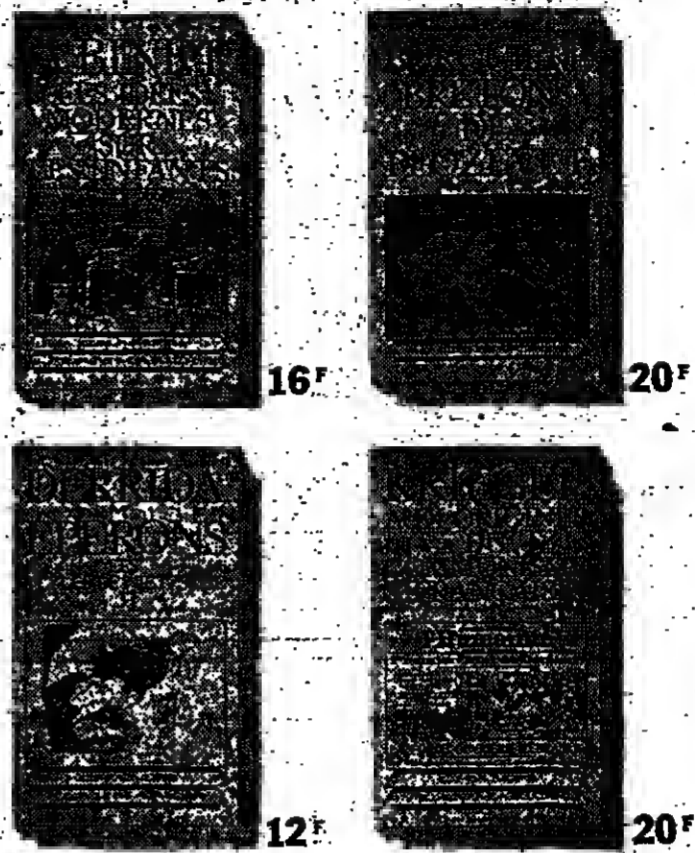
Au contraire, dans les circonscriptions où les écologistes étaient présents au premier tour, les communistes auraient voté à plein. Les écologistes auraient donc voté à droite.

PRÉCISIONS

ALPES-MARTIMES. — M. Albert Lopez, président de la fédération départementale du Mouvement des radicaux de gauche, nous précise à la suite d'un article consacré à la succession de M. Cornut-Gentille à la mairie de Cannes (Le Monde du 26 mars), que « les élus radicaux de gauche de la municipalité de Cannes ne font aucun ostracisme à l'égard de leurs collègues communistes ». « Par contre, ils maintiennent qu'à la suite du départ du maire, M. Bernard Cornut-Gentille, leur position est celle du réalisme tendant à permettre à la gestion municipale de se poursuivre dans la ligne tracée en 1971 et 1977 dans l'intérêt de l'ensemble de la population », ajoute-t-il.

RECTIFICATIF. — Une erreur nous a fait écrire, dans le reportage consacré à la situation du P.S. dans le Vaucluse (« Comment on perd une circonscription », Le Monde daté 26-27 mars), que les conventionnels s'étaient solidement implantés dans ce département à l'époque du congrès d'Épinay (juin 1971). Ce sont en fait les élus de Jean Savary — comme la suite de l'article permettait de le comprendre — qui avaient alors pris en main la fédération du Vaucluse, s'y opposant longuement aux anciens membres de la Convention des institutions républicaines, qui étaient regroupés à Carpentras surtout, autour de M. Jacques Blohard.

Les Champs de mars.



CHAMPS
Une collection éditée par Flammarion.

la revue
sexpol
SEXOLOGIE POLITIQUE

● ELECTIONS : les vrais résultats. Ceux qui ne figurent jamais dans les bilans politiques. ● Parce qu'ils concernent la structure bio-sexuelle des individus et des masses. ● Dans Sexpol n° 21. ● En kiosque et librairie. ● Ou contre 12 F. ● Sexpol, 44, rue du Rousseau, 75018 Paris. ● (01) : 257-61-62.

VIENT DE PARAÎTRE

Le Monde
DOSSIERS ET DOCUMENTS

LES ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1978

La défaite de la gauche
PARTIS • PROGRAMMES • RESULTATS
152 pages • EN VENTE PARTOUT • 15 francs

مكتبة النهر

هكذا من لايصل

Paris Protection

vous propose sur porte existante

offre exceptionnelle
VALABLE JUSQU'AU 31 AVRIL

1990 TTC POUR PORTE DE 2,30m
POSE ET DÉPLACEMENT COMPRIS
Crédit gratuit en 3 versements

336.44.55 MATÉRIEL GARANTI 5 ANS
PARIS. BANLIEUE DEVIS GRATUIT BP 243-75025 PARIS CEDEX 13

POLITIQUE

CORSE: le salut peut-il encore venir d'une réforme?

De notre correspondant

Ajaccio. — Trois députés U.D.R. sur trois en 1968, quatre députés R.P.R. sur quatre en 1976: « les mieux placés pour l'emporter » appartenant bien aux formations éloignées des thèses défendues par les mouvements autonomistes, quand bien même tous les candidats avaient affirmé leur volonté de faire bénéficier la Corse d'une large décentralisation (1).

A dix années d'intervalle, les mêmes causes — ou à peu près — ont produit sur l'île les mêmes effets: 1968: la grande peur du désastre provoqué par la réaction décisive d'une fraction de l'électorat modéré, dont l'appartenance au parti de gauche n'est que le signe de la détermination de Bastia (M. Pierre-Paul Giacconi l'emporte sur M. Jean Zuccarelli, radical de gauche) et conforter la position des députés d'Ajaccio (M. Jean Bossi) et de Corte-Sartène (M. Jean-Paul de Rocca-Serra); 1978: un réflexe de même type provoque l'échec des deux députés sortants M.R.G., M. Nicolas Alloué et M. Jacques Chirac, M. Jean Zuccarelli à Bastia (à qui M.M. Jean Bossi et Pierre-Paul Giacconi représentent leurs sièges) et l'élection de M. Pierre Pasquini, maître d'île-Roussie, dans la nouvelle circonscription de Corte-Cali. Quant à M. Jean-Paul de Rocca-Serra, il est réélu dès le premier tour.

L'échec de la gauche peut, en Corse, avoir des conséquences graves, notamment si le gouvernement y trouve la justification

Le « pari de l'ordre »

Dans son immense majorité, la population de cette île ressent le besoin de l'ordre. Bien des événements, parfois tragiques, l'ont secouée depuis cinq ans: bataille contre les bandes rouges, manifestations des agriculteurs, drames d'Algérie et de Bastia, affaire de la légion, plastiques et contre-plastiques, actions de commandos, conférences de presse clandestines, anarchismes systématiques et répétés, etc. M.M. Bossi, Giacconi, Pasquini et de Rocca-Serra incarnent précisément le « pari de l'ordre » et l'opposition fondamentale à toute forme de séparatisme. M. Jacques Chirac, qui avait, en novembre 1977, puis en février 1978, rassemblé plusieurs milliers de personnes à Ajaccio et à Bastia, n'avait-il pas déclaré:

« Cette pais intérieure, que certains voudraient aujourd'hui, ici même, troubler par l'effet de la ne sais quel coup de main, pourrait nous être aussi à tous contestée, marchandise, si nous perdions la bataille du printemps 1978 (...). C'est pourquoi nous lutterons jusqu'au bout pour l'unité de la France et, qu'on le sache bien, contre quiconque voudrait y porter atteinte si peu que ce soit. »

Paradoxalement et dans le même temps, la population de l'île éprouve le besoin du changement. La gauche n'a pas su répondre à cette aspiration, et M. Nicolas Alloué par exemple, était bien trop isolé pour soutenir que « régionaliser n'est pas attendre à l'unité nationale ».

La gauche ambiguë

Sans prétexte d'affirmer sa personnalité propre, chacune des trois composantes de la gauche prenait plaisir à mettre l'accent sur les divergences plutôt que sur les convergences. Le F.I.G.E. exposait sa proposition de loi portant « pouvoir régional démocratique » (déposée le 12 décembre 1977) pour toutes les régions de France. Pour le P.S., il n'y avait point de salut sans un « statut particulier » (proposition de loi dn 6 juin 1978) et, pour le

M.R.G., la voie moyenne serait celle d'une « loi-cadre » permettant une régionalisation à la carte. Pourtant, le groupe des socialistes et des radicaux de gauche à l'Assemblée avait, le 15 décembre 1977, déposé une proposition de loi portant décentralisation de la France, assortie d'un calendrier d'application et comportant même un article spécifique à la Corse.

Il eût été si facile, et si simple, de défendre le « tronçonnage » du programme commun, au détriment exclusif, depuis juillet 1977, du contentieux. Mais c'est écarté les querelles de personnes, les procès d'intention, les maladroites insinuations qui consistent à diminuer le concurrent de gauche tout en assurant que l'on combattait l'adversaire de droite. C'est aussi ne pas s'occuper de l'électorat autonome qui, dans sa majorité, a refusé de « choisir entre la perte et la rougésie ». Dira-t-on un jour combien d'autonomistes ont voté pour le R.P.R. plutôt que de favoriser l'élection du candidat radical de gauche M. Giacconi?

Il reste que la gauche a réuni plus de 40 % des suffrages (72 700 contre 47 % (84 800) au deuxième tour de l'élection présidentielle de 1974, et la majorité, un peu moins de 50 % (78 000) contre 53 % (73 500). Dans les quatre circonscriptions, les scores ont été relativement faibles: 800 voix à Sartène, 1 000 à Ajaccio, 1 750 à Bastia et Corte-Sartène.

« Une page de l'histoire maritime française. Il appartient aux élus R.P.R. de remplir la page suivante: l'écriture le souhait qu'elle soit heureuse pour notre île. »

La Corse, plus que toute autre région, parce qu'elle demeure en proie au trouble, pouvait attendre son salut — on en a long rêvé — d'une grande réforme régionale. Le pays ne l'a pas voulu ni la région elle-même, si tant est que le suffrage universel soit pour lui « l'instable suprême. Mais il dépend encore du gouvernement que n'étaient point les « orages détrevés » par certains.

PAUL SILVANI

(3) Le Monde, 11 janvier 1978.

● ERATUM. — Une coquille nous a fait écrire, dans le Monde des 29-27 mars, que Raymond Patenôtre avait été ministre de l'éducation sous la III^e République; c'est ministre de l'économie qu'il fallait lire.

HOMMES GRANDS HOMMES FORTS



CAPEL

Capel habille en long comme en large
• Magasin principal: 74 boulevard de Sébastopol Paris 3. 272.25.03.
• Capel Sélection: Centre Commercial Maître-Montparnasse Paris 15. 638.73.51.
• Capel Madeline: 28 bd Malesherbes Paris 8. 268.34.21.

Lentilles de contact souples

On les met et on les oublie...

Fabriquées dans une nouvelle matière souple et perméable à l'eau, spécialement destinées aux yeux sensibles, elles apportent une solution à vos problèmes de vision. Elles sont encore plus agréables à porter et encore plus invisibles.

Essayez YSOPTIC

80, Bd Malesherbes
75008 PARIS
TÉL. 522.15.52

Département et liste des correspondants Français et étrangers sur demande.

(Publicité)

LE GRAND DIALOGUE DES GÉNÉRATIONS :

ouvert à l'initiative des Caisses d'Épargne « Écureuil » dans 14 villes de France s'est achevé à Paris

Les moins de 20 ans et les plus de 60 ans souhaitent donner une forme active à leurs rencontres

Depuis quatre ans déjà, un vaste dialogue « en direct » s'est instauré entre les Caisses d'Épargne « Écureuil » et la population. Tour à tour les jeunes, les femmes, les familles ont participé à des tables rondes régionales et à des consultations nationales qui ont fait naître « une autre idée des Français ». Cette année « Le Grand Dialogue » des jeunes et de leurs aînés permet aux deux générations de faire « le point » de ce qui les sépare et de ce qui les rapproche.

Dans quatorze villes de France, des mains de vingt ans et des plus de soixante ans ont ouvert ce large débat dans la capitale fut la dernière étape. Les participants qui avaient répondu à l'initiative de la Caisse d'Épargne de Paris ont pour une large part rejoint les préoccupations enregistrées à travers le pays. Avant de lire quelques extraits qui les illustrent, il nous a semblé intéressant de rappeler les grandes lignes de ce dialogue, telles qu'elles sont apparues dans les villes tests.

La barrière des générations

Parmi les points caractéristiques qui sont revenus d'une manière permanente dans toutes les régions, on peut noter tout d'abord que les relations des jeunes sont en général meilleures et plus confiantes avec les grands-parents qu'avec les parents. Mais le contact demeure difficile lorsqu'il s'agit du milieu familial les uns comme les autres cherchent à franchir la barrière des générations. Celle-ci paraît d'ailleurs souvent se poser sur une série de malentendus. Les jeunes sont, en effet, nombreux à dénoncer une certaine méfiance à leur égard et à reprocher aux aînés de « généraliser » leur jugement en faisant parler celui-ci sur les apparences plutôt que sur le fond. « On se fie plus à la longueur de nos cheveux et à la couleur de nos blousons qu'à notre personnalité », disait un jeune apprenti de Charleville.

Parallèlement, beaucoup de personnes âgées reconnaissent en le déplorant ce climat d'animosité et mettent surtout l'accent sur l'indifférence dont certains jeunes font preuve à l'égard des « vieux ». « Ils ne nous valent pas, nous faisons partie des meubles et nous en souffrons », expliquait un retraité de Mâcon. « Rencontre des jeunes, les entendre parler, recevoir d'eux un sourire, c'est pour nous une véritable eau de jeunesse. » Les deux générations, qui ne

souhaitent pourtant pas la cohabitation, source de bien des problèmes, sont d'accord pour estimer que les maisons de retraite telles qu'elles sont conçues donnent trop souvent une impression de ghetto, qui ne facilite pas les relations entre les générations. Lorsque les conditions physiques et matérielles le permettent, on préfère le voisinage avec la famille, dans la même ville ou la même région. Chacun d'eux se transforme si souvent en égérie et compartimente les relations sociales, alors que les uns et les autres éprouvent un profond désir de communication.

Le recherche des racines

Partout, les plus de soixante ans ont exprimé le souhait de se sentir utiles. « L'enfer, disait à Gap un ancien fonctionnaire, c'est de craindre que la retraite heureuse passe par la chaîne longue et les pantoufles, alors qu'on contrôle le banquier consistait à se sentir utile à quelque chose ou à quelqu'un. » La plupart des moins de vingt ans reconnaissent que les contacts avec leurs aînés sont enrichissants et porteurs d'équilibre permanent dans toutes les régions, on peut noter tout d'abord que les relations des jeunes sont en général meilleures et plus confiantes avec les grands-parents qu'avec les parents. Mais le contact demeure difficile lorsqu'il s'agit du milieu familial les uns comme les autres cherchent à franchir la barrière des générations. Celle-ci paraît d'ailleurs souvent se poser sur une série de malentendus. Les jeunes sont, en effet, nombreux à dénoncer une certaine méfiance à leur égard et à reprocher aux aînés de « généraliser » leur jugement en faisant parler celui-ci sur les apparences plutôt que sur le fond. « On se fie plus à la longueur de nos cheveux et à la couleur de nos blousons qu'à notre personnalité », disait un jeune apprenti de Charleville.

Parallèlement, beaucoup de personnes âgées reconnaissent en le déplorant ce climat d'animosité et mettent surtout l'accent sur l'indifférence dont certains jeunes font preuve à l'égard des « vieux ». « Ils ne nous valent pas, nous faisons partie des meubles et nous en souffrons », expliquait un retraité de Mâcon. « Rencontre des jeunes, les entendre parler, recevoir d'eux un sourire, c'est pour nous une véritable eau de jeunesse. » Les deux générations, qui ne

souhaitent pourtant pas la cohabitation, source de bien des problèmes, sont d'accord pour estimer que les maisons de retraite telles qu'elles sont conçues donnent trop souvent une impression de ghetto, qui ne facilite pas les relations entre les générations. Lorsque les conditions physiques et matérielles le permettent, on préfère le voisinage avec la famille, dans la même ville ou la même région. Chacun d'eux se transforme si souvent en égérie et compartimente les relations sociales, alors que les uns et les autres éprouvent un profond désir de communication.

La querelle de la maturité

Cette expérience dont parlent beaucoup de gens âgés et les conseils qu'ils donnent ont particulièrement retenu l'attention des participants au cours de la table ronde de Paris. « Les jeunes, fit remarquer une étudiante, veulent et doivent vivre leur expérience personnelle, c'est un phénomène qui n'est pas nouveau et que vous avez certainement éprouvé par vous-même. Quant aux conseils, il faut en prendre et en laisser, et c'est ce que nous faisons, car nous ressentons vis-à-vis de ceux-ci autant d'attrait que de répulsion. Trop souvent nous avons l'impression qu'un cherche à dicter notre conduite. »

Les aînés ne réagissent pas tous de la même façon à ce genre de propos et il était à ce sujet particulièrement intéressant de noter deux sortes de courants exprimés à Paris. Le premier, dit une assistante sociale en retraite se fit l'interprète, mettait en cause le manque de maturité de la jeunesse actuelle. « Bien sûr, aucun jeune n'a jamais aimé suivre des conseils, mais nous nous sentions plus responsables. Nous étions plus réfléchis, mais insouffisants. Avant d'entamer des études, par exemple, nous nous intéressions aux débouchés qu'elles offraient. Aujourd'hui, vous avez l'impression que la formation, les études sont une fin en soi. »

L'autre courant, plus tolérant, une femme médecin tentait de l'expliquer: « Les ouvertures sont tellement plus vastes que notre expérience paraît bien étreinte. Des métiers nouveaux ont été créés, les spécialisations et les études qui y conduisent sont plus nombreuses. Ce sont des chances pour les jeunes, mais nous ne pouvons pas les guider, les orienter, notre expérience ne leur apporterait rien. Nous nous trouvons par la force des choses à l'extérieur de situations trop nouvelles, un peu comme si nous étions au cinéma; la jeune génération agit plus seule, elle prend son destin en main, elle acquiesce de plus en plus à un esprit d'initiative. Avant, nous étions soutenus sans en souffrir, à notre famille pour toutes décisions importantes. Aujourd'hui, ce sont les jeunes qui font eux-mêmes leur choix. »

Cloisonnement souhaité?

Parmi les autres sujets ayant retenu l'attention des participants de la table ronde de

Paris, les deux générations ont accordé une place prépondérante aux lieux de rencontre capables de réunir les deux générations. Les clubs du troisième âge notamment allaient donner lieu à un échange d'idées particulièrement intéressant et sensiblement différent des impressions généralement recueillies.

Dans les très grandes villes, faisait remarquer une animatrice, leur rôle d'oculiste est capital. Lorsque je suis arrivée à Paris, voilà six ans, je ne connaissais personne et je suis allée à quel- qu'un je faisais la causette avec

De 1^{er} au 31 mars, en participant à l'enquête-concours du « Grand Dialogue » dont les bulletins-réponses sont disponibles dans toutes les Caisses d'Épargne « Écureuil », les jeunes de seize à vingt ans et les plus de soixante ans pourront gagner plus de deux mille francs.

Des questions simples, originales, accessibles à tous permettront aux concurrents d'espérer de gagner, parmi les plus beaux lots, l'un des deux voyages pour deux personnes en Extrême-Orient au 1^{er} ou 2^e des vacances de septembre, de sorte même pour deux au Maroc.

Les commerçants et puis un jour j'ai découvert le Club. D'un seul coup les relations, les contacts, les activités furent possibles. « C'est naturellement un moyen de rompre la solitude, disent certains moins de vingt ans, mais c'est aussi un moyen d'acquiescer la séparation dont vous souffrez, car les jeunes ne fréquentent pas les clubs du troisième âge. La solution serait de réaliser des maisons communes. »

« C'est une manière technique d'envisager le problème, s'exclame une assistante sociale, la fausse bonne solution qui ne satisfait personne. Vous seriez vite lassés et nous vite fatigués d'un contact permanent, le cloisonnement est parfois souhaité. »

« Mais alors, répliquent les jeunes, vous estimez donc que nous ne pouvons pas avoir d'activités communes, de goûts partagés? »

L'effort fausse les contacts

« C'est la permanence dont je me méfie et non pas les activités ou les contacts toujours souhaitables, explique l'animatrice; à encore, il y a des nuances. Lorsque les jeunes viennent dans les clubs donner une



UNCEF-PUBLICIS

Etat de santé du... permet pas pour fin...

UN HONORABLE VOISIN

Les commentaires de la presse belge et allemande

UN AUTRE BARON

Essayez YSOPTIC

80, Bd Malesherbes 75008 PARIS TEL. 522.15.52

JUSTICE

L'état de santé du baron Empain ne permet pas pour l'instant son audition

Le parquet du tribunal de Paris a ouvert, mardi 28 mars, une nouvelle information contre Alain Cailliot, pour tentatives d'homocides volontaires sur agents de la force publique et complicité d'infraction à la législation sur les armes, après la fusillade qui s'est produite vendredi 24 mars sur l'autoroute du Sud à L'Hajou-Roses.

Les deux dossiers ont été confiés à M. Louis Chavanac, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, mais celui-ci s'est dessaisi de cet affaire, étant donnée la complexité de cette procédure avec celle sur l'enlèvement du baron Empain.

UN HONORABLE VOISIN

De notre correspondant

Granoble. — « Honorable camarade » pour ses confrères de la rue Saint-Laurent, « honorable voisin » pour ceux qui le connaissent à Saint-Vincent-de-Mercuze, dont le maire est M. Amé Paquet — médiateur, — François Cailliot s'était installé à Granoble en 1974, où il tenait la Maison des Bibliothèques.

L'interrogatoire de sa femme, dans les locaux de l'antenne granobloise du S.R.P.J. de Lyon, qui a duré près de deux heures, mardi 28 mars, a permis d'apprendre que, à plusieurs reprises, François Cailliot était parti en voyage et que les dates de ses absences correspondaient à certains épisodes de l'affaire Empain.

Considéré comme un « ancien grand » par les policiers granoblois, il donnait l'impression de vouloir « refaire sa vie » dans la capitale du Dauphiné. « Un homme tranquille » qui n'a, pendant quatre ans, jamais attiré l'attention de ses services de police, qui l'avaient pourtant discrètement surveillé lors de son installation à Granoble.

Il a quitté Granoble jeudi 28 mars, dans l'après-midi, c'est-à-dire la veille de la remise de la rançon, et de la fusillade sur l'autoroute du Sud. Selon sa femme, il aurait dû rentrer lundi 27 mars. François Cailliot est aujourd'hui en fuite, recherché par toutes les polices de France.

Les commentaires de la presse belge et allemande

« La baraque personnelle du baron Edouard-Jean Empain a certainement permis qu'un demi-échec, une bavure policière, se transforme en un succès complet puisque l'otage menacé de mort depuis le 23 janvier dernier a finalement été libéré sain et sauf dans la nuit de Péques », écrit le correspondant parisien du quotidien le Soir.

« Un coup de poker » est le titre choisi par le Libre Belgique (catholique conservateur) : « Après la fusillade de vendredi soir, et l'arrestation d'un des leurs, écrit ce journal, on pouvait craindre que, dans un moment de panique, les autres ravisseurs n'abandonnent l'otage... »

UN AUTRE BARON

Trois semaines après son enlèvement, le baron Charles-Victor Bracht, soixante-trois ans, est toujours aux mains de ses ravisseurs (Le Monde des 9 et 16 mars). Un nombre très restreint de personnalités judiciaires est au courant de l'enquête menée par la police judiciaire belge.

« Un coup de poker » est le titre choisi par le Libre Belgique (catholique conservateur) : « Après la fusillade de vendredi soir, et l'arrestation d'un des leurs, écrit ce journal, on pouvait craindre que, dans un moment de panique, les autres ravisseurs n'abandonnent l'otage... »

Certains journaux ont révélé récemment que les ravisseurs avaient contacté un avocat de la famille. Demandant le versement d'un rançon représentant une valeur d'environ 12 millions de francs français, les malfaiteurs auraient envoyé les clés du baron et sa montre comme preuve de sa détention.

« Un coup de poker » est le titre choisi par le Libre Belgique (catholique conservateur) : « Après la fusillade de vendredi soir, et l'arrestation d'un des leurs, écrit ce journal, on pouvait craindre que, dans un moment de panique, les autres ravisseurs n'abandonnent l'otage... »

Le baron Bracht a été enlevé le 7 mars dans la matinée, à Anvers, sur le parking de la société Bracht et Cie, l'une des sociétés appartenant au baron. La fortune de ce dernier, qu'il a faite dans la vente de produits tropicaux, l'immobilier et les assurances est évaluée à cent millions de francs français.

« Un coup de poker » est le titre choisi par le Libre Belgique (catholique conservateur) : « Après la fusillade de vendredi soir, et l'arrestation d'un des leurs, écrit ce journal, on pouvait craindre que, dans un moment de panique, les autres ravisseurs n'abandonnent l'otage... »

« Une dizaine de skieurs ont été emportés, mardi 28 mars, par une avalanche à Anzère aux environs de Crans-Montana, dans le Valais (Suisse). Trois personnes au moins sont mortes. Leurs corps ont été retrouvés par les sauveteurs qui ont également découvert deux personnes auxqueltes vides premiers secours ont pu être apportés.

« Un coup de poker » est le titre choisi par le Libre Belgique (catholique conservateur) : « Après la fusillade de vendredi soir, et l'arrestation d'un des leurs, écrit ce journal, on pouvait craindre que, dans un moment de panique, les autres ravisseurs n'abandonnent l'otage... »

LES PRÉCISIONS DU PROCUREUR GÉNÉRAL

M. Paul-André Sadon, procureur général de Paris, a apporté, mardi 28 mars, les précisions suivantes sur le déroulement de l'enquête relative à l'enlèvement du baron Empain.

« Elle s'est poursuivie d'abord sous la direction du parquet de Créteil, puis sous celle du parquet de Paris au profit duquel le procureur de la République de Créteil s'est démis de ses fonctions... »

« Au cours d'une certaine audition le 26 mars 1978, il a spontanément demandé à téléphoner à ses collègues pour les inciter à libérer le baron Empain... »

« Ce communiqué vise à expliquer les raisons de l'absence de M. Sadon lors de l'arrestation d'Alain Cailliot, notamment le fait qu'il avait costumé être interpellé par des policiers alors que le juge d'instruction l'avait déjà inculpé (Le Monde) du 28 mars... »

Faits et jugements

L'affaire von Opel et des droits de la défense.

M. Hans Joachim Gauh du barreau de Munich, défenseur de M. Michael Karg, un ressortissant allemand inculpé après la découverte de sa cachette près de Saint-Tropez, dans la villa de Mlle Marie-Christina von Opel (Le Monde des 6 juillet et 10 décembre 1977), estime que « les droits de la défense, dans l'affaire von Opel, ne sont pas respectés ».

M. Gauh affirme « avoir été confronté de nombreuses difficultés » avant d'être autorisé à entrer en contact avec son client, détenu à la prison des Baumettes, à Marseille. Cette possibilité ne lui a été accordée qu'à la condition d'être accompagné, lors de chaque visite, d'un avocat français.

« Un tel procédé est révoltant », a déclaré M. Gauh mardi 28 mars à des journalistes marseillais, les accusant d'être à un quelconque barreau d'un pays de la Communauté économique européenne devraient pouvoir remplir normalement leur mission dans tout pays de cette Communauté.

Vol de tableaux à Paris.

Deux tableaux de Renoir, Jeune fille au bord de la mer et Paysage campagnard, estimés à 1 million de francs chacun, ont été volés pendant le week-end pascal, lors du cambriolage de l'appartement d'un avocat parisien, M. Claude Lévy, situé 34, rue de la Falgauderie (19^e). Les malfaiteurs, qui ont arraché la serrure de la porte d'entrée, ont fouillé les huit pièces de l'appartement, et outre les deux Renoir, ont emporté un

Le débat sur le rôle des jurés d'assises

Les conditions d'exercice de la fonction de juré d'assises se trouvent une nouvelle fois mises en question. On apprend, il y a quelques jours, l'ouverture d'une information judiciaire contre quatre des jurés du second procès de Martine Willoquet (Le Monde du 25 mars), qui avaient adressé le 1^{er} mars, au président de la République, une lettre pour lui réaffirmer leur conviction d'avoir été trompés par le président, M. Jean Ullmann, lors du délibéré.

lettre à « Mesdames et messieurs les jurés », que publie le Quotidien de Paris du 29 mars, et qu'on lira ci-dessous. Joint à cette lettre, le CAP a également fait parvenir à ses « correspondants » plusieurs tracts, une invitation à une conférence de presse et les deux derniers numéros de son journal.

Cette « première » a été menée à bien légalement. L'article 283 du code de procédure pénale prévoit, en effet, que « La liste des jurés de session telle qu'elle a été arrêtée conformément aux prescriptions de l'article 286 est signalée à chaque accusé, au plus tard, l'avant-veille de l'ouverture des débats ». La chancellerie précise ce mercredi 28 mars, qu'elle a condamné ce type d'intervention. Elle relève toutefois qu'il n'y a eu aucun préjudice à sur les jurés. La chancellerie conclut en faisant à confiance au bon sens des jurés.

POINT DE VUE

« Il faut tenir ferme cette idée que les pouvoirs sont nos sergents et non point nos maîtres. » Alain.

C'est après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars.

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

LE SORT DE MARTINE WILLOQUET

La morale et la loi

par JACQUES LONGUET

La lettre au président Giscard d'Estaing : l'acceptation sans réserve de tels faits constituant un précédent dangereux, les droits de l'homme et du citoyen garantis par notre Constitution étant atteints.

Malgré une procédure favorisant l'accusation, par son cadre, son caractère, le mode de composition du jury (3), et il faut bien le dire la personnalité du président, le règlement de l'avocat général n'ayant pu entraîner la conviction de la majorité du jury, la décision de celui-ci avait pris le tour, par un tour de passe-passe juridique, être « rectifiée », et la rectification a été maintenue par l'échec d'une demande de grâce présidentielle, qui aurait tout remis en place sans bruit ni scandale.

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

elle vraiment en cause l'existence de notre système judiciaire ? Le juge est-il un grand prêtre dans notre cité ? La robe qu'il revêt recouvre-t-elle un homme, notre semblable, investi de la mission par nous, confié de rendre la justice ; ou bien l'hermine placée sur ses épaules crée-t-elle un être placé au-dessus des lois, « Zeus brulant au-dessus des nuages » ?

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

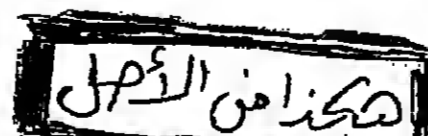
« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »

« Ce n'est qu'après mûre réflexion, et qu'après avoir longuement pesé les éventuelles conséquences, que nous avons écrit au président de la République notre lettre ouverte publiée dans le presse du 1^{er} mars. »



AÉRONAUTIQUE

SELON LE GOUVERNEMENT

Les études de marché sur la relance du Nord-262 ne sont pas concluantes

« Les études de marché concernant le Nord-262 ne sont pas encore réalisées suffisamment conclusives pour permettre de décider la relance de ce programme », a déclaré le ministre de l'Armement, M. Michel Debré, député R.P.R. de la Réunion, déposant avant la fin de la précédente législature un projet de loi relatif à l'approfondissement des études de ce type de matériels d'aviation.

Actuellement civils par vingt-deux clients militaires répartis dans huit pays, le Nord-262 est un hélicoptère de transport qui a fait son premier vol en décembre 1965 et qui a été construit à cent dix exemplaires.

Bien que ses dirigeants soient partagés sur l'avenir d'un tel projet, la SNIAS a proposé au gouvernement de relancer la fabrication du Nord-262 et elle a réclamé, dans cette intention, une aide de 300 millions de francs.

Les partisans du Nord-262 font valoir que l'avion répondrait aux besoins de certaines compagnies aériennes, notamment aux États-Unis, et à des missions de transport de navigation et de surveillance maritime dans le domaine militaire.

Le marché potentiel est évalué entre cent quatre-vingt et trois cent cinquante exemplaires, mais le constructeur n'a retenu à ce jour que l'estimation de cent exemplaires. Dans les milieux gouvernementaux, on fait remarquer que cette étude de marché reste insuffisante et qu'elle est fondée sur un nombre d'appareils dont la construction, si elle devait être entreprise, représenterait un risque financier maximum. Le gouvernement a demandé à un groupe interministériel, présidé par M. Aznar Achille-Fould, ancien ministre et ancien député, de mener une étude de marché de l'ensemble des moyens navals et aériens de surveillance de la zone économique des 200 milles au large.

Dans sa réponse à M. Debré, M. Icart confirme que le cas du Nord-262 sera examiné sous ce seul angle. Dans ce domaine, par exemple, la surveillance maritime avec le bimoteur Falcon 22-C de Dassault-Breguet.

ÉDUCATION

CHANGER L'ÉCOLE ET LA VIE

EN CORRÈZE

Les enfants de « Jonas »

De notre correspondant

Corrèze-sur-Corrèze. — « Le cochon, le paysan le tuera vendra viande, puis il nous remettra la viande », telle est la devise encadrée à l'entrée de la ferme de Jonas. On y vendra des cochons et des chats. On vendra de revendre deux jambons et des saucisses. Si ça marche bien, on recommencera deux ou trois fois par an : comme ça Jonas aura la viande pour rien.

« Je propose qu'on achète un stérilisateur et des boîtes pour faire des terrines ; ça coûte dans les 100 francs. Vous êtes d'accord ? »

Comme chaque mercredi après-midi, c'est l'assemblée générale (I.A.C.) de cette petite communauté qui s'est donné, sans le vouloir, le nom d'un prophète, après avoir vu le film « Jonas ». Tancer Jonas qui aura vingt-cinq ans en l'an 2000. Une dizaine de jeunes, dont sept mineurs, deux enfants et quelques chats, ont accosté le 1^{er} juillet 1977 ce bourg à peine dominé par son clocher robuste encaupé dans l'école nouvelle de Corrèze et ses ruines, son enclos, son air vivifiant, ses étangs, ses bruyères ». Les mille cents habitants vivent de commerce, d'artisanat, de travail à la fabrique de sièges, de l'élevage de veaux de lait ou du tourisme.

Il y a un an, quand trois éducateurs de l'école nouvelle de La Source, à Meudon (Hauts-de-Seine), cherchent un local pour installer un lieu d'éducation, ils s'achètent de Tulle, dans une bâtisse de fortes pierres, un milieu d'un enclos de 8 000 mètres carrés, vide depuis quatre ans et gagné par l'humidité. Le loyer annuel de 30 000 francs ne sera pas perçu la première année à condition que les nouveaux occupants réalisent quelques travaux.

Il sont dix aujourd'hui, mais beaucoup d'autres n'ont fait que passer. Une quinzaine ont séjourné au moins un mois, près de deux cents à passer, à un stage. Ceux qui restent sont la parole, disent-ils, « on se sent bien ici ». Les jeunes de treize à dix-huit ans ne sont pas des élèves au sens habituel du terme, ni les trois jeunes adultes des professeurs.

Furtivement, Jonas est une école officielle, depuis le 1^{er} janvier, après les visites de l'inspecteur départemental de l'éducation et d'une commission de sécurité. Mais Vincent, le directeur aux yeux de l'administration, s'abrite pas derrière

cette appellation : « Il s'agit plutôt d'un lieu de formation intellectuelle, si l'on reconnaît que le développement ne passe pas forcément par une activité de type scolaire ». Il est vrai que dans le bâtiment au grenier de 750 mètres carrés où se trouve le lycée en hiver, tout évoque une maison, rien une école. L'atelier est un atelier avec ses perceuses et gonges. La salle de bains n'est pas un allongement de douche. Les repas sont pris dans la cuisine aménagée par les occupants ou dehors, sous les nœuds, à la belle saison. Chacun a sa chambre (il y a quarante pièces au total), sans confort, mais arrangés à son goût. Le véritable foyer, c'est la chaîne haute fidélité et les cent cinquante disques — de Super-tramp à la Messe des Trepasés de Marc-Antoine Charpentier.

Stéphane compte se présenter au baccalauréat, série B (économique et sociale) et Jean-Christophe à l'épreuve d'articles de français. Sylvine aux beaux-arts à Aix-en-Provence. Le matin, Vincent, Cladins et Marie-Hélène sont plus particulièrement disponibles pour les aider, mais le travail « scolaire » n'est pas consacré dans ce temps délimité, mais on crée la flamme dans la cheminée et dorment les chats, celle où l'on aime à se retrouver.

Stéphane compte se présenter au baccalauréat, série B (économique et sociale) et Jean-Christophe à l'épreuve d'articles de français. Sylvine aux beaux-arts à Aix-en-Provence. Le matin, Vincent, Cladins et Marie-Hélène sont plus particulièrement disponibles pour les aider, mais le travail « scolaire » n'est pas consacré dans ce temps délimité, mais on crée la flamme dans la cheminée et dorment les chats, celle où l'on aime à se retrouver.

Jonas voudrait plonger ses racines et ses rameaux dans la population de Corrèze. La tâche est difficile. Pour le favoriser, Marie-Hélène et Vincent iront à la réunion du comité des jeunes qui organise les fêtes locales. Jonas a commencé de constituer des cartes de la commune et des environs pour les touristes.

Cela plaît au président du syndicat d'initiative, M. Paul Démichel, opposant radical-socialiste de longue date : « Je les aime bien, les jeunes de Jonas. Ils n'ont pas peur de la nouveauté, ils ont apporté une activité à la Corrèze ». Sentiment que partage le premier adjoint, M. Robert Cambary, le secrétaire de la commune, M. Dominique Maréchal : « Jonas ? Ils ont l'air bien sympathiques ». Le maire, M. Benassy, le premier adjoint, surtout que Chirac, député de la circonscription, ait bavardé avec Vincent au cours d'une réunion électorale l'a peut-être rendu moins réservé.

Tout le monde admet : « Il n'y a rien à reprocher à Jonas ». Mais on se méfie. Jonas est étranger ici, donc étranger. « On ne comprend pas, déclare un commerçant, que la municipalité ait accepté dans notre petit village coquet ». Ce qui intrigue le plus les habitants, outre l'aspect « hippy » des jeunes, c'est l'origine des moyens financiers qui leur permettent de vivre.

« Les adultes de Jonas avaient eu l'équivalent d'une année d'autonomie à traverser, ils comptent ensuite pratiquer travaux rémunérés (remplacements d'enseignants, stages dans une entreprise), vendre des pro-

duits qu'ils fabriquent (pochettes de tissu, jeux sculptés dans le bois), accueillir des stagiaires et profiter de leur potager ». Pour les « élèves », les parents versent « ce qu'ils consacrent à l'éducation et à la nourriture » : de 500 francs à 1 000 francs par mois, Jonas prenant à sa charge le prix du billet de chemin de fer lorsque les jeunes retournent dans leur famille en région parisienne. Aucun salaire n'est perçu « puisque toute le monde apprend ». Les « professeurs », eux-mêmes, versent 20 francs par jour de pension.

Une communauté se forge ainsi. Communauté, le mot ne plaît guère à Jonas : « Ça fait trop penser à l'armée et à bord, à des groupes sans projet, sans respect d'autrui ». Quand on leur demande ce qu'ils cherchent ici, la réponse est : « De toute façon, je me faisais voler de toutes les écoles, ces écoles où les élèves ne veulent jamais ». Et Marie-Hélène : « Je voudrais arriver à avoir des rapports vrais et simples avec les autres. A Paris, on est obligé de marcher en ville, chaque fois que j'y retourne ça me saute aux yeux que les gens ont des rapports compliqués ». Et Vincent : « Créer un lieu où on ne passe pas sa vie à attendre autre chose : le week-end, les vacances, la retraite... ».

CHARLES VIAL

MÉDECINE

REGROUPEMENT DES DEUX ORGANISATIONS DE FORMATION MÉDICALE CONTINUE

L'enseignement post-universitaire des médecins s'est développé ces dernières années hors de l'hôpital grâce à la création, sur l'initiative de médecins de ville, de près de cent associations de formation médicale continue. Les responsables de deux grandes organisations nationales spécialisées dans ce genre d'activité, l'Association pour la formation médicale continue (ASFO-MED) et le Groupe d'organisation de formation et d'enseignement médicaux continus (GOFEMEC) ont annoncé récemment que ces deux organisations se regroupaient au sein

de l'Union nationale des associations de formation médicale continue (UNAFORMEC).

Aux yeux des pouvoirs publics, cette Union sera chargée de leur valoir « qui, sous l'égide d'un comité national de liaison nouvellement créé, débitera avec les représentants des pouvoirs publics et des syndicats médicaux, des conseils de l'ordre et de l'université, des principaux problèmes posés par la formation continue.

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale a déjà annoncé son projet d'accorder un crédit de près d'un million de francs à ces diverses associations pour former notamment des animateurs. Si les dirigeants de ces organisations ont prévu que l'université reste pour eux un interlocuteur privilégié, ils n'ont pas moins manifesté clairement leur intention de prendre soin en même temps de la formation continue des corps médicaux.

L'intérêt que témoignent pour la première fois de manière officielle les pouvoirs publics à cette question laisse encore au suspense de nombreux problèmes, comme la rémunération des enseignants, l'existence et la place de la Sécurité sociale dans le financement de la formation continue des médecins.

« L'école d'infirmières du centre hospitalier régional de Rennes a été évacuée, le mardi 28 mars, à 21 h. 30, par les forces de police intervenues à la demande de la direction de l'établissement quelques jours après l'occupation de l'école par les élèves en grève depuis le mercredi 22 mars. Leur mouvement a notamment pour but de s'opposer à l'obligation qui leur est faite d'effectuer des stages non rémunérés pendant les week-ends pour pallier le manque de personnel du centre hospitalier régional. Le conseil municipal de Rennes, que dirige M. Hervé (P.S.), qualifie l'intervention de la police de « maladroite ».

Les étudiants seraient plus heureux si l'on respectait la loi de 1968

estime le recteur Antoine

M. Gérard Antoine, ancien recteur de l'académie d'Orléans, actuellement président du centre d'information et de documentation jeunesse, et chargé de mission

après de M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, a fait, mardi 28 mars, à l'Institut des Hautes-Gaules, un bilan pessimiste de l'application de cette loi.

M. Antoine a notamment déploré l'absence de prise en place des conseils régionaux de l'enseignement supérieur et de la recherche prévus à l'article 8 de cette loi, aux universités, permis, d'après lui, aux universitaires de « découvrir la vie à car ils y seraient collaborés avec des fonctionnaires et cadres des syndicats, etc.

Le recteur Antoine a estimé que la « liberté d'enseignement » n'est pas respectée et qu'on s'est contenté de « changer les étiquettes de baptême U.E.R. des morceaux de papier ». Il a aussi regretté que l'on ne procède pas, comme de la loi à l'orientation initiale et continue des étudiants, ce qui élargirait les besoins incessants autour de la sélection.

Si les différents articles de la loi instaurant l'autonomie, la participation et la pluridisciplinarité étaient respectés « les étudiants ne seraient plus malheureux », a affirmé M. Antoine. La loi à laquelle il a contribué lui paraît aujourd'hui « avec recul », plutôt « timide » sur la participation et surtout comme « un élément isolé qui attend ses compléments ». Selon lui, il aurait fallu, en même temps, une loi d'orientation sur l'enseignement secondaire, ce que le départ du général de Gaulle en 1969 euraient empêché. A ses yeux, le monde universitaire « que de Gaulle surestimait », porta aussi sa part de responsabilité.

DANS L'ARDÈCHE

« On n'est pas obligé de s'ennuyer »

De notre correspondant

Melbosq (Ardèche). — Sur la route étroite qui mène à l'Escoussou, un hameau de Melbosq, petit village ardéchois de cent soixante habitants, une vieille 404 familiale. Au volant, M. Louis Trouche, l'instituteur. A ses côtés : Françoise, douze ans ; Sylvie, huit ans ; Bernadette, onze ans ; Amélie, quatre ans ; Jacques, deux ans ; Pierre, cinq ans. Yannick, sept ans, n'était pas du voyage : absent pour cause de vertige. Cette sortie n'a rien d'exceptionnel, elle fait partie de l'enseignement original qui est dispensé à l'école communale de Melbosq.

Pour Louis Trouche, « l'école n'est pas dans quatre murs, elle est dans le quotidien, dans la vie. Elle doit être la vie ». Dans « les quatre murs », le bureau du « maître » n'est plus sur une estrade près du tableau noir, mais relégué dans un coin. Les tables des élèves ont disparu, donné l'alignement et sont rassemblées en carré pour permettre le travail collectif. Au mur : des photos — paysage d'Algérie, où M. Trouche a enseigné durant plusieurs années, — des lettres (correspondances échangées avec des élèves de différents lycées de l'Ardèche), une étude comparative des tailles des élèves, un reportage sur le boulangerie du village, etc.

La communication entre les individus est une des principales préoccupations de Louis Trouche. La première heure de la matinée est consacrée à la lecture du quotidien local : « La première page est toujours l'occasion de faire le tour du monde », estime M. Trouche. Ensuite, il réalise « leur journal » à partir des titres qui les ont intéressés. Ils les découpent, les collent dans un grand album et sur le page suivante rédigent la chronique de l'école : « Amélie s'est pris les pieds dans les rayons de sa bicyclette ». « Mnuu » a emprunté l'échelle de Mme Hours pour réparer le trapèze... »

Ce travail journalistique ne s'arrête pas là. Les écoliers de Melbosq écrivent beaucoup. A leurs amis de l'école de Péreyres, où M. Trouche enseignait l'année dernière, à ceux de Saint-Julien-du-Guis, leur lettre part de leurs différentes expériences. Le journal de l'école est imprimé sur une machine à alcool et diffusé à tous les habitants du village.

Maie ce n'est là qu'un des aspects de la pédagogie de M. Trouche. A l'Escoussou, les élèves ont allés, un jour, prendre un cours de musique chez un habitant du hameau : « Après, on a marché devant le cheminée, il y avait de la musique, c'était très chouette », dit Bernadette.

« Il faut que l'école devienne un lieu entre les habitants de la commune, il faut aussi qu'elle soit le lieu de rencontre de la culture, académique et de la culture populaire, terraine », affirme Louis Trouche.

Le pédagogue aux fourneaux

Les travaux pratiques, à Melbosq, ne consistent pas à rôtir de la pâte à modeler. Régulièrement, tous les élèves se rendent chez le père de Yannick, artisan boulanger, pour apprendre à tourner. L'école avait besoin d'un banc : tout le monde est allé le chercher chez le menuisier. De temps à autre, ils vont acheter chez un artisan qui travaille le cuir. Bienôt, chacun aura réalisé sa paire de moccasins.

Le cantine de l'école est, elle aussi, une « curiosité ». « Au début, tout le monde venait avec ses parents, ça n'était pas très amusant », dit M. Trouche qui, maintenant, prépare lui-même chaque lundi les repas pour tous ses élèves. Le mardi, ils vont

ensemble déjeuner chez les parents d'Amélie, le jeudi chez ceux de Yannick et le vendredi les écoliers font leur cuisine : « Ils ont un bouquin d'Œuvre ». La cuisine est un jeu d'enfant. Ce se passe sans problème. Ils préparent des plats qui sont savoureux.

Et l'apprentissage de la lecture, du calcul, de l'écriture ? « Tout dans la vie est prétexte à lire, compter et écrire », répond M. Trouche. Ces activités n'empêchent pas les écoliers de Melbosq d'apprendre ce qu'ils doivent savoir. « On n'est pas obligé de s'ennuyer à l'école », conclut l'instituteur.

MAURICE LEBESQUE.

HOVER-BUS, LA FAÇON LA MOINS CHERE DE FAIRE UN SAUT A LONDRES.



- 1 - Un fauteuil dans notre bus vous attend, 24, rue de Saint-Quentin à Paris (2 fois par jour en hover et jusqu'à 5 fois en été).
- 2 - Vous arrivez à Calais. Un fauteuil dans notre hovercraft vous attend à Flouvoport. 40 minutes après vous avez traversé la Manche sur coussins d'air.
- 3 - Vous êtes à Ramsgate. Un fauteuil dans notre bus vous y attend. Il vous conduira jusqu'à King's Cross au cœur de Londres. (Ainsi pour le retour c'est aussi simple mais dans l'autre sens).

PARIS-LONDRES
133 F POUR LES ADULTES
114 F POUR LES MOINS DE 18 ANS ET ETUDIANTS (DE MOINS DE 26 ANS).

HOVERLLOYD
24, RUE DE SAINT-QUENTIN 75010 PARIS TEL. : 273 75 05
CALAIS : 34.67.10 OU DANS LES AGENCES DE VOYAGES.

Se perfectionner, ou après, lire la langue est possible maintenant

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
cours avec explications en français

Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BBCM
8, rue de Belfort - 75008 Paris

CADRES, ENSEIGNANTS, JEUNES, EN VIVANT DANS UNE FAMILLE AMERICAINE, VOUS DECOUVRIREZ MIEUX LES U.S.A.

EXPERIMENT est un organisme d'échanges internationaux dont l'objectif est de favoriser la compréhension entre tous les hommes de toutes les races et de toutes les religions.

EXPERIMENT vous initiera à la vie américaine et vous permettra d'améliorer votre anglais.

Nous vous proposons également d'autres destinations : le Brésil, l'Inde, l'Irlande, le Japon, le Mexique.

EXPERIMENT France
Pour un monde plus ouvert

Association loi de 1901, membre de l'UNESCO (BI) créée par le Comité National de Tourisme n° 69 0161
83, rue de Turbigo, 75003 Paris - Tél. : 278-50-03

ANCIENS COMBATTANTS

Le 28 mars 1978, des milliers de vétérans de la guerre d'Algérie ont été reçus à l'Assemblée nationale par le président de la République.

La mula

PRESSE

Un pour

228

de

dir

progr

FOOTBALL

La mutation des Nantais

Veld à peine plus d'un an, c'est en gagnant au Parc des princes, que les footballeurs nantais avaient pour la première fois sérieusement songé au titre national. Un seul but de leur avant centre Eric Pécout leur avait permis de porter leur avance à quatre points sur

leurs rivaux immédiats à dix journées de la fin du championnat. Mardi 28 mars, sur ce même terrain, c'est un nouveau but d'Eric Pécout, marqué juste avant la mi-temps, contre Paris-Saint-Germain, qui place les Nantais, pour la première fois de la saison,

seuls en tête du championnat, avec deux points d'avance sur Marseille et Monaco, à six journées de la fin de la compétition. Malgré la similitude des scores, c'est pourtant une équipe en pleine mutation qui a quitté le terrain sous les sifflets des trente-cinq mille spectateurs.

« Nous avons pris une terrible leçon de réalité en Coupe d'Europe, face à l'Atlético de Madrid », reconnaît Jean Vincent, l'entraîneur nantais. Après assurément l'essentiel du jeu et du spectacle, les champions de France avaient finalement été victimes du cynisme des joueurs madriléens. La leçon a été retenue, surtout par les défenseurs. Aujourd'hui, malgré les sifflets, ils n'hésitent plus à décaler en corner ou à donner le ballon en retard à leur gardien de but au moindre danger, quand ce n'est pas pour gagner du temps.

Ce changement de mentalité révélateur ne suffit pourtant pas à expliquer la remarquable efficacité de la défense nantaise, de très loin la meilleure du championnat avec 24 buts encaissés en trente-deux matches (33 l'an dernier à pareille époque). Parallèlement il convient, en effet, de noter que l'attaque avec 49 buts (65 l'an dernier) n'est plus que la neuvième de son classement. « C'est vrai, admet Jean Vincent, j'ai invité cette année mes défenseurs à faire preuve de plus

de sobriété et à moins sortir de leur rôle. Nous prenons trop de buts en contre. L'an dernier, nous pouvions encore surprendre nos adversaires. Cette année, nous sommes devenus les champions, donc l'équipe à battre pour tout le monde. » Première conséquence visible : les Nantais laissent leur passe-temps au vestiaire. Désormais, ils s'appuient en confiance sur leur défense pour mieux attendre et exploiter les fautes adverses. Salut-Étienne avait suivi une évolution similaire ces dernières années.

D'Arribas à Vincent Certains, à Nantes, redoutent que cette attitude nouvelle déconne en fait d'une lente dégradation du jeu collectif qui a toujours été le label du club. Peut-être parce qu'il est en Loire-Atlantique depuis douze ans, Henri Michel a été le plus surpris par les changements apportés depuis deux ans par Jean Vincent. « Avec José Arribas, explique-

t-il, nous travaillons essentiellement en fonction du jeu collectif. L'entraînement était surtout axé sur les passes, les démarquages, les appuis, les « uno-deux ». Avec Jean Vincent au contraire, on répète essentiellement les gestes individuels, frappes de balle, reprises de volée, tirs au but, corners, jeu de tête. Cet entraînement favorise peut-être l'épanouissement de chaque personnalité, mais je me demande si nous ne sommes pas trop sur notre acquis collectif. »

Jean Vincent ne rétorque pas totalement les remarques du capitaine nantais : « Je crois en effet, dit-il, qu'il est inutile de multiplier les passes à l'approche des buts. Finiste donc, c'est vrai, auprès des joueurs pour qu'ils prennent alors un maximum de risques personnels et pour qu'ils tirent le plus souvent possible. Nous travaillons beaucoup cela à l'entraînement, mais je ne pense pas que ce soit nuisible au jeu collectif. » D'autres raisons, estime l'entraîneur nantais, expliquent que

VOILE

«Flyer» gagne la course autour du monde

Nouvelle victoire d'étape pour «Gauloises-II»

Le bateau néerlandais Flyer a gagné la course autour du monde, dont le départ avait été donné à Portsmouth le 27 août 1977. Il a atteint ce port samedi 25 mars, à 16 h 08 GMT. Il avait remporté la première étape (Portsmouth-Le Cap), s'étant classé troisième à la seconde (Le Cap-Auckland) et second à la troisième (Auckland-Rio-de-Janeiro). Il se place à nouveau au second rang à l'arrivée de la dernière étape.

confirmé qu'il avait pu être un redoutable concurrent pour Flyer s'il n'avait été mis en difficulté par une avarie peu après le départ du Cap. Constatant de gagner la race pour réparer son gouvernail, il avait pris un retard de plusieurs jours, inrattrapable au classement général. Gauloises-II est l'ancien Pen-Ducis-II d'Eric Tabarly rebaptisé pour des raisons commerciales.

Flyer est un ketch de 19,82 mètres, dessiné par l'architecte Olin Stephens, spécialement pour cette course. Il était commandé par un industriel néerlandais, M. Cornelius von Riechoben. Au classement général de l'épreuve, Flyer est suivi de King's-Legend (G.-B.), un voilier de type Swan-65, de 14,33 mètres, lui aussi dessiné par Olin Stephens.

CLASSEMENT GENERAL FINAL (défini pour les six premiers bateaux) : 1. Flyer (P.-B.), à 58 heures; 2. King's-Legend (G.-B.), à 68 heures; 3. Dague-d'Or (S.), à 81 heures; 4. ADG-Aomura (S.-B.), à 107 heures; 5. Gauloises-II (F.), à 198 heures; 6. Neptune (F.), à 214 heures (I.C.F.A.); 7. Grand-Britain-II (G.-B.), à 33 heures; 8. Concor (G.-B.).

Trois des quatre étapes de cette course ont été remportées par des bateaux français : l'une par 33-Export (Le Cap - Auckland), deux autres (Auckland-Rio et Rio-Portsmouth) par Gauloises-II. Ce dernier voilier, commandé par Eric Loiseau, réalise une performance remarquable. Grâce à ses deux victoires, il se classe au sixième rang du classement général, premier des Français, et il

CLASSEMENT DE LA QUATRIEME ETAPE (pour les onze bateaux arrivés) : 1. Gauloises-II; 2. Grand-Britain-II; 3. Dague-d'Or; 4. 33-Export; 5. ADG-Aomura; 6. Neptune; 7. Flyer; 8. I.C.F.A.; 9. Tula; 10. Grand-Britain-II; 11. Seul Adversaire peut modifier ce classement, qui n'est définitif que pour les deux premiers places. S'il était classé, Pen-Ducis-II serait huitième, à 50 heures de Gauloises-II.

PRESSE

CONTRE L'INSTITUTION D'UN SERVICE MINIMUM

La Fédération française des travailleurs du livre-C.G.T. et la Fédération du livre-papier carton C.F.D.T. d'une part, l'Union nationale des syndicats de journalistes (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T., F.O.), d'autre part, à l'issue d'une réunion tenue le vendredi 24 mars, ont renouvelé leur opposition, résolue à toute tentative d'imposer un « service minimum » dans la presse écrite lorsque les travailleurs de l'information sont contraints à la grève pour la défense de leurs droits.

Ces organisations appellent leurs militants à s'élever contre de telles prétentions, contraires au droit de grève. Si on était tenté de les faire appliquer dans des journaux comme dans des agences, quelles qu'elles soient, l'ensemble des professions concernées réagirait avec la plus extrême vigueur.

Elles rappellent qu'elles n'ont jamais admis le « service minimum » imposé aux travailleurs des radios et télévisions nationales et les assurent de leur solidarité pour esquisser l'abrogation de cette mesure, conclut le communiqué.

Commentaire, tel est le titre de la nouvelle revue trimestrielle dirigée par M. Raymond Aron, qui publie son premier numéro (25 francs, Juillard, éd., 8, rue Garancière, 75008 Paris). La nouvelle publication se propose de contribuer à la réforme intellectuelle et politique de la France.

MM. Roger Callois, Eugène Ionesco, Jean Laloy, Manès Sperber et Georges Vedel font notamment partie du comité de patronage de cette revue, dont M. Raymond Aron préside le comité de rédaction.

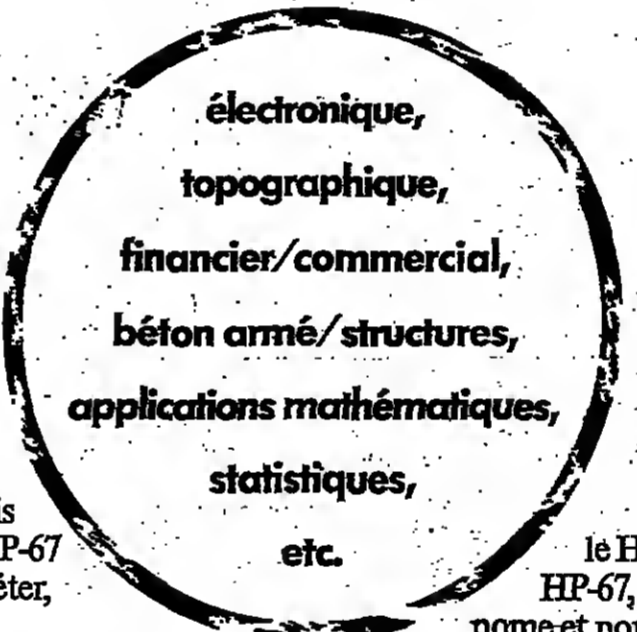
Les journalistes de « l'Informa », dont la situation n'était pas réglée à la fin du mois de février, ont obtenu satisfaction. Mis à part une trentaine de cas litigieux qui continuent de faire l'objet de discussions, toutes les sommes dues (aux pigistes en particulier) ont été versées.

L'admission au Centre de formation des journalistes. L'examen d'entrée du C.F.J. aura lieu les 6 et 7 septembre. Les inscriptions sont reçues du 15 juin au 1^{er} septembre tous les jours, sauf le samedi, de 9 heures à 19 h. 30 et de 14 heures à 16 heures.

A Berne, deux des principaux quotidiens du canton (Berner Tagblatt et Berner Nachrichten) ont décidé de fusionner à partir de l'année prochaine sous le titre Berner Zeitung. Avec un tirage de quelque 120 000 exemplaires, le nouveau journal occupera le troisième rang des quotidiens suisses après Blick et Tages-Anzeiger de Zurich. — (Corresp.)

La 25^e liste des unités combattantes en Afrique du Nord vient d'être publiée au Bulletin officiel des armées. Pour la première fois, il s'agit d'unités relevant de l'artillerie. Pour obtenir cette liste, s'adresser notamment à la F.N.A.C.A., 4, cité Joly, 75011 Paris, dont le mensuel l'Ancien d'Algérie de mars assure également la publication.

Une large gamme de logiciels pour 2 calculateurs professionnels programmables. HP-67 & HP-97



Des calculateurs de poche qui vous permettent d'enregistrer vos programmes, il en existe. Nos HP-67 et HP-97, programmables, sont eux, accompagnés d'un choix complet de bibliothèques de programmes spécialisées dans de nombreux domaines. Si dans votre activité, vous utilisez souvent les mêmes données chiffrées, vous pourrez ainsi les enregistrer une fois pour toutes sur carte magnétique. Les HP-67 et HP-97 pourront les utiliser, les interpréter, quelle que soit leur importance.

Deux calculateurs qui ont fait leurs preuves : - 224 lignes de programmes regroupant jusqu'à 3 pressions de touches, - dix tests logiques, trois niveaux de sous-programmes, adressage indirect,

- cartes magnétiques compatibles, stockant les programmes aussi bien que les données numériques, - une logique de calcul permettant de résoudre sans ambiguïté, sans hiérarchie, les expressions les plus complexes des calculateurs HP-67 et HP-97 : la notation polonaise inverse. HP-67 ou HP-97?

Tous deux ont la même précision : le HP-67 tient dans votre poche, tandis que le HP-97, qui dispose d'une imprimante, est autonome et portable : il ne mesure que 22,8 cm x 20,3 cm. Pour avoir plus de détails sur les nombreuses bibliothèques d'applications du HP-67 et HP-97 et sur la promotion des logiciels, consultez les distributeurs agréés Hewlett-Packard ou renvoyez-nous le coupon ci-dessous :



A renvoyer à Hewlett-Packard France, ZI de Courtabœuf, BP. 70, 91401 Orsay Cedex. Je désire recevoir une documentation sur : le HP-67 le HP-97 Je suis intéressé par le logiciel Nom _____ Fonction _____ Société _____ Adresse _____ Tél. _____

HEWLETT hp PACKARD France: B.P. 70, 91401 Orsay Cedex - Tél. 907 78 25

مكتبة الأهل

Le Monde DES ARTS ET DES SPECTACLES

Lapicque au Centre Georges-Pompidou

Le dessin en liberté

ON le voit peu. On ne le connaît pas assez. Il a fallu la double occasion d'une donation d'œuvres qu'il vient de faire au Musée national d'art moderne et son quatre-vingtième anniversaire pour que le Centre Pompidou évoque la présence de ce splendide maître de la peinture, témoin plein d'allégresse de la tradition picturale française au lendemain de la guerre. Il y a dans cet ensemble trois cents dessins et aquarelles depuis 1944, par séries. C'est ainsi que Charles Lapicque dessine et peint. Et c'est ainsi que son œuvre trouve sa signification. Mieux vaut donc la voir dans ces longues séquences où l'artiste épulse ses variations sur un thème.

Lapicque est peintre comme d'autres sont musiciens. De cette palette de couleurs qui est là devant lui, il va tirer des accords variés à satiété. Jusqu'à atteindre le point où la course tarienne du crayon prend son envol. Du début à la fin, ces œuvres de 1944 à 1977 nous font assister à cette conquête de la liberté du dessin chez Lapicque. Il est de ces peintres dont l'expression gagne en fraîcheur et en jurellité à mesure qu'ils avancent en âge. Il faut voir les « affrontements » (selon le titre des premiers pastels) de couleurs et de formes qui semblent abstraites tant elles sont libres et qui racontent en fait des histoires vénales, comme un peintre peut les vivre, par empathie.

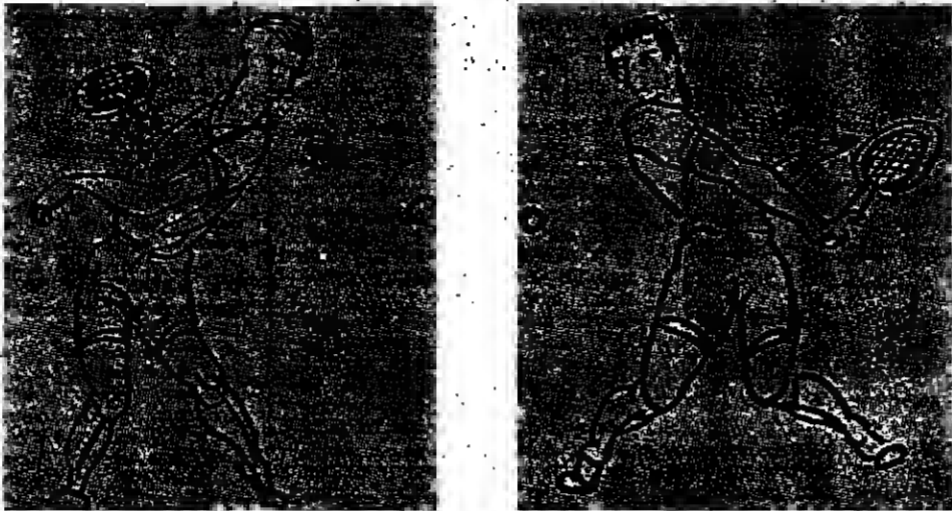
Tel une rencontre, là une arrestation, à l'aise dans ce dessin, en une conversation animée ou un pugilat.

C'est naturellement à dessin que l'on choisit ces thèmes d'action car ils illustrent bien la position fondamentale de Lapicque sur le dynamisme de l'expression graphique. Pour lui, c'est une course et une action de l'artiste sur la feuille de papier. Et le but de cette vitesse, c'est la fraîcheur. Fraîcheur du tracé et fraîcheur de la couleur. L'une jouant l'autre comme dans les vitraux, modèles invisibles de ces affrontements de 1944.

Il faut faire le saut jusqu'aux paysages espagnols et hollandais de 1973-1974 et aux figures qui suivent, jusqu'en 1977, pour mesurer le parcours accompli par Lapicque. C'est l'apprentissage de la spontanéité. La spontanéité absolue, comme vertu cardinale en même temps que s'accroît la complexité de son discours. Il ne court pas après le dessin automatique des surréalistes. Lapicque dessine en toute lucidité, avec ce qu'il est et avec ce qu'il sait. L'homme nature et le peintre cultivé. Sa voie est plus para-

n'est pas son registre. Lapicque ne va pas loin, mais il va partout. C'est un Voltairien peintre, touché à tout brillant, créateur, révélateur, pionnier au milieu de son monde. A l'autre pôle de la création, on trouve Cézanne qui dessine impassiblement et maladroïtement la montagne comme le même rocher, pour aller toujours un peu plus loin dans l'expression. La nature de Lapicque est la quête de l'éclat. Elle le conduit à renouveler constamment son sujet. Il voyage, change de paysage, de climat. Le vol et Venise

se nourrit d'eux pour mieux les nourrir de lui. C'est sans doute pourquoi, lorsqu'il parle de ses dessins, Lapicque parle d'abord de son sujet. De la mer qui le fascine, du cheval qu'il aime et pratique, du ballet des joueurs sur les courts de tennis. C'est en même temps de sympathiser avec le monde. Il peint ce qu'il aime. Mais tout doit d'abord passer par le creuset de la mémoire. Car, ce qu'il dessine, il le réinvente, après l'avoir vu quelque part et emmagasiné dans ses souvenirs. La couleur est toujours



Deux études pour le « Tennis » 1965.

dozale. Elle serait plutôt celle de l'inconscient concerté, des racines fulgurantes entre le perçu et le conçu.

Le dessin, chez lui, suit toujours une trajectoire linéaire. Il n'a ni ombre ni lumière, mais des lignes dont les entrecroisements, simples au départ, deviennent toujours plus imbriqués, désorientant les images en perspectives multiples, selon la tradition cubiste, et les recomposant en surréalistes.

Mais, ce qui compte, c'est le processus même de cette réinvention, sa teneur en spontanéité et en fantaisie. La profondeur

et à Rome, en Bretagne et en Hollande, au Jardin des plantes et au zoo devant les tigres et les oiseaux, au steeple-chase et au tennis, à la mer devant les régates ou bien au milieu de paquets de vagues, sur un croiseur en mer d'Iroise.

L'homme qui vit précède l'artiste qui va dessiner et peindre. Lapicque a toujours parlé de la nécessité de dominer les moyens matériels afin d'être plus libre pour en jouer. Son sujet, il s'en repaît par le regard, mais aussi, le cas échéant, par la lecture (des tigres du zoo par exemple). Il

poète crut au pinseau, sans cerner, comme un dessin, mais jamais pratiqué sur le motif. Ainsi, les paysages de Hollande. Il les a peints avec ce qu'il en a vu (les vaches à travers la vitre sale d'un train) et ce qu'il en sait : les bateaux échoués de « La Hollande chinoise des assistés de l'Etat ». Chez ce peintre voyageur, c'est la mémoire qui donne la dimension du rêve.

JACQUES MICHEL.

* Trois cents dessins et aquarelles de Charles Lapicque au Centre Georges-Pompidou. Jusqu'au 23 avril.

Un homme nommé Chaplin

CHARLIE CHAPLIN — Charlot — est mort dans la nuit de Noël 1977. On avait beaucoup écrit sur lui de son vivant, et parmi les ouvrages français importants de ces dernières années, il faut citer Charles Chaplin, de Pierre Leprôhon et, surtout, l'étude, film par film, de Jean Milry, *Tout Chaplin* (1972).

Deux nouveaux livres viennent de paraître : *Vie de Charlot*, de Georges Sadoul (1), et *Charlot*, de Jacques Lorcy (2). Ils empruntent tous deux, mais différemment, les chemins de la biographie.



Charlot, vu par Fernand Léger.

Le miroir d'une vie humaine

On va dire : le livre de Georges Sadoul n'est pas exactement une nouveauté. C'est vrai, puisque ses premières éditions (aux Editions françaises réunies) datent de 1958 et 1957 et que l'historien est mort en 1967 sans avoir connu le retour de célébrité du vieillard Chaplin et la rentrée triomphale du « barni » à Hollywood, avec l'Oscar de 1972. Mais, outre que ce livre était, depuis longtemps, épuisé, il reparait sous la forme d'un album (21 x 25 cm) magnifiquement mis en page et illustré. Au texte ancien s'ajoute un chapitre rédigé par Sadoul, avant sa disparition, sur le *Comtesse de Hong-Kong* ; la chronologie biographique a été complétée et un texte d'Aragon sert de préface à cette édition définitive.

Pourtant, c'est plus et mieux qu'une « présentation moderne, une mise à jour. Après la récente réédition du *Journal de guerre 36-40* (Le Monde du 21 octobre 1977), on ne peut plus lire cette *Vie de Charlot* comme il y a vingt ans. On y voit mieux maintenant les qualités et la sensibilité d'un écrivain qui s'est fait chroniqueur d'une vie humaine en liant cette vie à un temps historique ; qu'il avait lui-même vécu. Sadoul appartenait à cette génération qui a reçu un choc émotionnel en faisant la connaissance du vagabond au chapeau melon et à la badine pendant la guerre de 1914 et qui s'éprouvé tous les jours sociologiques et politiques des années '30 à '42. Si la science de l'historien se manifeste dans l'analyse et précise des films réalisés par Chaplin, l'écrivain rend compte d'un destin avec la même ouverture au monde que dans le « journal » de sa propre expérience.

Chaplin pourrait être, par sa réussite sociale et artistique, après une enfance misérable, un héros de roman. Mais lui, il n'est inventé, et plutôt que de disséquer le mythe de Charlot et ses transformations, Sadoul nous raconte ce qu'un homme soigné à échapper à la misère, à devenir un artiste, à se faire de son existence, en s'exprimant, par le cinéma, d'une manière universelle. Pour lui, Chaplin-Charlot se dédouble dans le *Dicteur*, après avoir tant fait rire, puis abandonné à jamais sa déroute dans *Monsieur Verdoux*, c'est la conscience humaine du XX^e siècle, envers et contre tout. Une conscience venue du peuple et qui, aux peuples du monde en-

l'or, apporte, par le truchement du petit bonhomme au grand cœur, dressé contre l'injustice sociale, l'amour et la fraternité. Tout chargé d'émotion — et d'une vibrante colère lorsqu'il rappelle l'ostracisme dont Chaplin fut victime aux Etats-Unis, particulièrement à l'époque de la « chasse aux sorcières », — le livre a le charme d'un témoignage d'amitié et de reconnaissance naïve, en somme, au nom de tous ceux qui se sont retrouvés en « Charlot ».

Jacques Lorcy, lui, a découvert Chaplin en 1945 seulement, au moment de la sortie en France du *Dicteur*. Coup de foudre pour un enfant qui venait de traverser la seconde guerre mondiale et qui voulait en savoir plus sur le génie capable de ridiculiser Hitler. Avec Jacques Lorcy, adulte, rand-j'ai maintenu hommage, on oisèphie passionné de recherche, à celui dont il a reconstruit la vie et le carrière, sans oublier d'ailleurs qu'on l'avait fait avant lui. Collectionneur de documents, de filmographies, de photographies, il a suivi la même démarche — une chronologie minutieuse appuyée par des citations — que dans ses biographies de Sacha Guitry, Georges Feydeau, Marcel Achard et Marie Callas. Avec la volonté évidente de donner au lecteur une somme historique, où tous anecdotes et son utilité. On suit pas à pas Chaplin, de son enfance à la *Dickens*, à sa vieillesse sociale ; après de sa dernière femme Oona. Cet énorme dossier, où passent les commentaires de l'admiration, se lit avec un constant intérêt. L'iconographie, abondante, est tirée des archives de l'auteur.

JACQUES SICLIER.

(1) Editions L'Archange, collection « Le cinéma et son histoire », 220 p., 40 F.
(2) Editions FAY, collection « Tête d'affiche », 359 p., 39 F.

JAZZ A GRENOBLE

Cinq jours pour apprendre

DEPUIS quelques années, les pérégrinations des amateurs de jazz commencent au printemps de Moers (Allemagne), font l'Europe puisonnnière et choisissent le soleil aux beaux jours des vacances, pour s'achever, enfin, l'automne venant à Nancy. Et depuis six ans à Grenoble, sans souci de congés scolaires ou des mouvements estivaux, la Maison de la culture, le jazz-club, Grand-place, et le Service d'intervention culturelle organisent, pour un public essentiellement local, une manifestation de « cinq jours » : cinq jours, ou plutôt cette année une bonne semaine, dont chaque heure semblait employée à l'événement dans les lieux les plus divers : ce rêve d'ubiquité et d'emploi du temps total est celui des grands festivals, bien sûr ; mais Grenoble voudrait y fonder les possibilités d'animations et d'activités plus suivies. Que les Cinq jours ne soient pas la seule rencontre providentielle de tournée de hasard, mais qu'ils se prolongent par les ateliers de jazz-club ou les concerts de la Maison de la culture, toute l'année.

Ateliers et animations, pour cette septième édition, ne manquent pas. Et, dans une belle diversité de projets pédagogiques, on peut voir chanter, pleins voix sous la bannière de Christiane Lagrand, approcher quelques instruments avec Patrice Galas et les musiciens du *Workshop de Lyon* venus au vol, ou se laisser guider dans les arcanes de l'harmonie par Jef Gilson. Pour répéter que ces « œuvres » ne se proposent pas d'apprentissage mécanique d'une technique en cinq leçons, mais en contiennent — et c'est déjà beaucoup — d'instaurer un rapport direct et dénoyauté avec ceux qui montent tantôt sur les planches : les musiciens.

Cette volonté de rencontre, elle précède aussi le débat ouvert par les représentants des petites maisons de disques françaises, ces marques indépendantes qui tentent, non sans mal, de publier les musiques qui affrangent encore les grandes compagnies. On y retrouve bien

naturellement Jef Gilson, pour *Falm*, entouré d'Alain Guérin pour *Open*, et J.-J. Pussiau pour *Owl*. Cinq jours pour apprendre, cinq jours pour voir aussi, et en d'autres points de la ville encore : ce seraient, comme pour donner du jazz toutes les images possibles, des projections de films historiques, de montages audio-visuels, et une exposition raisonnée de quelques quatre cents pochettes de disques réalisées par Daniel Richard et l'atelier de la Maison de la culture.

Restait-il du temps pour les concerts ? On peut se le demander. Une fois conjurée leur hantise de n'être qu'une série festivalière de concerts, les Cinq jours s'efforcent leur double pari : ne pas négliger les musiciens locaux, et élargir largement pour le jazz contemporain. Cela ne va pas sans risques, dans une ville où l'on s'inquiète encore — et après une bonne dizaine d'années d'existence — du *Globe Unity Orchestra* dirigé par Alexander von Schlippenbach ; Brozman, Fred Hopkins, Evan Parker, Paul Rutherford, Peter Kowald et quelques autres très grands solistes « libres » du jazz européen réunis pour des foires collectives. A cette ouverture européenne répondrait, symétriquement, une autre grande formation : Européennes, ou la réunion par Jef Gilson d'une étonnante section de saxophones : François Jeannou, Alain Huet, Marc Flichard et André Jaume. Au beau milieu de cette semaine, l'avant-garde américaine bien éprouvée (Don Pullen, Chico Freeman, Fred Hopkins et Bobby Battle ; cf. *Le Monde* du 24 mars) convaincra d'un concert mémorable un public parfois discret dans ses joies.

Et puisque la modernité suppose encore un certain éclatement, le théâtre pouvait s'ouvrir au *Jazz Sop* Quartet (Maurice Vander, Bob Garcia, Luigi Trussardi et Charles Bologne), cent endroits aux musiciens régionaux : Big Band de Grenoble (A. Agnall), *Bubbles*, *Penta Dialog*, Quartet de Jacques Panisset ou Big Band de la Drôme (Alain Brune). Et

Chris McGregor, Bobby Few, Mal Waldron, trois pianistes majeurs de ce temps, se produiraient en solo à l'auditorium de Grand-Place.

Mais il reste à insister, dans une abondance de biens qui ne nuisent à personne, sur le succès remarquable de la formation qui symbolise le mieux ces Cinq jours '78 : le *Workshop de Lyon*. Musiciens régionaux, ou tour et au moulin, d'ateliers dont ils ont la pratique en animations dont ils ont l'habitude, c'est le jeudi 23 qu'ils offriront à un public enthousiaste l'un des meilleurs moments de cette semaine. Comment huit années de travail et d'amitié aboutissent-elles à l'insertion la plus fraîche ? Comment ils défont les routines et même les clichés modernistes ? Comment ils ont trouvé en scène cette forme de présence à la fois théâtrale et sim-

plément enjoué ? Toutes ces questions se posent et disparaissent derrière un travail qui se fait immédiatement plaisir, et une recherche dont on ne sait trop comment elle reste en équilibre sur le didactisme et la jouissance. Louis Schwitz, Martine Méria, Jean Bolotin et Christian Rollot sont, individuellement, d'excellents instrumentistes, mais ce qui frappe, c'est leur réussite d'ensemble, cette écoute multiple et réciproque, sans vedette et sans facilités. Le *Workshop de Lyon* à Grenoble : un pas de plus pour ces musiques improvisées — à l'éuropéenne — que l'on néglige parfois sans les connaître. La démarche la mieux faite pour convaincre un public qui redoute parfois les « difficultés » du jazz contemporain.

FRANCIS-MARMADE.

LEÇONS DE TÉNÉBRES

Redécouvrir Marc-Antoine Charpentier

LA musique de Marc-Antoine Charpentier aurait pu faire la fortune d'un éditeur avisé. Son œuvre complète — vingt-huit volumes manuscrits de manuscrits — est répertoriée dans les rayons de la Bibliothèque nationale, d'un long sommeil doux comme la mort, le sommeil du juste, à peine troublé par la curiosité des musicologues et de quelques impétueux curieux.

Par une ironie du sort, tout le monde connaît le fragment de son *Te Deum* qui sert d'inductif à l'urovision, mais les spécialistes ne savent pas exactement si Charpentier est né en 1649 ou 1655. De son vivant il avait déjà eu à subir la jalouse agissante de Lully, qui projetait sur lui sa grande ombre de surintendant.

Pourtant, mercredi dernier, on n'avait que l'embaras du choix pour découvrir les *Leçons de ténébres* de Jean-Claude Mal-

goire dirigée à l'abbaye de Royaumont celles du *Mercure de Sévigné* (retransmises en direct par France-Musique), celles-là mêmes que proposait l'Institut de musique et de danses anciennes de l'Opéra de Paris au temple des Billettes. La musique était identique, mais la réalisation fort différente.

La partition se présente, le plus souvent en deux parties : l'une pour le chant avec, au-dessus de certaines notes, de petits traits capiteux figurant l'ornementation. Autre pour la basse indiquant, lorsque ce n'est pas évident, la disposition particulière de l'accord à jouer par le clavicembaliste, qui devra éventuellement décaler ainsi une mélodie de ces enroulements d'accords suggérés. Selon la tradition, une basse de viole donnera la partie grave du clavicemb. Mais le clavicemb peut aussi être un luth, un théorbe ou un petit

orgue ; d'une *Leçon* à l'autre, on peut jouer avec l'alternance des timbres, et l'oreille des mélomanes du vingtième siècle, qui n'est pas celle des religieux de l'abbaye-aux-Bois, y trouve son compte car, de toute façon, les lamentations de Jérémie, sujet de ces leçons, restent, quel qu'on y fasse, d'une austérité inaltérable.

La version de Jean-Claude Malgoire est belle, un peu « grosse » parfois ; n'étant pas spécialisée dans le répertoire baroque, ses interprètes réalisent une sorte de performance. Mais il y manque cette liberté souveraine (c'est-à-dire parfaitement maîtrisée) de Judith Nelson ou de René Jacobs qui, au temple des Billettes, donnaient l'impression d'échapper à la mesure, mêlant sensualité et élévation spirituelle exactement comme ces *Leçons de ténébres*, inspirées par la déploration grégorienne, prennent au dix-septième siècle

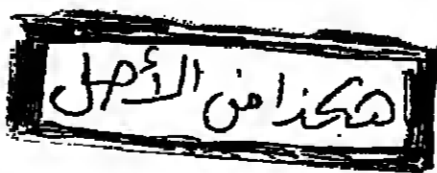
l'habit et les larmes de l'air de cour pour émouvoir le cœur en charmant l'oreille.

Marc-Antoine Charpentier a laissé des pages moins dépouillées, sans doute plus faciles d'accès de par leur richesse polyphonique. Les *Leçons de ténébres*, à première audition, ce n'est peut-être pas encore le plaisir, plutôt quelques choses comme l'attente du plaisir, ou qui, pour les connaisseurs, revient tout de même à peu près au même.

GERARD CONDE.

* *Leçons de ténébres du mercredi et du jeudi saint*, par J. Nelson, R. Jacobs, W. Kaufman, W. Christie et K. Joughin, trois disques Harmonia Mundi HM 1005/6/7. (Les *Leçons de vendredi* paraîtront ultérieurement.)

Distribution du concert du temple des Billettes : 29 avril à 20 h. 30 sur France-Musique.



صكذ من لامل

«JEAN DUVET, LE MAITRE A LA LICORNE», de Jean-Eugène Bersier

Le tourment de l'abondance et de la confusion

Il est le père de la gravure française, et certains n'ont pas craint de le comparer à Albert Dürer. La Bibliothèque nationale lui a consacré une exposition (mais c'était en 1938), et a montré trente-trois planches de lui, avec « La gravure en France au seizième siècle » ; il est même l'objet de remarquables travaux d'érudition. Ses estampes sont recherchées par des collectionneurs avisés. Et pourtant, Jean Duvet reste presque inconnu.

Cette méconnaissance, explicable par l'esthétique peu orthodoxe de ses planches et par une certaine incuriosité du public en l'absence d'œuvres « nobles » — aucun tableau de sa main ! — devrait prendre fin grâce au livre que publie la gravure Jean-Eugène Bersier, avec des apports de M. Edmond Pognon pour la biographie et la bibliographie. Quatre siècles après la mort de Jean Duvet, c'est le second ouvrage qui lui soit consacré et le premier qui reproduise la totalité de son œuvre gravé.

Dans l'autoportrait qu'il a

placé en frontispice de son chef-d'œuvre, l'Apocalypse figurée, il indique lui-même : « Jean Duvet, orfèvre langurois, a achevé ces «histoires» en 1555, à l'âge de soixante-dix ans. » Cela fixe sa date de naissance : 1485, mais l'incertitude subsiste sur le lieu, que les modernes situeraient plutôt à Dijon.

Il reste vrai qu'il fit sa carrière à Langres. Il s'appelait Jean Drouot, Duvet étant un surnom, et exerçait la profession d'orfèvre. C'est lui qui, en dix ou quinze ans, ouvra le sillon où le « chef » de saint Mammès, patron de la cathédrale, fut conservé jusqu'à la Révolution. Il compta parmi les « notables personnages » de la ville et fut appelé à « adviser » en ses conseils, notamment lors des entrées solennelles de François I^{er} en 1521 et en 1534. Il apparaît alors comme ordonnateur des cortèges, décorateur, metteur en scène de « mystères ». Même chose à Dijon en 1529. François I^{er}, puis Henri II lui conférèrent le titre d'orfèvre du roi.

Jean-Eugène Bersier sans rien vouloir entendre aux arguments des archivistés.

Et, de fait, que pèse une expertise graphologique menée à quatre siècles de distance face à l'évidence d'une œuvre ?

Soixante-douze planches. Parmi elles, les vingt-trois de l'Apocalypse figurée (Lyon, 1561) et les six de la Suite de la Licorne, qui lui valurent son surnom, « le maître à la licorne », à partir du XVII^e siècle. Les autres sont des sujets religieux ou allégoriques.

Si l'on a comparé Duvet à Dürer, c'est à cause de son appétit, qui répond à celle, gravée sur bois, que le jeune maître de Nuremberg publia en 1498. Elle lui répond et, même, elle l'imite. L'éditeur a eu l'heureuse idée de

inassouvie qui veut encore pousser son burin courbe d'orfèvre.

A la huitième planche de l'Apocalypse, un pape est frappé par un ange exterminateur. Il perd sa tiare. M. Pognon décèle là un trait d'anticipisme. Mais le pape exterminé existait déjà dans la scène équivalente de Dürer, près de vingt ans avant le début de la Réforme ; et, traditionnellement, le pape-squelette même les dases mesurées. Propre à Jean Duvet est la violence du mouvement qui cause, sans symbole, la chute de la tiare.

Ces planches surchargées, « surmeublées », révèlent, si l'on veut, des erreurs artistiques. Il est aisé d'affirmer que Dürer l'emporte par l'élégance du dessin, la proportion, le rythme, les vides magistralement distribués dans la composition, enfin par sa science de tourner les tailles suggérant le modelé (domaine où Jean Duvet se montre d'une gaucherie pathétique). Mais ce qui est précieux chez Duvet, c'est l'appartenance à son tempérament. Gravant une Sépulture du Christ, d'après une planche de Mantegna, il resserre la composition, obture une perspective par une oppressante draperie, perd les subtilités du dessin et dramatise ainsi la scène.

Plusieurs de ses planches montrent qu'il n'était pas insensible à la valeur des blancs et était capable d'ordonnances limpides. Ainsi de La Horne purifiée une source, avec sa double perspective d'animaux réels encadrant la bête fabuleuse. C'est surtout dans l'Apocalypse figurée que se manifeste le tourment de l'abondance et de la confusion, en harmonie d'ailleurs avec le texte sacré. Or c'est là l'œuvre de dix années, de la part d'un homme qui grave pour l'estampe depuis plus de trente ans et qui arrive au seuil de la vieillesse. Aujourd'hui que les perfectionnistes formés ont perdu de leur crédit, il est plus facile de concevoir les rudesses de Jean Duvet comme inséparables de son génie et de tenir l'Apocalypse figurée pour ce qu'il la voulait : un abaissement critique et un testament. « Avec Jean Duvet, écrit Jean-Eugène Bersier, nous nous trouvons en compagnie d'un homme d'une grande simplicité, dont l'écriture est plus limpide que claire et qui occupe, une fois connu et regardé, une place inoccupable dans notre mémoire. »

reproduire en vis-à-vis les planches parentes. La confrontation est fascinante. Car, paradoxalement, elle révèle l'originalité de l'imitateur.

Celle-ci tient en la vétérance de son burin et en une sorte de hargne à inciser tout son cultive. Nulle échappée. Des affrontements à l'aveugle, sans répit. Des foules étouffantes, même lorsqu'il s'agit des bienheureux du paradis. On mifoque sous les plumes des anges autant qu'entre les anneaux des bêtes de l'Apocalypse. Des corps déformés en des poses peu vraisemblables et des visages singulièrement expressifs, traduisant une vie intérieure, étrange chez la plupart de ces figurants. Et s'il reste encore des blancs et que l'inspiration vient à manquer, une invasion de nuages ronds, floconneux, où Jean-Eugène Bersier reconnaît la main

* Jean Duvet, le maître à la licorne, de J.-E. Bersier, Berger-Lévrault, 250 francs.



Saint Pierre et Moïse.

Dessins hollandais du XVII^e siècle

Le beau métier du pays plat

Il y a vingt-cinq ans, en 1953, Fritz Lugt, expert et collectionneur, transportait sa collection à Paris. C'était l'institut néerlandais qui naissait. La fondation qui gère maintenant l'immense collection a des possibilités de manœuvre extraordinaires : que ne peut-on faire avec deux mille cinq cents dessins flamands et hollandais des temps anciens ? Sa politique est d'exposer périodiquement des éléments importants au dehors, afin de pouvoir en contrepartie héberger des lots intéressants de l'étranger. Chaque exposition partielles du fonds Lugt, revenant de voyage, préface donc une visite. Ce sera celle de la Pierpont Morgan Library de New-York, où viennent d'être présentées les cent trente feuilles du dix-septième siècle néerlandais, que nous trouvons ici pour la début du printemps (1).

Ne cherchez pas un thème. Les pièces sont d'un air bon niveau qu'elles valent par elles-mêmes, et puis les motifs propres aux hollandais sont si peu nombreux qu'il n'y a pas besoin de construire un scénario. Cela se groupe tout seul. Autour de 1600, Bloemart, Savery s'intéressent aux montagnes et l'on a dans leurs dessins comme dans leurs tableaux des Apica alpestres. Dans un beau Vindbooms, plume et lavie, une étendue tourmentée et profonde sert de cadre à un épisode évangélique. Puis tout cela disparaît, l'horizon plat et bas régnant sur des générations : Cuyt et J. Van Goyen décrivent un monde linéaire à péta, au dessin gris. C'est ce que dramatisent Rembrandt : quelques paysages : une ferme avec sa tripièze, un moulin cerné d'ombre existant intentionnellement par l'autorité de sa plume. Mais à peine le quitte-t-on, comme par exemple dans la vue des dunes et la plaine noire données ici sans conviction à F. Bol, le calme qu'on a envie de nommer hollandais s'impose : il régnait déjà même dans les panoramas agréables de Doomer. La note sensible, ce sera la ruine : traitée par Buytenach avec un dessin bouclé, tout proche de Hercules Seghers, nid d'oiseaux pour E van der Velde, bâtiments méconnaissables pour Ruysdaël. Vars le milieu du siècle, un « Italienisme », Blechof, traite de même Tivoli, mais l'articulation de l'espace est tout autre : le lavie a changé d'accent.

Ce ton uniformément grave fait tout de même impression. On aime ici le paysage vide ou semé de quelques insectes humides. Le figure. Il est amusant



Jacques de Gheyn II as féminin (vers 1602).

da voir avec quelle aisance ironique le jeune et précoce Van Boch la traite de dix ans dans son « groupe de gamins ». Le dessin va au fouillis du quotidien, au détail plus ou moins agréable, au familiar : un nu — chose rare — da Gheyn a, on ne sait quel da bizarre ; la dormeuse da Buytenach montre une étrange lourdeur. Rembrandt change tout cela en allant droit à l'attitude expressive, au geste indiscutable : une femme à la fenêtre en quatre traits de grosse plume, Sestka malade dans la pénombre... Le combat du jour mange la forme. On aura une bonne occasion de voir ce que cette énergie graphique devient chez Bol, Gopinck... qui ne sont pas toujours si loin da leur maître.

La marque de l'entrée du « ton » européen, c'est le dessin rond et bien dégagé de Mieris, de Eachout, de Bega, et, bientôt après, des Italianistes. Da cat abondant dépitement se dégage l'idée d'une machinerie bien montée, d'un travail honnête et sûr. Pour la plupart, ces dessins sont plus que des études préparatoires : des exarceles de prise en main, da petites conquêtes. Un clair de lune au lavie rehaussé de Van der Neer, les intérieurs dépenallés de A. van Ostade étaient finalement traités et, ambie-t-il, vendus pour eux-mêmes. Il y avait déjà des collectionneurs da dessins, des Frits Lugt, qui notaient avec soin la provenance et la date, indiquant ainsi une sorte da parodia des amateurs.

ANDRÉ CHASTEL
(*) Rembrandt et ses contemporains, dessins hollandais du dix-septième siècle, cent trente-trois feuilles, Institut néerlandais, 121, rue de Lille, jusqu'au 30 avril.

Le destin me presse et mes mains tremblent

Dans son autoportrait, il indique encore classiquement, que les mystères sacrés contenus dans les planches de son Apocalypse sont « fidèlement conformes à la lettre du texte et au jugement des hommes compétents ». Un ange pose la main sur sa nuque tandis qu'un diable tente d'acclorner un soufflet en direction de son oreille. Mais là commence l'énigme ; car il ne précise pas qui sont les « hommes compétents », et qui les diaboliques souffleurs d'arséne.

En 1555, en effet, la Réforme s'est répandue, les guerres de Religion sont imminentes, Calvin règne à Genève et — surprise — Jean « Droz », dit Duvet, s'y trouve, qu'une signature autographe « indiscutable » identifie à notre graveur. Il se trouve là dès 1540 (donc avant l'installation de Calvin, contrairement à ce qu'écrivit M. Pognon) et il y restera jusqu'en 1556 au moins. Il frappe deux monnaies et fournit des plans pour les fortifications, devient bourgeois de la ville, membre du conseil de Deux-Cents. Un de ses fils naît là. En 1570, sa femme s'y déclare venue, sans qu'on sache où il est allé mourir.

Sa conversion serait évidente

si, pour la même période, on ne conservait sa trace à Langres, où il paie des impôts en 1552 et où il reste membre d'une confrérie vouée à la lutte contre l'hérésie ; s'il ne gravait des planches en l'honneur du roi de France (dont l'une présentait saint Michel et saint Remi, alors que le culte des saints était honni des huguenots) et s'il n'obtenait d'Henri II, en 1556, un privilège pour l'impression de son Apocalypse, privilège accordé à « notre bien aimé Jean Duvet... demeurant en notre ville de Langres ».

Double jeu ? Dilettantisme ? Impossible, en ces temps où les huchers allaient bon train à Genève comme en France. Inévitablement s'agit-il de l'homme qui, à l'âge de soixante-dix ans, grave son portrait face à la Jérusalem céleste et aux symboles de sa mort prochaine, qui burine un cygne (animal à duvet, son emblème) rompant les chaînes de ce monde et inscrit auprès de lui (en latin) : « Le destin me presse et mes mains tremblent. Déjà la lumière da mes yeux me fait déjaillir. Mon esprit triomphe et me pousse à un grand ouvrage », cet homme-là ne triche pas, affirme

GAUMONT AMBASSADE - GEORGE-Y - BERLITZ - GAUMONT RICHELIEU - MONT-PARNASSE PATHE WEPFLER - BOSQUET - GAUMONT SUD - CAMBRONNE - FAUVETTE - GAUMONT GAMBETTA NATION - VICTOR-HUGO - STUDIO SAINT-GERMAIN - SAINT-LAZARE PASQUIER - CINÉVOG SAINT-LAZARE - TRICYCLE ANTOINE - FRANCAIS Enghien - AVIATIC Le Bourget - PÂTHÉ Baille-Evigne MULTICINÉ Compagny - ALPHA Argenteuil - CLUB Maisons-Affort - STUDIO Poly-2 - ARIEL Rueil YELIZY-2 - GAUMONT Evry - PARINOR Auboy - FLANADES Sarcelles - PERRY Saint-Généviève

CHRISTIAN PECHNER présente LOUIS DE FUNES • ANNIE GIRARDOT. Un film de CLAUDE ZIDI. Dialogue de PASCAL JARDIN. Distribution: PASCAL JARDIN - CLAUDE ZIDI - MICHEL FABRE. Avec: TANVA LOPERU, MAURICE FESCH, GENEVIEVE FONTANEL, JEAN-PIERRE LÉON, JEAN-PIERRE LÉON, JEAN-PIERRE LÉON.

GALERIE K 25, quai de Bondy 93005 LYON - Tél. (78) 27-40-91 NICOLDSKI 31 mars - 4 mai

LA TAPISSERIE ET LES GRANDS MAITRES ARP - BRAQUE - CALDER MAX ERNST - GILLOLI LE CORBUSIER - LÉGER LURÇAT - PICASSO 9 mars - 15 avril LA DEMEURE nouvelle adresse : 19, rue Lagrauge (3^e étage) 75013 PARIS - Tél. : 336-02-74 - 923-02-98.

PRIX de PEINTURE Henri KEROUREDAN VALEUR 10.000 F attribué le 25 Mai 1978 à un peintre français, moins de 40 ans de toutes tendances. Enseignements : Association HENRI-KEROUREDAN 2, rue Armand-Moisant, 75013 PARIS. Tél. 329-08-82.

S.O.S. ATELIER Sculpteur achète ou loue local économique, vaste, clair, rez-de-chaussée, même grande banlieue Tél. le soir : 337-43-13

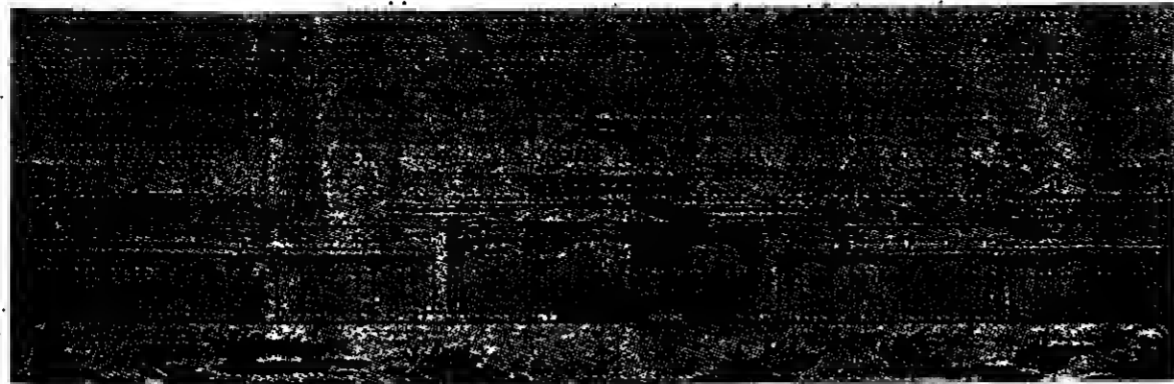
L'ATELIER ORIGINAL PAINTINGS Palais des Congrès - Porte Maillot (niveau 01) FRED ZELLER OU L'ŒIL DESCELLE Exposition prolongée jusqu'au 8 avril 1978

GRAND PALAIS - 16 mars - 9 avril INDÉPENDANTS PICASSO, BRAQUE, 60 chefs-d'œuvre Horizon Jeunesse - Cinéma - Studio de Hongrie

GALERIE ALEXANDER BRAUMULLER 1, rue de l'Abbaye - PARIS (9^e) - Tél. 323-32-92 Exposition actuelle de Maîtres contemporains BRAUNER - DUBUFFET - Max ERNST HERBIN - LÉGER - PICASSO et CREMONINI - DADDO Ernst FUCHS - LJUBA - Marti KLARWEIN

ARTS des d'aux et stations LE VRAI PETIT ODEON 18h30 aspects du 20^e siècle Paradoxe sur le comédien de DIDEROT par le COM. RTL RICHIE HAVENS 30 MARS 21H SALLI PLEYEL LOCATION PLEYEL AGENCES. THEATRE DE LA VILLE ECLAIRAGE INDIVIDUEL

Villes d'eaux et stations thermales
LE VRAI XIX^e SIÈCLE



Un projet non réalisé de Le Corbusier.

MALGRÉ un titre assez inutilement poétique... nous sommes, en effet, ici, au niveau de la création architecturale la plus majestueuse et inspirée...

Crucy, un élève de Boullée, lauréat du grand prix d'architecture de 1774, et qui tous témoignent de la « caracalléité », de la « diocésionisme » chères à l'époque.

thermal avait été quarante-sept fois le sujet du concours de Rome entre 1810 et 1814 : c'était un moyen de donner à l'imagination des candidats plus de champ que dans les projets d'architecture quotidiens ou édificiels.

des Vauvaises de M. Hulot. Mais le niveau général, en Normandie, au Pays basque, peut être exaltant, et les chefs-d'œuvre ne sont pas rares, et l'on pense à la ville construite à Bagnères-de-Luchon pour la princesse Narischkine, l'amie de Dumas, à celle qui, près de Varengeville, est due à Sir Edwin Lutyens, le génial créateur de La Nouvelle-Delhi, ou à cette incroyable folie dominée par Niçoise, le château de l'Anglais, édifié en style indo-troisième par l'attention d'un colonel-archéologue retour des Indes.

Pas d'histoire de la culture sans histoire des villes d'eaux. Elles ont été au dix-neuvième le théâtre par excellence de la fête sociale, du défoulement décoratif (et de la spéculation immobilière).

C'est pourtant au dix-neuvième siècle qu'il revendra de fixer le paysage de la France balnéaire et thermale. Ce que l'on a construit à cette époque, depuis les premiers bains de la duchesse de Berry à Dieppe, la Vierge de Napoléon III, le Desvillie de Méry jusqu'au Vital de Charles Garnier (autour également du théâtre de Monte-Carlo), est tout simplement prodigieux ; l'essai d'inventaire que nous proposons le revêtait sans doute incomplet.

Un goût si heureux du caprice

Un peu détraquées depuis la guerre, elles ont toujours là, ces gentilles amies, dans leurs paysages délicieux de lacs et de montagnes, et quelque part bien soigneusement enlaidies, elles ont conservé leur charme de silence, de bon air, de soleil honnête, avec leurs parcs, leurs pavillons de courses, leurs galeries et ces invraisemblables amoncellements de confiseries, chocolats, bonbons à la liqueur et « spécialités » diverses, qui semblaient moins destinées à être mangées que gustées de la cure qu'elles rendent inévitable celle de la saison prochaine.

Nicé, du casino de Saint-Honoré-les-Bains (on séjour enchanteur) ou de l'établissement thermal de Mont-Dore, dont le style d'inspiration de l'art roman d'Alsace. Si étonnante que soit cette architecture, elle est à l'origine de la redécouverte des styles régionaux, aussi sur les côtes de la Manche, où la terminologie a été l'objet des plus savoureuses adaptations aux besoins de la clientèle urbaine.

L'image de marque et le triomphe de l'architecture d'est, en effet, la villa où la bourgeoisie investit ses rentes, son défilé de parures et le désordre de sa culture artistique. La revue en reproduit un grand nombre, et l'on souffrira de revoir ces tourelles, clochetons et pagodons, ces balcons de bois, ces toitures dissymétriques qui « théâtraient le front de mer » et disparaissent aujourd'hui — ainsi à Deauville — au profit des plus banales horreurs.

Il resterait à dire un mot de l'urbanisme. Dans un article qui fait de façon très pertinente le tour de la question, Bruno Foucart remarque que les stations thermales, qui furent les villes nouvelles du siècle dernier, sont « rarement ordonnées comme dans les compositions chères à l'urbanisme républicain, qui place la mairie face à la préfecture ».

Le Touquet est, à cet égard, une réussite exemplaire. Il aurait fallu en parler davantage. Mais le sujet, nous l'avons dit, est infini et la revue des monuments historiques a su le mérite de poser le problème de ces certaines d'édifices qu'il importe de protéger contre le zèle des promoteurs ou l'indifférence de certains maires.

ANDRÉ FERMIGIER.

* Retour aux sources. » Revue des monuments historiques, janvier 1978, 28 p.

NOTES
ARCHITECTURE

Une affaire bien entendue

Comme son titre l'indique, l'affaire Claude-Nicolas Ledoux, autopsie d'un mythe, est une sorte de roman policier. A ce genre littéraire, l'auteur, Bernard Stollhoff, a effectivement emprunté la vivacité, la précision, la liberté et presque la morale. Parlant d'un soupçon, il conduit l'enquête pour rendre enfin justice. Mais de quelle affaire s'agit-il ?

L'affaire Claude-Nicolas Ledoux est un livre bien construit, fondé sur une enquête minutieuse et dont les analyses sont souvent convaincantes. Celles-ci pèchent toutefois par son conformisme de pensée qui affaiblit le « suspense » ; le verdict est sans appel : lorsqu'il construit les Salines, Ledoux est loin d'être encore un utopiste général et généraliste.

* Editions Pierre Mardaga, coll. « Architecture plus Recherche », 276 pages, 50 F.

Arts et métiers du fer

Jean Lamour (1699-1771), serrurier du roi, est resté célèbre par les ouvrages qu'il a laissés à Nancy, en particulier par les grilles et les portiques de la place Stanislas. Mais, excepté quelques recherches réservées aux spécialistes, rien n'avait été consacré à ce grand maître de la ferronnerie d'art.

Le dernier chapitre du livre évoque les problèmes de conservation que pose l'emploi de ce matériau, les effets de la pollution et, enfin, non moins, de la négligence. Une chronologie, une liste des travaux de Lamour, un glossaire technique et une bibliographie complètent enfin cet utile travail.

* Albert Franco-Lanord, Jean Lamour, université de Nancy-II, Service des publications, 55, rue Sarrail-Louis, 54 000 Nancy, 166 pp. * P. Faure, La Ferronnerie d'art... Editions Eyrolles, deux volumes de 96 pages, plus de huit cents dessins, 49 et la volume.

FREDERIC EDELMANN.

PETIT ODEON 18h30
aspects du XVIII^e siècle
jusqu'au 9 avril
Paradoxe sur le comédien de DIDEROT

RTL
RICHIE HAVENS
30 MARS/21H
SALLE PLEYEL

TEP
L'ARRIÈRE BOUTIQUE
28 MARS - 30 AVRIL

THEATRE DE L'ŒUVRE
ECLAIRAGE INDIRECT

LE CHANT DU MONDE
CINQ GRANDS PRIX
ACADÉMIE CHARLES CROS 78

THEATRE DE PARIS
HOTEL PARTICULIER
GRAPHIQUE des Eclats de rire

THEATRE DE PARIS
HOTEL PARTICULIER
GRAPHIQUE des Eclats de rire

THEATRE DE PARIS
HOTEL PARTICULIER
GRAPHIQUE des Eclats de rire

CENTRES CULTURELS
ETRANGERS
EXPOSITIONS
OLLE KAKS

EXPOSITIONS
OLLE KAKS
AU PAYS DE NILS HOLGERSSON

EXPOSITIONS
OLLE KAKS
AU PAYS DE NILS HOLGERSSON

EXPOSITIONS
OLLE KAKS
AU PAYS DE NILS HOLGERSSON

VILLE DE SANNOIS
CENTRE
CYRANO de BERGERAC

VILLE DE SANNOIS
CENTRE
CYRANO de BERGERAC

VILLE DE SANNOIS
CENTRE
CYRANO de BERGERAC

VILLE DE SANNOIS
CENTRE
CYRANO de BERGERAC

THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT-DENIS
KATHAKALI

THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT-DENIS
KATHAKALI

THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT-DENIS
KATHAKALI

THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT-DENIS
KATHAKALI

THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT-DENIS
KATHAKALI

THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT-DENIS
KATHAKALI

THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT-DENIS
KATHAKALI

THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT-DENIS
KATHAKALI

Handwritten signature or text in Arabic script.

Le nouveau cinéma brésilien veut rattraper le temps perdu

EN ce mois de mars 1978, neuf ans après un dernier arrêt à Rio-de-Janeiro quand la dictature militaire et le terrorisme policier créaient un climat lugubre qui vous prenait à la gorge à peine débarrassé de l'avion, tout semble différent. La dictature militaire écrivit toujours, mais sous une forme plus tempérée depuis quelques mois.

Selon un processus très lent qui n'est pas sans rapport avec l'actualité politique de l'administration Carter aux Etats-Unis de « défense des droits de l'homme », le canon s'est un peu desserré. On ose parler librement de la torture dans les journaux comme cela s'est produit il y a encore quinze jours avec un journaliste interrogé par la police à Sao-Paulo. Un film brésilien du cinéaste argentin, Hector Babenco, *Lucio Flavio, o Passageiro de Agonia*, sorti simultanément dans soixante-dix salles de l'Etat de Sao-Paulo, traite même assez directement, dans un style « sensationnel », de la torture policière post-liste en référence au fameux « assassin de la mort ». La public est.

Le cinéaste affirme qu'il ignore, au moment du tournage, s'il obtiendrait l'autorisation de la censure. Le pari a payé. Plus risqué peut-être est la position du cinéaste bahianais Gerardo Sarno, connu pour son travail dans le documentaire, et qui vient de réaliser un second grand film de fiction très ambitieux, mais encore inédit et non présenté à la censure : *Coronel Delmir Gouvea*. « En me lançant dans le tournage fin 1976, j'ai parié sur l'avenir, considérant que la situation était mûre pour tenter un tel sujet », nous dit Gerardo Sarno.

En collaboration avec l'écrivain Orlando Senna (co-auteur du film *Tracema*, prix Sadoul 1976), Gerardo Sarno fait revivre un personnage haut en couleur du capitalisme brésilien au début du siècle dans la région de Recife, le colonel Delmir Gouvea, adepte avant la lettre du « capitalisme national ». Avant le générique, un vif ouvrier évoque en direct cette figure assez particulière du Nordeste, qui lutta contre le capitalisme étranger, refusa de s'incliner et vit sa filature mise en pièces par un concurrent britannique. Gerardo Sarno mélange heureusement une analyse sociale d'une extrême rigueur avec de purs éléments de western, remet la nationalité gélopat du cinéma brésilien à sa juste place tout en nous donnant le nostalgique d'un cinéma d'action, hollywoodien et l'on veut, qui aurait pratiqué Brecht.

Survivre

Connaitre le pays, l'histoire du pays, c'est aujourd'hui la tâche numéro un des cinéastes brésiliens. Il y a eu le grand vide de 1968 à 1974, explique Zeltio Viana, président élu de l'ABRACI (Association des cinéastes brésiliens). Nous nous sommes contentés de survivre. Après 1974, le pays a respiré un peu. Avec la crise du pétrole en 1973, le miracle économique brésilien s'est terminé. Tout a recommencé pour notre cinéma. « L'idéal du « cinéma novo » des années 60 a retrouvé son sens : créer un cinéma national, populaire, puisant aux sources de la culture brésilienne mais capable d'atteindre un large public.

En cette fin d'après-midi à la cinémathèque du Musée d'art moderne de Rio, à l'occasion d'un cycle de projection de films ethnographiques, un séminaire réunit après la projection ethnographique, cinéaste, et parmi eux Leon Hirszman, dont on vient de revoir un court métrage célèbre, jamais montré au Brésil en public. *Meloria Absoluta*, réalisé dans le cadre de la campagne d'alphabetisation du gouvernement Goulart, à la veille du coup d'Etat militaire de mars 1964. Le film date et pourtant témoigne pour une époque : « Plus qu'un film de propagande, j'ai voulu faire un film d'analyse », explique Leon Hirszman au public présent dans la salle, montrer un processus. Alors les intellectuels n'étaient pas occupés du peuple. » Parmi l'auditoire présent, un jeune professeur déplore l'absence de tout esprit de discus-

sion qui règne aujourd'hui. On a perdu l'habitude de poser des questions.

La veille Zeltio Viana, d'abord connu comme producteur de l'ancien « cinéma novo » (*Terra en transe*, de Glauber Rocha en 1967, *Sao Bernardo*, de Leon Hirszman en 1972), a présenté un ouvrage composite, *Morte e Vida Severina*, inspiré par un poème de Joao Cabral de Melo Neto d'abord monté au théâtre. Dans une première partie strictement documentaire, le cinéaste renoue avec l'esprit de *Meloria Absoluta*, donne la parole aux exploités, aux victimes de l'injustice. Le film vient de sortir le dimanche dans deux petites salles de Sao-Paulo et attire la foule des jeunes spectateurs.

« On avait été coupé de l'évolution du pays, ajoute Zeltio Viana. Il faut aller voir ce qui se passe. Nous devons prendre modèle sur les Américains, sur le cinéma américain au point de vue politique. Il ne s'agit pas de faire émerger tous les problèmes, avec leur idéologie propre. Nous avons dix ans de retard à rattraper, le cinéma brésilien n'a même pas commencé, par exemple. » Comme un peu partout dans le monde, la télévision est le grand réservoir potentiel d'un cinéma national. « Une culture nationale : télévisée aujourd'hui, certainement sous le coup du secteur privé, télévision partagée entre les shows, les films étrangers, surtout américains, et les feuilletons, également américains (*Kojak*, *Sergeant Anderson*), leurs succédanés, vendus pour 5 000 ou 10 000 dollars, occupent le petit écran comme chez nous.

Intervention de l'Etat

L'organisation d'Etat brésilienne, Embrafil, veut tenter de briser ce monopole. Deux millions de dollars sont investis sur un projet d'essai. Plusieurs séries de télévision vont être lancées par la suite, avec un investissement possible de 5 ou 6 millions de dollars. Au total vingt-neuf projets, dont quelques-uns déjà en cours : Nelson Pereira dos Santos (*Idéias Sociais*) tourne dans Rio un film pour enfants, *Walter Lima Junior* illustre des « gestes historiques » de l'histoire brésilienne, un autre cinéaste adapte au Brésil *Alice au pays des merveilles*, Joaquim Pedro de Andrade (*Macunaima*) est également à l'œuvre.

Le projet le plus ambitieux a pour titre *Brasil 400* (le Brésil) a été découvert en 1500. Le film pilote, en trois parties d'une demi-heure, sera consacré aux Indiens : Zeltio Viana le mettra en scène, Afonso Beato (*Antonio das Mortes, la Terre Prometida*, de Miguel Littin au Chili), retour de New-York, assurera la photographie. Le projet se compose de six parties, qui traiteront, outre les Indiens, des Noirs, des paysans, de l'explosion urbaine, de la culture, de la situation politique. Leon Hirszman est associé à ce projet, auquel se joindront plus tard Gerardo Sarno, Eduardo Escorel, l'université de Campinas, à 150 kilomètres de Sao-Paulo, doit subventionner l'écriture des scénarios, la recherche. Le but : créer un cinéma populaire, de vulgarisation populaire. On espère vendre la série plus tard à la télévision allemande, à la RAI italienne, à l'INA.

L'Embrafil (*Empresa Brasileira de Filmes*) est un organisme officiel comme il en existe beaucoup au Brésil, organisme d'économie mixte, avec participation : même nominale pour le cinéma, du capital privé : l'Etat brésilien, bien avant le régime des militaires, a mis au point cette formule bien connue en Europe aujourd'hui, qui prétend concilier le meilleur de deux mondes, capitalisme et socialisme. Un dirigeant de fer au service de la libre entreprise, la libre entreprise qui corrige les excès de ce même dirigeant. Au cinéma, industrie secondaire en fait au Brésil — et on ne manque pas de me rappeler que la participation de l'Etat, tout comme fait, ne dépasse guère le budget d'une simple superproduction américaine comme *Apocalypse Now*, de Francis Coppola, une trentaine de millions de dollars, — le

système fonctionne avec bonheur grâce à des fonctionnaires qui sont parfois des cinéastes.

Roberto Farias, l'auteur du film très connu *O Assalto ao Trem Pagador* (*L'Assaut du train postal*, 1962), aujourd'hui P.-D. G. d'Embrafil, évoque un grand patron hollywoodien qui aurait fait ses classes à la *business school* de Harvard plutôt qu'un sage comme de notre C.A.L.C. Tout de suite il rend hommage à la politique gouvernementale d'aide au cinéma depuis 1974.

Au départ de cette politique de soutien, une donnée bien concrète : la public brésilien aime le cinéma, deux cent trente millions de spectateurs ont fréquenté en 1977 les quelques trois mille salles en 35 mm du pays. Le public potentiel réside principalement dans les deux métropoles, Rio-de-Janeiro et Sao-Paulo, mais aussi dans des villes comme Recife, Belém, Belo-Horizonte, Porto-Alégre, chacune peuplée d'un million d'habitants et plus. Public qu'on ne saurait identifier à l'ensemble de la population du Brésil, qui se situe aux environs de cent dix millions d'habitants, population vivant dans une large proportion au seuil de la simple subsistance. Le prix maximum des places ne doit jamais dépasser 24 cruzeiros (1 cruzeiro vaut aujourd'hui un peu plus de 30 centimes), la moyenne nationale se situe autour de 4,70 cruzeiros.

L'Embrafil est financée par quatre sources : 1) selon une jolie formule, « la contribution du cinéma étranger au développement du cinéma brésilien », soit 4 000 dollars par film ; 2) le ristourne, par le gouvernement, de 70 % de l'impôt qu'il perçoit sur le rapatriement dans leur pays d'origine, essentiellement les Etats-Unis, des bénéfices faits par les compagnies étrangères ; 3) une taxe sur la fourniture de billets de cinéma, aux salles par le gouvernement ; 4) le pourcentage qui résulte de la distribution des films par Embrafil. Le budget annuel de roulement d'Embrafil se situe autour de 15 millions de dollars. Entre 70 et 80 millions de cruzeiros (environ 5 millions de dollars) seront dégagés en 1978 pour la production des films. Ces trois dernières années, un total de quatre-vingt-dix films ont été subventionnés par le gouvernement, dont vingt-huit étaient un premier ou un second film. La production moyenne brésilienne se situe aux alentours de quatre-vingts films, constitués pour une bonne part de films médiocres dit *pornochanchadas* (films populaires à connotation pornographique). En 1976, quatre cent quatre-vingt-deux films étrangers ont été diffusés dans les salles, en majorité américains.

Juger le professionnel

Un grave problème aujourd'hui est celui de la mauvaise qualité du son, conséquence imprévue du colonialisme culturel : « La situation est catastrophique », nous explique Roberto Farias. Les spectateurs ont été habitués à voir des films américains sous-titrés, le son était sourd, presque inaudible. Il faut retirer les salles, créer un équivalent de votre commission supérieure technique, débloquer un budget spécial pour améliorer la projection. » Dans l'immédiat, le conflit est à son point aigu avec l'exploitation, qui refuse de programmer les courts métrages brésiliens en première partie des films étrangers, comme le demandent les cinéastes ; et comme l'exige le loi. Le gouvernement doit arbitrer.

Qui décide du choix des films à subventionner ? Dans quelle proportion ? Roberto Farias emploie un langage qui, pour nous Français, a de quoi surprendre et suppose une confiance inébranlable dans l'ordre établi : « Embrafil juge le professionnel, pas le film. Elle se fonde sur les prix obtenus, au Brésil et à l'étranger, sur les bureaux et l'équipement du cinéaste, s'il a fait plusieurs films. Si Glauber Rocha, si Nelson Pereira dos Santos ont vu leurs sujets refusés par tous les producteurs, nous n'avons pas le droit de leur poser des questions, ils savent ce qu'ils doivent faire. Moi, cinéaste, qui, en quittant

mon poste à Embrafil, retournerai dans le privé, cette année ou l'année prochaine, je me refuse à présenter un scénario pour analyser mon prochain film. »

Embrafil prête 60 %, parfois 100 % du budget d'un film. Le budget moyen d'un film est aujourd'hui de 200 000 à 300 000 dollars.

Aucune interférence de la censure dans la production, affirme Roberto Farias. Elle n'intervient que le film achevé, relève souvent de l'improvisation. On interdit à l'exportation *Morte e Vida Severina*, trop précis, trop documentaire. On autorise *A Queda*, le film de Ruy Guerra et Nelson Xavier : « Il peut se passer dans n'importe quel pays. » Mais il demeure en principe interdit au Brésil. Le prix qu'il vaut de ramporter à Berlin aidera probablement à sa libération.

Hier et demain

Embrafil alloue également sur son budget une somme de 400 000 dollars pour la diffusion de la culture cinématographique, cette somme étant canalisée par divers organismes, notamment les cinéclubs, et par les cinémathèques de Rio et de Sao-Paulo, qui organisent des cours de cinéma chez elles et à travers le pays, avec projections. Elle donne une aide spéciale pour la restauration des films brésiliens anciens, organise des rétrospectives de cinéma brésilien à travers le pays, et aussi à l'étranger. Une trentaine de films vont être montrés prochainement au Mozambique, puis, en mai, à la Cinémathèque française. Pour Roberto Farias, le bilan est positif : « Les progrès accomplis pour éveiller l'intérêt envers le film national sont évidents. En 1974, quatre-vingt-quatre jours par an étaient affectés à nos films. Cent douze le sont en 1977. Or le public a augmenté plus rapidement que le quota fixé pour le film brésilien : trente millions de spectateurs en 1974, cinquante-six millions en 1977. »

Nous demandons à Cosme Alves Netto, directeur de la cinémathèque de Rio depuis huit ans, de commenter cette phrase un peu provocante de Paulo Emilio Salles Gomes, le père spirituel du cinéma brésilien, mort brusquement en septembre dernier, la cinquantaine à peine échue : « Le pire film brésilien a plus à me dire que le meilleur production étrangère. » « Tout film brésilien nous donne une information sur nous-mêmes, explique Cosme Netto. Autrement on assisterait à une excessive polarisation sur le cinéma européen et américain. Alors Bergman devient plus important que nos films. Cela a changé. Notre politique donne la plus grande part au cinéma brésilien. Chaque film brésilien écrit en ville fait l'objet d'une discussion en fin de semaine avec le metteur en scène. Nous ne négligeons pas le cinéma étranger, surtout les nouveaux cinémas, l'entrée est libre pour les films difficiles ou peu connus. Association à but non lucratif, organisme privé, nous participons aux campagnes en faveur du cinéma brésilien avec les autres syndicats. »

Glauber Rocha, l'auteur du *Dieu noir et le Diable blond*, de *Terra en transe*, a retourné dans sa patrie après plusieurs années d'exil, achève aujourd'hui un film de six heures, en cinémascope *A Idade de Terra* (*L'Age de la Terre*), qui mélange documentaire et fiction, nous emmène de Rio à Brasilia et Bahia, son pays natal. Il y a une quinzaine d'années, avec des amis comme Gustavo Dahl, Carlos Diegues, Paulo Cesar Saraceni, il jetait les bases d'un cinéma national dit *cinéma novo*. Aujourd'hui ce cinéma est devenu une réalité économique, sinon artistique, malgré les graves réserves qu'il formule sur l'évolution actuelle. Des films comme *A Lira do Delirio* de Walter Lima Jr. ; *Anchieta*, José do Brasil, de Paulo Cesar, Saraceni ; *Na Boca do Mundo*, de l'auteur noir Antonio Fílanga (*l'interprète du premier film de Carlos Diegues Ganga Zumba*), témoignent de la richesse et de la variété du nouveau cinéma brésilien.

LOUIS MARCORELLES

SALES CLASSÉES CINÉMAS D'ART et d'ESSAI
(A.B.C.A.E.)

ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 1
30, rue Saint-André-des-Arts - 325-48-15
A 12 HEURES : NEUF MOIS de Mario MESSAROS
A 14 H, 16 H, 18 H, 20 H et 22 H : VOYAGE A TOKYO d'OSU
A 24 HEURES : L'EMPIRE DES SENS de Nagisa OSHIMA

ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 2
30, rue Saint-André-des-Arts - 325-48-15
A 12 HEURES : ADOPTION de Mario MESSAROS
A 14 H, 16 H, 18 H, 20 H et 22 H : ELLES DEUX de Mario MESSAROS
A 24 HEURES : PIERROT LE FOU de Jean-Luc GODARD

ST. BERTRAND 29, rue Bertrand SUR. 64-65
LA FILLE DE LA 5^e AVENUE de Gregory LA CAVA
LE PIGEON de Mario MESSAROS avec MARTINEAU, TOTO et GASSMAN

BGC BIARRITZ VO - CLIMY ECOLES VO - STUDIO RASPAIL VO
UGC OPERA VF - BIENVENUE MONTPARNASSE VF - UGC GARE DE LYON VF
LE SECRETAN VF - ST. CHARLES CONVENTION VF
STUDIO PARYL 2 - ARTEL NOBENT - FRANÇAIS ENGHEN - ARTEL CRETEL

CCOUMING présente
UN FILM DE SALVATORE SAMPERI

néné

la cousine libertine...

LEONORA FRANI ALBERTO Sordi VITTORIA VALSCHELLI PAOLA SENIGALLI ROSSANO BRUSAPOLINI
Réalisé par SALVATORE SAMPERI

GIANNI BERTOLUCCI

STUDIO CUJAS v.o. - PALAIS DES ARTS v.o.

LA TERRE DE LA GRANDE PROMESSE Go Film Andrzej WAJDA
Acclame par la critique en 1975

GAUMONT COLISÉE - A.B.C. - CLICHY PATHÉ - MONTPARNASSE PATHÉ - GAUMONT CONVENTION - FAUVETTE - LORD-BYRON - GAUMONT GAMBETTA - U.G.C. ODEON - VENDOME FRANÇAIS ENGHEN - ARGENTEUIL - BELLE-ÉPINE PATHÉ-Thiais - GAUMONT Ferry - PATHÉ Champigny - ULIS Orsay - AVIATIC Le Bourget - CYRANO Versailles - ARTEL Rueil - MÉLIS Montreuil

Une femme doit-elle sacrifier sa vie professionnelle et sentimentale à son enfant ?
GAUMONT YVES-CASSER et YVES PEYROT PRÉSENTENT

MARLENE JOBERT - PHILIPPE LÉOTARD

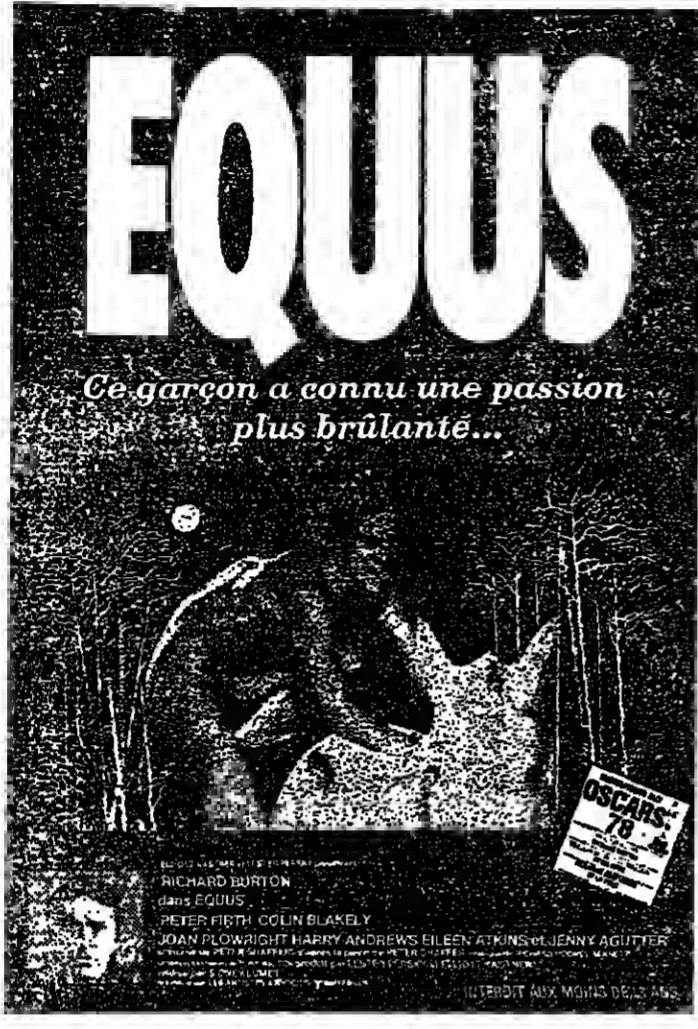
Va voir maman
papa travaille

un film de FRANÇOIS LETERRIER

"Quelle vérité dans la vie de ce couple, quelle observation minutieuse des sentiments."
(Journal du Dimanche) BIBIARD

مكتبة النهر

MARIGNAN (v.o.) - HAUTEFEUILLE (v.o.)
MARIGNAN PATHÉ (v.o.) - HAUTEFEUILLE (v.o.)
MONT-PARNASSE-83 (v.f.) - GAUMONT OPÉRA (v.f.)



Ce garçon a connu une passion plus brûlante...

Expositions

CENTRE BLAUBOURG
DONATION PIERRE LEVY
FIGURATIONS ÉVIDENTES
GILLES AILLAUD
THERÈSE AMPE JONAS
EN PROVINCE
AGIENS, Pierre Godeur, Taille et dessin...

LES SINGULIERS DE L'ART
ARC Paris
MUSEE D'ART MODERNE
NAM JUNE PAIK
L'ART MODERNE DANS LES MUSEES DE PROVINCE

LES SINGULIERS DE L'ART
ARC Paris
MUSEE D'ART MODERNE
NAM JUNE PAIK
L'ART MODERNE DANS LES MUSEES DE PROVINCE

LES SINGULIERS DE L'ART
ARC Paris
MUSEE D'ART MODERNE
NAM JUNE PAIK
L'ART MODERNE DANS LES MUSEES DE PROVINCE

LES SINGULIERS DE L'ART
ARC Paris
MUSEE D'ART MODERNE
NAM JUNE PAIK
L'ART MODERNE DANS LES MUSEES DE PROVINCE

VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS AVANT LE SPECTACLE
L'ALSACE AUX HALLES
CHEZ HANS
AUB. DE RIQUEWIHR

DINERS

MONSIEUR BOEUF
ASSIETTE AU BOEUF
LE PERRON
LES VIEUX METIERS

RIVE DROITE

BISTRO DE LA GARE
ASSIETTE AU BOEUF
LE PERRON
LES VIEUX METIERS

DINERS - SPECTACLES

ETOILE DE MOSCOU
VILLA D'ESTRE
CHATEAU DE LA CORNICHE

SOUPERS APRES MINUIT

GUY
LE PETIT ZINC
LE MUNICHE
TERMINUS NORD
JULIEN
DES RESTAURANTS OUVERTS 24 heures sur 24

Concerts

MERcredi 29 MARS
LUCERNAIRE
EGLISE ALLEMANDE
SALLE COCOTOT

JEUdi 30 MARS

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES
SALLE BERLIOZ
EGLISE SAINT-JEAN-DE-GRENNELLE

VENdredi 31 MARS

Radio-France
EGLISE SAINT-JEAN-DE-GRENNELLE
EGLISE SAINT-LOUIS DES INVALIDES

SAMEdi 1er AVRIL

EGLISE SAINT-JEAN DE GRENNELLE
EGLISE SAINT-LOUIS DES INVALIDES
SALLE COCOTOT

MARDI 4 AVRIL

LUCERNAIRE
THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE
RADIO-FRANCE
SALLE FLEYEL

Vertical text on the right edge of the page, possibly a page number or date.

Cinema

La cinématèque

MERcredi 29 MARS

15 h. : Les Grand Comiques français : Boireau, Prince Rigodon, Collin, Paddy, Max Linder, Cresti...

JEUDI 30

13 h. : Hanzo, de E. Christensen ; 15 h. : Le Scénario, de A. Michel ; 20 h. : Kula, les armoiries du...

VENdREDI 31

15 h. : Le Pôlé, de K. Victor ; 18 h. : Quartier d'ambassade, de...

SAMEDI 1er AVRIL

15 h. : Octobre, les dix jours qui ébranlèrent le monde, de S.M. Eisenstein ; 18 h. : Guerre et...

DEMAnCHE 2

15 h. : Ball de des Dieux, de Y. Ichikawa ; Funerals by nature, de...

LUNDI 3

15 h. : Barbara, de R. Vadim ; 19 h. : Seagull river expedition from...

MARDI 4

15 h. : Barbara, de R. Vadim ; 19 h. : Seagull river expedition from...

AG-DELA OUN PASSE (A. v.o.)

Vidéomonde, 6 (325-60-94) ; BARBEROUSSE (Jap. v.o.) : Grands...

DIABOLO MENTRE (Fr.) Impédo,

3 (742-72-22), Studio Rivoli, 4 (72-62-77), Métrogam, 6 (339-82-82)...

LE HOMME ARAIGNE (A. v.f.)

Capit. 6 (508-11-89) ; Publicis 12 (72-76-22) ; Champs-Élysées, 6 (72-76-22)...

LES FILMS NOUVEAUX

NOS HEROS REUSSIRONT-ILS A RETROUVER LEUR AMI MYSTIQUE DE GIARD ?

LES COMÉDIES MUSICALES

MOGADOR (285-28-80) (D. soir, L.) 20 h. 30, mat. sam. et dim. à 14 h. 30 : Valse de Vienne.

LES CHANSONNIERS

DRUX-ANES (609-10-36) (Mer.) 21 h. mat. dim. à 15 h. 30 : Le...

LE MUSIC-HALL

ANTOINE (208-77-71) (D.) 20 h. 30 : E. Devos.

CONCORDE PATHE VO BALZAC VO GAUMONT RICHELIEU VF GAUMONT LUMIERE VF CLICHY PATHE VF MONT-PARNASSE 83 VF GAUMONT CONVENTION VF LES NATION VF QUINTETTE VO LUXEMBOURG VO

La double personnalité de Thérèse : le jour elle offre l'espoir, la nuit, elle cherche le plaisir



A LA RECHERCHE DE MR. GOODBAR

(LOOKING FOR MR. GOODBAR) A LA RECHERCHE DE Mr. GOODBAR avec DIANE KEATON TUESDAY WELD WILLIAM A. HERTON RICHARD KILEY RICHARD GERE FREDDIE FIELDS JUDITH ROSSNER RICHARD BROOKS

LES FILMS NOUVEAUX

NOS HEROS REUSSIRONT-ILS A RETROUVER LEUR AMI MYSTIQUE DE GIARD ?

LES COMÉDIES MUSICALES

MOGADOR (285-28-80) (D. soir, L.) 20 h. 30, mat. sam. et dim. à 14 h. 30 : Valse de Vienne.

LES CHANSONNIERS

DRUX-ANES (609-10-36) (Mer.) 21 h. mat. dim. à 15 h. 30 : Le...

LE MUSIC-HALL

ANTOINE (208-77-71) (D.) 20 h. 30 : E. Devos.

LES FILMS NOUVEAUX

NOS HEROS REUSSIRONT-ILS A RETROUVER LEUR AMI MYSTIQUE DE GIARD ?

LES COMÉDIES MUSICALES

MOGADOR (285-28-80) (D. soir, L.) 20 h. 30, mat. sam. et dim. à 14 h. 30 : Valse de Vienne.

LES CHANSONNIERS

DRUX-ANES (609-10-36) (Mer.) 21 h. mat. dim. à 15 h. 30 : Le...

LE MUSIC-HALL

ANTOINE (208-77-71) (D.) 20 h. 30 : E. Devos.

LES FILMS NOUVEAUX

NOS HEROS REUSSIRONT-ILS A RETROUVER LEUR AMI MYSTIQUE DE GIARD ?

LES COMÉDIES MUSICALES

MOGADOR (285-28-80) (D. soir, L.) 20 h. 30, mat. sam. et dim. à 14 h. 30 : Valse de Vienne.

LES CHANSONNIERS

DRUX-ANES (609-10-36) (Mer.) 21 h. mat. dim. à 15 h. 30 : Le...

LE MUSIC-HALL

ANTOINE (208-77-71) (D.) 20 h. 30 : E. Devos.

LES FILMS NOUVEAUX

NOS HEROS REUSSIRONT-ILS A RETROUVER LEUR AMI MYSTIQUE DE GIARD ?

LES COMÉDIES MUSICALES

MOGADOR (285-28-80) (D. soir, L.) 20 h. 30, mat. sam. et dim. à 14 h. 30 : Valse de Vienne.

LES CHANSONNIERS

DRUX-ANES (609-10-36) (Mer.) 21 h. mat. dim. à 15 h. 30 : Le...

LE MUSIC-HALL

ANTOINE (208-77-71) (D.) 20 h. 30 : E. Devos.

LES FILMS NOUVEAUX

NOS HEROS REUSSIRONT-ILS A RETROUVER LEUR AMI MYSTIQUE DE GIARD ?

LES COMÉDIES MUSICALES

MOGADOR (285-28-80) (D. soir, L.) 20 h. 30, mat. sam. et dim. à 14 h. 30 : Valse de Vienne.

LES CHANSONNIERS

DRUX-ANES (609-10-36) (Mer.) 21 h. mat. dim. à 15 h. 30 : Le...

LE MUSIC-HALL

ANTOINE (208-77-71) (D.) 20 h. 30 : E. Devos.



PUBLICIS MATHEUS, PARAMOUNT, GAUMONT, LUMIERE, CLICHY PATHE, MONT-PARNASSE, LES NATION, QUINTETTE, LUXEMBOURG, V.L. LINDY, MONTMARTRE, WOLFF, GAUMONT CONVENTION, PARAMOUNT OPERA, PARAMOUNT PALACE, CONVENTION, VILLAGE MONTMARTRE, PARAMOUNT FILMS 2, PARAMOUNT, PARAMOUNT OPERA, PARAMOUNT PALACE, ALPHA, PLANARD.

Cinéma

Les festivals

ROGER CORMAN (v.o.) : Le Rassemblement... L'Empire de la terreur... LA MAFIA... COMENCINI (v.o.) : La Pagoda... L'ESPIRE DE LA TERREUR... L'ESPIRE DE LA TERREUR (A. v.o.)... LES FRAISES SAUVAGES (Suède, v.o.)... LES FRAISES SAUVAGES (Suède, v.o.)... LES FRAISES SAUVAGES (Suède, v.o.)...

ACTANT EN EMPORTE LE VENT (A. v.o.) : Dentfert, 14^e (033-09-11)... LA BALLADE DE BRUNO (A.L. v.o.)... CASANOVA DE FELINI (It. v.o.)... LES FRAISES SAUVAGES (Suède, v.o.)... LES FRAISES SAUVAGES (Suède, v.o.)... LES FRAISES SAUVAGES (Suède, v.o.)...

Les cinémas de banlieue

YVELINES (75) : CREATOU, Louis-Jouvet (985-20-07)... YVELINES (75) : CREATOU, Louis-Jouvet (985-20-07)... YVELINES (75) : CREATOU, Louis-Jouvet (985-20-07)...

Les grandes reprises

AMERICAN GRAFFITI (A. v.o.) : Luxembourg, 9^e (633-97-77)... AMERICAN GRAFFITI (A. v.o.) : Luxembourg, 9^e (633-97-77)...

TOI ET CHAQUA. — Olympia (988-11-55) : Emmanuel 2 (4^e)... CONYANS - SALETTE - HOMERIN... LA CELLE-SAINTE-CLOU... LES MUREAUX... LES MUREAUX... LES MUREAUX... LES MUREAUX...

cafés-théâtres

AV SEC FIN (986-25-35) (D.) : 19 h. 30 : G. Gorse... AV SEC FIN (986-25-35) (D.) : 19 h. 30 : G. Gorse... AV SEC FIN (986-25-35) (D.) : 19 h. 30 : G. Gorse...

EVERY, Gannont (977-04-23) : Nos héros... BIGNOLET, Cinoche (900-01-02) : Elle dans le rôle de... DRANC, Trianon (984-00-10) : Emmanuel II... LE BOURGET, Aviateur (284-17-65) : Rencontre au troisième type... PANTIN, Carrefour (943-28-03) : L'homme qui...

ESSONNE (91)

BOUSSY-SAINT-ANTOINE, Bury (900-00-83) : Comment se faire réformer... BOURG-BOISSY, Les Ulis (907-54-14) : American Graffiti... BOURG-BOISSY, Les Ulis (907-54-14) : American Graffiti...

LA VARENNE, Paramont (883-33-70) : L'homme qui... JOINVILLE-LE-POINT, Jacques-Frère (883-33-70) : L'homme qui... LE FERRIER, Palais du Parc (803-17-01) : Les Trois Caballeros... MAISON-ALFORT, Club (978-71-70) : La Zézanie... NOGENT-SUR-MARNE, Arlet (871-01-23) : Neve (4^e)... VILLEJUIF, Th. R.-Rolland (736-15-03) : L'œil du serpent... VILLENEUVE-SAINT-GEORGES, Arlet (388-08-34) : Hôtel de la plage...

VAL-DE-MARNE (94)

CACHAN, Le Plateau (233-13-58) : L'Amour violé... CHARENTON-LE-PONT, Le Théâtre (970-28-80) : L'Amour en herbe... CHARENTON-LE-PONT, Le Théâtre (970-28-80) : L'Amour en herbe... CHARENTON-LE-PONT, Le Théâtre (970-28-80) : L'Amour en herbe...

PARIS

BAUMONT CHAMPS ÉLYSÉES 70 mm v.o. • FRANÇAIS 70 mm v.o. HAUTEUILLE v.o. • ST-GERMAIN HUCHETTE v.o. • MARGNAN v.o. BAUMONT RICHELIEU v.o. • GAUMONT RIVE GAUCHE v.o. • WEPER v.o. GAUMONT-SUD v.o. • GAUMONT GAMBETTA v.o. MAYFAIR v.o. • FAUVETTE v.o. • CAMBROUZE v.o. PÉRIPHÉRIE : TRICYCLE ASIÉRIEN • GAUMONT EVRY • BELLE ÉPINE THIAIS PATHE CHARENTON • FRANÇAIS ENGHEN • PARINOR AULNAY AVIATIC LE BOURGET • VÉLIZY II VÉLIZY • CYRANO VERSAILLES

VAL-DOISE (95) : ARGENTEUIL, Alpha (881-00-07) : Comment se faire réformer... ARGENTEUIL, Alpha (881-00-07) : Comment se faire réformer... ARGENTEUIL, Alpha (881-00-07) : Comment se faire réformer...

SEINE-SAINT-DENIS (93)

AUBREVILLE, Studio (823-16-16) : New-York, New-York... AUBREVILLE, Studio (823-16-16) : New-York, New-York... AUBREVILLE, Studio (823-16-16) : New-York, New-York...

PARIS

BAUMONT CHAMPS ÉLYSÉES 70 mm v.o. • FRANÇAIS 70 mm v.o. HAUTEUILLE v.o. • ST-GERMAIN HUCHETTE v.o. • MARGNAN v.o. BAUMONT RICHELIEU v.o. • GAUMONT RIVE GAUCHE v.o. • WEPER v.o. GAUMONT-SUD v.o. • GAUMONT GAMBETTA v.o. MAYFAIR v.o. • FAUVETTE v.o. • CAMBROUZE v.o. PÉRIPHÉRIE : TRICYCLE ASIÉRIEN • GAUMONT EVRY • BELLE ÉPINE THIAIS PATHE CHARENTON • FRANÇAIS ENGHEN • PARINOR AULNAY AVIATIC LE BOURGET • VÉLIZY II VÉLIZY • CYRANO VERSAILLES

incompris Chef-d'œuvre LE POINT COMENCINI Œuvre majeure LE MONDE incompris Superbe TÉLERAMA COMENCINI Élégant LE FIGARO incompris Admirable PARISCOP COMENCINI Sensible LE MATIN DE PARIS incompris Intelligent L'AUREOLE un film de LUIGI COMENCINI

PUBLICIS MATIGNON PARAMOUNT MAILLOT PARAMOUNT OPÉRA MAX-LINDER - PARAMOUNT MONTMARTRE - BOUL' MICH PARAMOUNT MONTPARNASSE PARAMOUNT ORLÉANS PARAMOUNT GALAXIE PARAMOUNT BASTILLE CONVENTION SAINT-CHARLES VILLAGE Neuilly - PARAMOUNT ÉLYSÉES 2 La Celle-Saint-Cloud PARAMOUNT La Varenne PARAMOUNT Divy - ARCEL Corbeil CARREFOUR Pantin ALPHA Argenteuil FLANAGAN Suresnes

1960: la Californie le rock le collège les bagnoles... les nanas!!! un film de GEORGE LUCAS le réalisateur de LA GUERRE DES ÉTOILES AMERICAN GRAFFITI

LE PLUS BEAU FILM QUE J'AI JAMAIS VU, SANS DOUTE LE PLUS GRAND FILM, LE PLUS ÉTONNANT, LE PLUS EMPOIGNANT, LE PLUS SURPRENANT, LE PLUS CHALEUREUX DE L'HISTOIRE DU CINÉMA. RENCONTRES DU TROISIÈME TYPE

مكتبة الأمل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.	ANNONCES ENCADRÉES	La ligne encl.	T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	48,19	OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,46
IMMOBILIER	10,00	11,44	DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
AUTOMOBILES	30,00	34,32	IMMOBILIER	20,00	22,88
AGENDA	30,00	34,32	AUTOMOBILES	20,00	22,88
PROP. COMM. CAPITALS	80,00	91,52	AGENDA	20,00	22,88

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

emploi international

UN DES PLUS IMPORTANTS GROUPES PETROLIERS AMERICAINS
 engagé à Paris pour l'Algérie
 dans sa filiale française (contrats 2 ans renouvelables) des
CHAUDRONNIERS-TUYAUTEURS
Techniciens Supérieurs
Spécialistes de l'Entretien
 dans Industries : gaz, pétrochimie, raffinage.

Sont absolument indispensables :
 - au minimum 5 années d'expérience pratique acquise dans un service d'entretien de gros équipements pétrochimiques, gaziers ou raffineries ; chaudronniers, échangeurs et toutes catégories de canalisation et quelques années de pratique du commandement : chefs d'équipe ou C.M. d'atelier d'entretien dans ces branches.

Ils prendront la responsabilité de la
FORMATION DE LA MAIN D'OEUVRE ALGERIENNE
 du service entretien d'un grand complexe industriel. Ces instructeurs recevront sur place l'aide et la formation pédagogique nécessaires.

Salaires : 8 à 10.000 F/mois versés en France + indemnité forfaitaire mensuelle en Algérie. Logement fourni gratuitement. Résidence proximité grande ville. Scolarité primaire et secondaire. Nombreux avantages.

Age et diplômes indifférents.
 Connaissance de l'Algérie souhaitable.

Envoyer C.V. manuscrit détaillé et photo sous référence 2355 à : **CORT** 65, Av. Kléber - 75008 PARIS DISCRETION ABSOLUE

emploi régional

mini informatique de gestion
ingénieurs commerciaux

Pour développer la vente de nos systèmes de gestion auprès des P.M.E.
 Nous recherchons des candidats de formation supérieure, possédant une première expérience professionnelle et décidés à s'engager dans une activité de vente à haut niveau.

Postes à pourvoir à :
AMIENS - REIMS - LILLE - DIJON - STRASBOURG.

Pour un premier contact, envoyer C.V., photo et rémunération actuelle sous réf. GH - OLIVETTI France - Direction du Personnel et des Relations Humaines 91, rue du Fbg. Saint-Honoré - 75008 PARIS

olivetti DIVISION SYSTEMES DE GESTION

Importante Société produisant des produits de recherche pour région LYONNAISE

DÉLEGUE RÉGIONAL
 recrutement contacts directs avec une clientèle d'ADMINISTRATEURS, COLLECTIVITES, INDUSTRIELLES, de gérer et développer un réseau de prospection. Le candidat recherché est un vendeur expérimenté et un gestionnaire. Formation agricole souhaitable mais non indispensable. Résidence sur secteur Impérative.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. P. LICHOU S.A., B.P. 220, 47000 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

FREYSSINET INTERNATIONAL (S.U.P.) recherche pour son établissement **EPERON (28) CHEF DE GROUPE COMPTABLE**
 Expérience indispensable de :
 - Gestion analytique par informatique d'un centre de production industrielle ;
 - Conception et réalisation de revêtement en mécanique générale.
 Envoyer C.V., références et prétentions, à FREYSSINET, 25, route de la Reine, 97100 BOULOGNE.

Nous sommes un important fabricant d'accessoires pour salles de bains et recherchons un **RESPONSABLE DES VENTES**

Nos produits sont bien connus chez les professionnels d'articles sanitaires et nous enregistrons constamment une augmentation du chiffre d'affaires. Notre service commercial actuel, administration et expéditions, a déjà fait ses preuves, par contre c'est dans le secteur des ventes que nous voulons améliorer la situation.

Nous offrons à un représentant qui réussira dans le service extérieur, possédant si possible une bonne expérience dans le domaine sanitaire (assistants sanitaires / installateurs / plombiers) l'occasion de faire une carrière comme responsable des ventes.

Veuillez envoyer les dossiers de candidatures cv, ph, ss réf. 9003 à Triservice Rutenacht S.A., 4, place du Cirque, CH-1204 GENEVE/SUISSE.

Importante Société Engineering recherche pour mission au **MOYEN-ORIENT**

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN DIPLOMÉ
 (référence 81)
 pour déplacements de 2 ans dans une grande ville du Moyen-Orient.

INGÉNIEUR OU TECHNICIEN DE CHANTIER
 (référence 82)
 pour surveillance de chantier au Moyen-Orient d'une durée de 2 à 3 ans.

Ces deux postes nécessitent :
 - une expérience en centrale thermique à vapeur de grande puissance ;
 - écriture et parler couramment l'anglais.

Adresser curriculum vitae et prétentions au n° 55.899 à : **CONTEXTE Publ.**, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES
 Rhône-Alpes recherche à temps plein

PROFESSEUR DE STATISTIQUES et d'INFORMATIQUE DE GESTION

- Formation universitaire ou Grande Ecole.
 - Expérience industrielle et pédagogique indispensable.

Activités complémentaires de recherche ou de conseil.

Évolution possible vers Responsabilité de Projets ou de Département.

Envoyer C.V. et prétentions au Département. Recrutement de COMERS, 15, rue de la Paix, 75002 PARIS (sous référence 2283).

25 ANS MINIMUM CREATION DE POSTES TRACTION CHEM GEBLON (GROUPE S.E.C.) recherche pour le développement de son département électronique de traction de LYON.

UN INGÉNIEUR RESPONSABLE DES TESTS AUTOMATIQUES

MISSION :
 - mettre à la disposition de la production et du service qualité les moyens de tests des cartes et des composants électroniques.

L'INGÉNIEUR SERA CHARGÉ :
 - de la définition des méthodes de conception des cartes aux services études.
 - de l'élaboration des programmes sur calculateur de test (A.T.S.).
 - de l'encadrement d'une équipe de programmeurs.

FORMATION : Ecole d'ingénieur en électronique (I.N.P.G. - L.N.S.A. etc...)
 Anglais lu et parlé.

EXPERIENCE : 2 années de conception ou de tests de cartes électroniques.

QUALITES NECESSAIRES :
 - Sens du dialogue ; il devra assurer la liaison entre le service et les services : Etudes, Production, Qualité.
 - Sens de l'analyse.
 - Lieu de travail LYON.
 - Horaires flexibles, cadre agréable.
 - Rémunération en fonction du profil du candidat.

Nous nous engageons à la plus grande discrétion.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, prétentions à : Service du Personnel TRACTION CHEM GEBLON AVENUE DU BEL-AIR, 69100 VILLEURBANNE.

STRAFOR recherche pour son **ASSOCIÉ ESPAGNOL à RAMPPELUNE**

directeur commercial & marketing
 de son activité **mobilière de bureau (C.A. 30 M.F.)**

Il aura une responsabilité globale allant des prévisions de ventes aux résultats d'exploitation, en passant par l'animation de la force de vente (une vingtaine de représentants répartis en 8 succursales - couvrant chacune 2 secteurs d'activités-).

Ce poste comprendra :
DIPLOME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES COMMERCIALES, 30 ans minimum possédant une expérience de la vente et ayant occupé des responsabilités Marketing et Gestion. Connaissance langue espagnole indispensable.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 1473 à préciser sur l'enveloppe - seront transmis confidentiellement par **DEVELOPPEMENT** 20, rue de la Paix - 75002 Paris.

Un constructeur de gros équipements
CREUSOT-LOIRE recherche

ACHETEUR de haut niveau
 Ce poste comprendra à un **INGÉNIEUR DIPLOMÉ**
 35 ans minimum, possédant une bonne expérience de la mécanique générale et du bureau d'études acquise dans les équipements lourds.

Mission : Rechercher et développer un réseau de sous-traitants à l'étranger.
 L'anglais courant est nécessaire.

Ce poste, basé dans la Loire, nécessite des déplacements à l'étranger.

Il peut évoluer à moyen terme sur la fonction de **CHEF DU SERVICE ACHATS**

Adresser C.V. manuscrit et prétentions à n° 4.150, COFAP - 40, rue de Chabrol, 75019 PARIS, qui transmettra.

Important établissement public Bordeaux recherche

ASSISTANT(E) EN GESTION

FONCTIONS :
 - Assurer actions conseil individuel auprès des petites entreprises.
 - Animer cycles de formation et réunions d'informations.
 - Effectuer des visites-conseils en entreprises.
 - Suivre par la proposition les candidats potentiels à la volonté de gérer leur entreprise.

PROFIL :
 La souplesse du poste nécessite :
 - Intelligence ouverte et grande faculté d'adaptation.
 - Bonne connaissance des techniques modernes de gestion (E.C.C.).
 - Contact facile à tous les niveaux.
 - Qualité d'organisation et d'animation de groupe.
 - Capacité d'appréhender les problèmes humains aux données techniques.
 - Volonté d'innover par le contact permanent avec le terrain.

RÉMUNÉRATION :
 50.000 F +
 Envoyer C.V. + photo à H 8229 Agence Havas Bordeaux.

SOCIÉTÉ IMPORTANTE D'ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE
 recherche pour son **SERVICE CENTRAL ACHATS**
 100 KM SUD-EST PARIS

JEUNES INGÉNIEURS

Désirant faire carrière dans le TECHNIQUE-COMMERC. Formation assurée.

Aptitudes naturelles indispensables aux relations humaines et à la négociation.
 Livres très rapidement.

Envoyer cv, vitæ, photo et prétentions, N° 55.894, **CONTEXTE Publ.**, 20, av. de l'Opéra, PARIS (1^{er}).

emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces (lundi, mardi et mercredi).

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

GESTION 2000 pour chantier U.R.S.S. unité d'immobilisation

DIRECTEUR TECHNIQUE
 Coordinateur, affaires, méthodes, Anglais exigé. - 24-22-01.

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer, étranger par répertoirs hebdomadaires. Ecr. Outre-mer Hebdom. 47, r. Richer, Paris (9^{ème})

OFFRES D'EMPLOIS INTERNATIONALES dans le monde social. MONDEMPLOIS (N° 33) 14, rue Claude, 75009 Paris (Métro 1 an 100 P. - 4 mots 80 F)

COSTA-DEL-SOL à MARBELLA recherche **CHIEF** - Charcutier-Travailleur Plâtrier-Travailleur pour attirer les investisseurs. Sérises références exigées. Sapeurs depuis 4 ans.

Appel à disposition le 1^{er} avril. Visiteur itinérant. Ecr. n° 4888, « le Monde » Publ. S. r. des Filles, 75027 Paris-9^{ème}

An agency based in Beirut. Le bon recrutement a supply/transport officer with considerable experience in supply procure ment, warehousing and stock control. Experience in transport administration and/or port operations highly desirable. Also experience in creating supply and allowances range. U.S. \$ 22,000 to U.S. \$ 25,000 (net of tax) according to qualifications and experience, plus other benefits. For further information write to director of personnel, c/o UNIVERA Liaison Office, P.O. Box 1177 Geneva 11, SWITZERLAND.

Quote référence **EVN/278** ad correspondance.

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer, étranger par répertoirs hebdomadaires. Ecr. Outre-mer Hebdom. 47, r. Richer, Paris (9^{ème})

Importante Société leader dans sa branche plusieurs établissements en province recherche

CHEF DE FABRICATION

pour unité de 600 personnes, petits matériels électromécaniques de grande série.

Formation : Enseignement Technique Supérieur (C.N.A.M. etc...).

Plusieurs années d'expérience industrielle avec résultats probants à l'ingénierie de formation électrotechnique parlant parfaitement l'anglais, au courant des techniques de distribution d'électricité M.T. et B.T. et possédant une expérience commerciale.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à **GIUS SANTUCCI**, sous référence ING/AN.

SORETEK recherche pour son activité **MANUTENTION**

Chef de département commercial

Dans le cadre du développement de cette nouvelle activité d'entretien, tournée vers l'industrie, le responsable commercial sera chargé de définir les objectifs des équipes de vente et de leur apporter toute l'aide nécessaire sur le plan technique ou commercial.

De formation supérieure, technique de préférence, le candidat à ce poste aura une bonne connaissance du marché et de ses orientations actuelles.

Basé à Angers, au Siège de la Société, il aura des liaisons étroites avec Thyssen-Manutention - la connaissance de la langue allemande sera donc appréciée.

Ecrire à Direction du Personnel **AGENCEURS SORETEK**, BP 128 49001 ANGERS CEDEX

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne f.c.	ANNONCES ENCADRÉES	Le mètre est.	T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19	OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
IMMOBILIER	10,00	11,44	DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
AUTOMOBILES	30,00	34,32	IMMOBILIER	20,00	22,88
AGENDA	30,00	34,32	AUTOMOBILES	20,00	22,88
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52	AGENDA	20,00	22,88

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

Importante Société de Services recherche

INGENIEUR

électricité et/ou mécanique

- Formation ou expérience complémentaire en économie souhaitable.
- Allemand ou anglais apprécié
- 30 ans minimum.

Il sera chargé de réaliser des études technico-économiques sur des structures de productions industrielles.

Les candidats peuvent adresser leur CV sous référence 14.537 à S.N.P.M.-PA 100 avenue Charles de Gaulle 92522 Neuilly Cédex

Leader sur notre marché, notre C.A. en constante progression atteint 500 millions de francs, 1.200 personnes, 4 unités de production.

Notre équipe informatique a mis en place un système de télé-traitement.

Ses performances lui ont valu la promotion de la plupart de ses membres. Cela nous amène à rechercher un

INGENIEUR

éventuellement débutant. Il devra bien connaître les méthodes WARNIER, L.C.P. et L.C.R. Il s'intégrera à l'équipe d'

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Sérieuses possibilités de carrière au sein d'un groupe international. Anglais apprécié. Lieu de travail : BUREAU-MALMAISON.

Merci d'écrire sous référence C 250-3 à :

placoplatre SERVICE RECRUTEMENT B.P. 316 92506 Rosell-Malmaison

emploi régionaux

SOCIÉTÉ DE MATÉRIEL D'IRRIGATION (EN PROVINCE) recherche

DIRECTEUR DES VENTES

Il devra :

- prendre la responsabilité des ventes, en France, des produits fabriqués ou importés par la Société, dans de bonnes conditions de prix, en étroite collaboration avec le P.D.O. ;
- développer un réseau de vendeurs.

Il aura :

- une très bonne connaissance de la commercialisation du matériel d'irrigation ;
- une bonne connaissance de la clientèle potentielle ;
- une solide expérience de l'animation de vendeurs ;
- la volonté de se donner à fond pour cette fonction qui peut lui assurer une situation de premier plan.

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et PRÉFÉRENCES au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 Paris (sous réf. 2261).

Discrétion absolue et réponse assurée.

comes

GABLERIE NORD-EST recrute pour son service RECHERCHES ET DÉVELOPPEMENT

UN B.T.S. PHYSICO-CHEMISTE

Quelques années d'expérience. Anglais souhaité.

Adressez cur. vitae et préférences à : N° 33.621, CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra, PARIS-17^e, qui se.

DIRECTEUR BUREAU EXPORT Vins de Rhône-Provence

Formation supérieure - 30 ans minimum - Trilingue anglais, allemand.

Dynamique - Expérience confirmée pour distribution et marchés allemands, voyages fréquents.

Lieu de travail Strasbourg.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et préférences sous référence 2300 à :

GERMINAL FORMATION 11, rue Saint-Augustin, 75002 PARIS.

gan ASSURANCES

3ème Groupe Français d'Assurances et de Capitalisation recherche dans le cadre de son expansion et pour ses importants départements informatiques, dans un environnement technique motivant (matériel IBM 370, base de données, télétraitement)

*** gan vie**

1. POUR LA DIVISION EXPLOITATION SITUÉE A MORANGIS (91)

Matériel IBM 370, CICS/VS, DOS

UN PROGRAMMEUR SYSTEME

(réf. M 15) (DUT au moins)

Directement rattaché au Chef d'Exploitation. Responsabilité : gérer les bases des données et assurer leur sécurité.

Expérience : connaissances obligatoires de DLI et de VSAM, pratique des bases de données.

2. POUR SA DIVISION DES ETUDES BOULEVARD HAUSSMANN

UN TECHNICIEN D'EXPLOITATION

(réf. M 16) (DUT au moins)

Pour la création de son S.T. d'exploitation. Il sera chargé des réceptions et des problèmes d'information de gestion et des problèmes de préparation.

Une expérience de la fonction est exigée pour poste à responsabilité.

JEUNE INGENIEUR SYSTEME (réf. M 17)

GRANDES ECOLES

Expérience du matériel IBM 370 sous DOS, CICS. Poste permettant à un ingénieur ayant environ 2 ans d'expérience d'évoluer dans sa technique (passage de DOS sous OS prévu).

ANALYSTES CONFIRMES (réf. M 18)

(2 ans d'expérience)

Pour leur confort des postes intéressants, leur permettant de valoriser leurs connaissances et leur potentiel.

Profil : maîtrise informatique du Grand Ecole. Connaissances pratiques DLI.

3. POUR ENGAGEMENT IMMEDIAT OU POSSIBLE JUSQU'EN SEPTEMBRE

à des postes formateurs et évolutifs

*** gan Incendie Accidents (LA DEFENSE)**

INGENIEUR SYSTEME

(réf. M 19)

DEBUTANT à fort potentiel Grandes Ecoles : Sup Elec. ...

*** gan vie**

*** gan Incendie Accidents**

JEUNES INGENIEURS ANALYSTES

(réf. M 20)

DEBUTANTS

Grandes Ecoles : Sup Elec, ION informatique, INSA.

Envoyer CV, détails, photo et préférences en indiquant la référence du poste à Madame DEGEY, 2, rue Fillet WH 75009 PARIS. Discrétion assurée.

CHRYSLER FRANCE

recherche pour sa

DIRECTION ORGANISATION ET SYSTEMES

SPECIALISTE BASE DE DONNEES

FONCTION :

Au sein du Département Planning et Assistance Technique il sera responsable de la conception de bases de données pour des applications d'information de gestion et assurera un rôle de conseil auprès des utilisateurs.

PROFIL :

- 28 ans minimum.
- Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs ENSEEIHT, ENSIMAG ou équivalent.
- Ayant acquis, au cours de trois années d'expérience, des connaissances pratiques dans les domaines suivants : IBM 370 sous OS, MONITEUR DE TELETRAITEMENT, SYSTEME DE BASE DE DONNEES.
- Bonne expérience de l'informatique de gestion.
- Bonne pratique de la langue anglaise.

Adressez dossier de candidature (curriculum vitae + photo) et rémunération souhaitée à : CHRYSLER FRANCE, Administration du Personnel Centralisé Cadres et ATAM - 45, rue Jean-Pierre Timboud 78307 POISSY.

Schlumberger

MESURE ET REGULATION EUROPE recherche

CHEFS DU PERSONNEL

pour

- Une société de services de 600 personnes : le poste, basé à Paris, suppose une certaine disponibilité de façon à assurer de fréquents déplacements en France
- Un établissement industriel de taille moyenne situé en Province.

Les candidats, de formation supérieure, auront la charge de l'ensemble des tâches afférentes à la fonction - recrutement, formation, emploi, administration, relations industrielles.

Directement rattachés au directeur de l'unité, ils devront s'intégrer dans l'équipe de management de la branche d'activité.

Des perspectives d'évolution leur seront possibles au sein du groupe Schlumberger.

Ecrire à CONTESSÉ Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, sous référence 55.019, qui transmettra, en indiquant vos préférences et en précisant, le cas échéant, le poste souhaité.

TOTAL

COMPAGNIE FRANCAISE DES PETROLES

Pour son Département Informatique la Direction Financière (Groupe) de la COMPAGNIE FRANCAISE DES PETROLES, recherche des

DIPLOMES DE GRANDE ECOLE COMMERCIALE

intéressés par l'

INFORMATIQUE DE GESTION

Ils seront intégrés à une équipe chargée de l'analyse, de la réalisation et de l'implémentation de systèmes informatiques dans des unités ou filiales de la Compagnie, et accéderont progressivement aux fonctions de CHEFS de PROJETS.

Les candidats débiteront dans l'informatique pour évoluer ensuite vers des fonctions financières, commerciales ou administratives dans différentes unités du Groupe. La pratique de l'anglais est indispensable. De nombreux déplacements à l'étranger seront à envisager.

Si ces perspectives vous intéressent, envoyez votre C.V. manuscrit + photo au Service Recrutement 5, rue Michel-Ange 75781 Paris Cedex 16, sous référence 78016.

grandes écoles

ingénieurs - commerciales gestion

Débutants, débutantes ou dotés d'une courte expérience professionnelle, déçus du Service National.

Nous ouvrons dès maintenant un important programme de recrutement de futurs

INGENIEURS-TECHNICO-COMMERCIAUX

Les ingénieurs de formation précéderont ces métiers de haute technicité et acquerront des connaissances approfondies dans la gestion des Entreprises. Les Diplômés Commerciaux et de Gestion y mettront immédiatement à profit leurs compétences et acquerront une enviable technicité.

Les Ingénieurs Technico-Commerciaux formés par notre groupe sont mandés en titre de Conseils auprès des utilisateurs de Grande Systèmes Informatiques IBM. Candidatures et demandes d'information sont reçues par M. J.P. ASTOR sous réf. D.O. IBM - 2, rue Marengo - 75001 PARIS

IBM

groupe ordinateurs

jeune ingénieur

Une grande entreprise de la proche banlieue ouest de Paris vous offre un poste intermédiaire entre le BE et la fabrication : vous intégrez une équipe qui gère des surfaces complexes à l'aide de l'informatique, puis prépare leur usinage.

Vous êtes Ingénieur Grande Ecole (Sup. Aéro., ECP, ENSI, AM...), vous avez une bonne formation de base en informatique mais, par goût de la production, vous souhaitez vous lancer dans la commande numérique. Peut-être même connaissez-vous déjà APT ? Nous sommes à la pointe de cette technique.

Alors écrivez à J. THILY, Carrières de l'Informatique, réf. 3344 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

CISI COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recherche

POUR CONTRÔLE DE GESTION

cadre administratif débutant

Jeune femme ou jeune homme diplômé de l'enseignement supérieur et titulaire d'une licence, d'une maîtrise (droit, gestion, sciences économiques) ou d'un diplôme d'études supérieures de commerce (option gestion d'entreprises).

Adressez C.V., photo et préférences à CISI, 35, boulevard Brune, 75014 Paris.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

GIXI
 Filiale du groupe CISI recherche, pour l'étude et la réalisation de bases de données scientifiques et industrielles,
un ingénieur réf. 01
 2 à 3 ans d'expérience
un ingénieur réf. 02
 débutant
 Ecole d'ingénieur ou maîtrise d'informatique. Ayant une connaissance pratique ou une formation dans les domaines suivants :
 • systèmes d'exploitations sur mini-ordinateurs,
 • systèmes de gestion de fichiers,
 • S.G.B.D.
 Adresser C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à GIXI Ingénierie Informatique ZA de Courtaubeuf - Avenue de la Balique B.P. 110 - 91403 ORSAY CEDEX ingénierie informatique

GROUPE DISCO - Distribution Alimentaire
 • Vous maîtrisez les techniques de planification des Entreprises.
 • Vous avez de bonnes bases en Informatique.
 • Vous avez déjà une expérience de la vie d'entreprise.
 • Vous aimeriez travailler dans une ambiance jeune et dynamique.
 Notre équipe Planification et Contrôle de Gestion peut vous accueillir.
 Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à : DISCO S.A. Service des Carrières Sain 502 - 94577 RUNGIS Cedex.

CICOMAP
 COMPAGNIE INTERNATIONALE DE COMMISSIONNAIRES
 LES MATIÈRES PREMIÈRES recherche
JEUNES COMMERCIAUX
 dynamiques et ambitieux
 - excellents présentateurs
 - niveaux études supérieures.
 La rémunération liée à la rentabilité peut être très importante.
 Téléphoner Mme Hessemeril : 359.88.20 pour rendez-vous

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE
 grand bassin Nord de Paris recherche pour prendre la responsabilité de la fonction « prospective » de son service plan et programmes :
UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN
 30 ans minimum.
 A ce titre, il sera chargé de rassembler les suggestions ou propositions de recherche émanant des industriels ou des laboratoires et contribuer à la mise en forme d'un plan d'orientation des recherches.
 Cet ingénieur doit avoir de bons contacts avec des interlocuteurs (ingénieurs des laboratoires, commissions techniques...)
 On lui demande des qualités d'ouverture d'esprit et de dynamisme, de lecture de l'anglais nécessaire. Allemand apprécié.
 Adresser C.V., photo et prétentions sous référence n° 55 891, à M. FRANCE, service C.P., Opéra, 75004 PARIS Cedex 04 qui transmettra.

3M
 recherche
A.T.1 - A.T.2
 pour son service maintenance studios d'enregistrement situés à RUELLY-MALMAISON
 CAP, B.T., B.E.C., E.T.S. DUT
 Pratique bonne connaissance et circuits logiques, expérience souhaitée.
 Connaissance de l'ANGLAIS. Véhicule nécessaire (travaux remboursés).
 La rémunération sera fonction de la formation et de l'expérience. Avantages sociaux (13 mois, prime vacances, participation...)
 Envoyer C.V., photo et prétentions à M. FRANCE, service C.P., Opéra, 75004 PARIS Cedex 04, sous référence n° 55 891.

CHEF DES VENTES
 Société leader sur son marché recherche son futur Chef des Ventes
 Il possèdera une bonne formation générale complétée par un diplôme d'Enseignement Commercial Supérieur (E.S.C. ou équivalent) et justifiera d'une expérience réussie de la vente dans le secteur Bâtiment - produits de second œuvre.
 Notre futur collaborateur sera méthodique, organisé, il contrôlera et animera notre équipe de Technico-Commerciaux sur le terrain et devra se déplacer très fréquemment dans toute la France.
 Après sa période de formation, il se verra confier progressivement la responsabilité du Service.
 Anglais indispensable.
 Adr. curriculum vitae manuscrit détaillé et photo, en précisant rémunération actuelle, n° 55.892, à VÉLUX FRANCE, 2, av. Ferdinand-de-Lesseps, 91430 MOGANOIS.
 Toutes les candidatures resteront confidentielles.

IMPTE SOCIETE SECTEUR AERONAUTIQUE
 recherche
INGÉNIEURS ÉCOLE
 ou FORMATION AERONAUTIQUE
 Ayant expérience études et essais ou support technique après vantage ou exploitation en compagnie. Langue anglaise appréciée.
 Fonctions proposées :
 Etude de maintenance des systèmes Avion. Suivi en exploitation de matériels divers ou ingénieur d'entretien usines aéronautiques.
 Ces postes impliquent de nombreux contacts avec clients et constructeurs.
 Ecrire n° T 0414 M. REYRE-PRESSE, 83 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS
 Complète son équipe
RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT par
JEUNE MÉDECIN
 Qui sera chargé des expérimentations cliniques sur des molécules nouvelles.
 Expérience dans ce domaine fort appréciée, notions de statistiques souhaitées, anglais scientifique indispensable.
 Poste situé en REGION PARISIENNE.
 Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à M. FRANCE, service C.P., Opéra, 75004 PARIS Cedex 04 qui transmettra.

TONKA FRANCE
 recherche
CHEF DE PRODUIT
ANIMATEUR
 20 ans minimum
 Pour tournée de démonstration
SKATE BOARD
 D'avril à novembre en centres commerciaux et placés avec la participation de jeunes consommateurs U.S.
 Formation supérieure et bonne pratique de l'anglais souhaitées.
 Rémunération mensuelle avec prime pour intégration définitive dans la société au fin de tournée.
 Pour informations et R.V. tél. 335-45-44
 10 ans d'expérience minimum, accompagné, rech. Deme de confiance, 40 à 500, pour conduire, vu décoller, hebdo, horaire de 15 h à 15 sept. BOURDON - Tél. : 957-42-83

ENTREPRISE ELECTRICITE BATIMENT
 en pleine expansion recrute conducteur de travaux capable d'assurer la direction des chantiers d'électricité bâtiment. La rémunération de départ tiendra compte de l'expérience acquise mais ne sera pas inférieure à 7.500 F par an + véhicule de fonction. - Epreuves de culture possible à court terme pour candidat. Env. C.V. complété. 20 r. H-Gautier, 92000 BOUGNY.
 La P.D.S. d'un groupe de Sociétés de France (Conseil et Publicité) rech. une **ASSISTANTE COMMERCIALE**
 Le travail et le niv. de rémun. sont attractifs mais le pers. sélectionné devra aussi avoir la souplesse de se aller à certaines tâches d'éc. (1/2 h. de temps p/jour...). La mail. parlée de l'anglais est de l'anglais courtois d'importants clients. Env. C.V. FRANCE - M. CONSEIL, S.T. Clément-Alexis, 75008 Paris.
 50 Études de Marchés. Bord. Rech. rech. pour 3 mois. CHARGE (E) D'ETUDES début, vu remettre exp. prof. URGENT. SALAIRE ÉLEVÉ. Tél. : 1.854-29

IMPORTANT GROUPE PAPIETIER
 recherche :
UN JEUNE ATTACHÉ DE DIRECTION
 pour le secrétariat général
 (licence en D.E.S. en Droit des Affaires, E.S.C., Sciences P.O.)
 1 à 3 ans d'expérience professionnelle souhaitables.
 Il sera chargé de problèmes administratifs, d'études JURIDIQUES au sens le plus large, impliquant des contacts nombreux internes et externes.
 Le poste requiert rigueur, imagination et initiatives qui conditionneront son ÉVOLUTION.
 Env. lettre man. avec curric. vitae et le n° 55.835 à : cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

JURISTE CONFIRMÉ
 ayant bonnes connaissances du droit des sociétés et pratiques des actes courants et contrats commerciaux.
 Il aura une expérience d'au moins 5 années dans un cabinet juridique ou un service juridique d'entreprise.
 Une bonne pratique de l'anglais sera appréciée.
 Adresser lettre manuscrite, c.v. détaillé et prétentions sous référence 38656 à HAVAS CONTACT 156 Bd. Haussmann, 75008 PARIS.

Importante Association Sanitaire et Sociale Effectif plusieurs milliers de personnes recherche pour son siège à Paris
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
 Age minimum 40 ans
 Formation Grande Ecole Commerciale ou Équival. Expériences diversifiées de grandes organisations. Il dépendra directement du Secrétaire Général et supervisera les services : financier, personnel et juridique.
 Adresser curriculum vitae détaillé, prétentions et lettre manuscrite à CHEVALER, rue de Valenciennes 103 500, 54, rue de Chabrol, 75010 Paris.

secrétaires
 Secrétaires de direction

BANQUE INTERNATIONALE DE PREMIER PLAN
 recherche pour son Siège Parisien un
AUDITEUR INTERNE
 ayant déjà acquis une première expérience au sein d'un Cabinet International.
 Le candidat retenu sera de formation supérieure et aura au minimum le niveau DECS. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.
 Curiosité, ouverture d'esprit et désir de développer son potentiel sont, essentiellement, les qualités recherchées.
 Une évolution de carrière vers d'autres postes de responsabilité pourra être considérée.
 Env. C.V., photo et photo n° 55.801, CONTESSÉ Publ. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 04, qui transmettra à notre Conseil qui vous garantira la discrétion d'usage.

ENTREPRISE MATÉRIELS T.P. ET INDUSTRIELS
 FILIALE PUISSANT GROUPE - PARIS - OFFRE A
JEUNE INGÉNIEUR
 AM - IDN ou TP
 débutant ou quelques années d'expérience (très motivé par technico-commercial), la possibilité de participer activement au lancement d'une nouvelle gamme de produits auprès industrie, administration, T.P...
 Anglais souhaité.
 CE POSTE DOIT PERMETTRE UN LARGE DÉVELOPPEMENT DE CARRIÈRE A CANDIDAT DYNAMIQUE.
 Ecrire sous référence IS 422 AM.
 4, rue Massenet, 75016 Paris, discrétion absolue **etap**

FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONAL
 recherche
CADRE COMPTABLE
 - Bilingue anglais-français, niveau D.E.C.S. ou équivalent.
 Responsable de la comptabilité générale, de l'établissement des bilans, des déclarations fiscales et sociales.
 Envoyer curriculum vitae et prétentions à : UNIBAKO 436 X-Garonor - 93008 AULNAY-SOUS-BOIS.

INDUSTRIE MÉCANIQUE
 Cadre agréable, restaurant d'entreprise, parking, pour siège social proche banlieue sud
SECRETARE DE DIRECTION
 - très bonne rédactrice et sténodactylo ;
 - organisée et méthodique ;
 - bonne présentation ;
 - expérience de plusieurs années nécessaire.
 Faire parvenir C.V. manuscrit détaillé et complété avec photo et prétentions sous n° 3801
 112, boulevard Voltaire, 75011 Paris.
 PUBLICITES REUNIES

FILIALE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
 en forte croissance commercialisant des produits à haute technologie auprès des industries électriques et aéronautiques recherche
UN ASSISTANT AU CHEF DU SERVICE TECHNIQUE
 Jeune ingénieur électricien ou électrotechnicien Sa mission consistera à assurer les relations techniques avec les organismes officiels, le support technique à la vente, ainsi qu'à la coordination avec nos unités de production
 Anglais parlé indispensable
 Env. C.V., photo et photo n° 55882 CONTESSÉ Publicité, 20 avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Importante Entreprise de Travaux Publics recherche pour son siège situé à Paris 13^e arrt - Métro Paris d'Ivry
COMPTABLE PRINCIPAL ou JEUNE CADRE COMPTABLE
 Il aura pour mission de gérer la comptabilité d'un bureau d'achat de matériel à destination de l'Iran et d'établir tous plans de trésorerie. Il sera également chargé du suivi des lettres de crédit.
 Anglais indispensable.
 Adresser C.V., photo et lettre actual en rappelant la référence CD 115 à COFRARAM - Service Recrutement 11, Bd Jean Mermoz 92202 Neuilly/Seine Cedex

CENTRE D'ETUDES près Versailles recherche
un Technicien Génie Chimique et Alimentaire
 (Transferts Thermiques)
 Niveau B.T.S. ou I.U.T. - Pour travaux de recherche et développement dans le domaine CRYOGÉNIE ALIMENTAIRE. Quelques années d'expérience et déplacements possibles.
 Envoyer C.V. et photo à : AIR LIQUIDE 78250 LA LOZE en Joss

SOCIÉTÉ DE BIENS D'ÉQUIPEMENT
 située près de la Porte d'Orléans installations modernes restaurants d'entreprise, parking
RECHERCHE POUR SON PRÉSIDENT SECRETARE DE DIRECTION
 POSITION CADRE.
 • dynamique,
 • organisée-méthodique,
 • distinguée,
 • excellente rédactrice et sténodactylo,
 • bilingue anglaise ou allemande appréciée mais non indispensable,
 • expérience 5 ans dans poste équivalent nécessaire.
 Envoyer lettre manuscrite avec C.V., prétentions et photo sous n° 3205.
 PUBLICITES REUNIES
 112, boulevard Voltaire, 75011 Paris.
 Réponse et discrétion assurées.

Ingénieur Paris
 importante Société Internationale spécialisée dans la fourniture de procédés produits chimiques, recherche
 chef de marché papier en Suisse avec une équipe d'ingénieurs de vente régionaux, il coordonnera l'action de la société sur ce marché, supervisera les services techniques, assurera la liaison avec l'étranger.
 candidats : ingénieurs EPF ou Grandes Ecoles de chimie ayant quelques années d'expérience en fabrication/ventes ou débutants ayant de fortes aptitudes commerciales. Ecrire à : **BETZ** FRANCE S.A. 8 ter, bd Henri-Bachmann - 92100 MONTROUGE

LES LABORATOIRES DE COSMETOLOGIE YVES ROCHER
 souhaitent compléter leur équipe marketing basée à PARIS par un jeune (27 ans minimum)
SUP de CO ou équivalent
 pour lui confier dans un premier temps les études prévisionnelles relatives à son expansion.
 Une aptitude à l'analyse des travaux chiffrés appuyée par la connaissance des possibilités et contraintes de l'outil informatique est nécessaire pour réussir dans ce poste.
 Ecrire avec C.V. + photo + prétentions sous référence 842 au CEIP 36 Conseil d'Entreprises 20, rue de Brest 35000 RENNES Les entretiens se dérouleront à Paris. CEIP 35

GROUPE BANCAIRE PRIVÉ (8^e ord.)
 recherche
COMPTABLE
 (MEME DÉBUTANT)
 Niveau technique comptable affirmé pour tenue complète une comptabilité. Larges possibilités d'évolution.
 Env. C.V., photo et prét. sous numéro 4128, à COVAP, 40, rue de Chabrol - 75010 PARIS, qui tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
 siège social Paris recherche
SECRETARE DE DIRECTION
 STENO DACTYLO bilingue ANGLAIS.
 Adr. C.V., photo et prétentions n° 5582, CONTESSÉ PUBL., 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 04.
GROUPE DE PRESSE
 centre Paris recherche pr direction générale ayant réelle expérience professionnelle et très bonne formation générale. Excell. sténodactylo indispensable. Horaires décalés se terminant à 21 heures. Niveau universitaire.
SECRETARE DE DIRECTION
 ayant réelle expérience professionnelle et très bonne formation générale. Excell. sténodactylo indispensable. Horaires décalés se terminant à 21 heures. Niveau universitaire.
ÉDITEUR ALLEMAND
 cherche pour son bureau de publicité de Paris
SECRETARE DE DIRECTION
 FRANÇAIS-ALLEMAND, Lang. maternelle allemand, préférer. Niveau universitaire. 25 ans minimum. Lettre manuscrite à M. MAHAIN, 20, rue de Valenciennes, 75014 PARIS.

ETUDE FEGORER SO.D.E.CO.
 71, rue La Fayette - 75009 Paris
 Métro Cadet
 recherche
 • STÉNO-DACTYLOS
 • EMPLOYÉ de BUREAU
 • AIDE-COMPTABLE FACTURIÈRE
 Téléphone : 575-43-79 ou 23-61

Secrétaires
 Face gare Saint-Lazare Société maritime recherche
SECRETARE
 STENO DACTYLO BI. anglais. Tél. : 287-22-29, poste 137.
 SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE D'ASSURANCES Gare Saint-Lazare recherche pour la période du 15 avril au 30 septembre 1978
UNE SECRETARE-COMPTABLE
 bonne sténodactylo, pour compter, 4125 comptes, bilan, balances, etc., ayant expérience secrétariat et initiales.
 Se présenter avec références au service du personnel N.E.A., 15, rue de Rome, PARIS (8^e).
Sténodactylo
BANQUE PRIVÉE
 1^{er} arrondissement recherche
STENO DACTYLO
 av. déjà travaillé, bse présent. HORAIRES : 9 h. 30 - 12 h. 15 - 14 h. 15 - 18 h. 30
 SALARIÉ ANNUEL : 21.000 F. Tickets restaurant, 4000 F. par mois. Tél. : 15 h. à 17 h. 30 : le JEUDI et le VENDREDI.
 Agence de Publicité recherche Sténodactylo expérimentée capable d'évoluer vers poste Assistant(e) ou Publicité dans les deux sexes qui s'adaptent. Prendre contact av. M. HENRI, Tél. : 730-14-22 (Poste 420)

AGENT DE CHANGE
 recherche
SPECIALISTE CONFIRMÉ
 pour diriger service obligations. Discrétion assurée.
 Ecrire n° 81476 M. REYRE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

IMPET CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE DE PARIS
 recherche
COLLABORATEUR
 NIVEAU PRODUITEUR ayant une expérience de 2 ans de cabinet.
 Env. C.V. n° 34.108, Condesse P. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, n° 12.
SOCOREP
 Concessionnaire Autos en relation avec les entreprises de Paris et de province. Possédant un diplôme d'enseignement supérieur. - Age de 20 ans minimum - Avoir 3 ans min. d'expérience professionnellement de vente. Adresser C.V., photo à DEMOS, 71, r. Dreyfus-Angèle, Paris-9

هكذا من لامل

Le Monde

économie

CONJONCTURE

En février Les prix de détail ont augmenté de 0,7 %

L'indice des prix de détail en France s'est inscrit à 197,7 en février contre 190,3 en janvier sur la base de 100 en 1970...

contre + 0,5 %. En un an, elle est de 11 %. Les principaux chefs de hausse sont la viande de boucherie (+ 0,9 %), les volailles (+ 0,9 %), les produits laitiers et fromages (+ 1,4 %), les corps gras (+ 2,2 %), une forte poussée succédant au nettement à l'opération « beurre de Noël », qui avait fait baisser le prix moyen. En revanche, les œufs (- 4 %), les boissons non alcoolisées, c'est-à-dire essentiellement le café (- 1,1 %) ont baissé. Entre ces hausses fortes et ces baisses, les fruits et les légumes - bougent - (+ 0,2 %).

PRODUITS ALIMENTAIRES. — La hausse de février est un peu plus forte que celle de janvier (+ 0,8 %)

PRECISION. — A la suite de la publication dans vos éditions datées du 23 mars d'un article intitulé « Après les élections, combien de licenciements et de suppressions d'emplois », la société A.N.P. Industrie nous précise qu'aucun licenciement n'est actuellement envisagé. Le carnet de commandes aujourd'hui enregistré permet un maintien de l'activité dans les conditions actuelles dans les conditions actuelles (travail à temps et à temps partiel) jusqu'à l'été 1980. Le dénouement espéré de certaines opérations commerciales très avancées devrait permettre le retour à des horaires normaux et peut-être la reprise du recrutement dans quelques emplois spécialisés.

LES PRODUITS MANUFACTURÉS augmentent, quant à eux, plus vite qu'en janvier: + 0,7 % contre + 0,3 %.

En un an (février 1978 comparé à février 1977) leur hausse est de 8,3 %.

LES SERVICES. — Ils augmentent de 1 % (+ 0,8 % en un an, soit plus vite qu'en janvier, où leur hausse avait été de 0,7 %). Cette accélération s'explique par les postes loyers (+ 1,3 %), santé (+ 1,9 %) et autres services (+ 1,1 %) à cause de la redevance TV.

LA POURSUITE DU PLAN BARRE

(Suite de la première page.)

Dernier argument et non des moindres : le C.N.P.F. « dans la mesure où le gouvernement rendra ses patrons la liberté des prix », déclare prêt à mener une politique sociale assez généreuse notamment en revalorisant les salaires des travailleurs manuels. L'annuel est qu'à l'Élysée aussi bien qu'à Matignon on fait de la situation économique une analyse qui ne va pas précisément dans le sens des grandes largesses : les choses vont mieux, y dit-on, mais l'économie française reste fragile; le plan Barre doit donc être prolongé pendant un an. Et l'on ajoute : « Sous peine de repérer en trois mois le bénéfice d'un an et demi d'effort... » Quant aux interprétations qu'on a pu faire du discours prononcé le 22 mars par le chef de l'État ou de telle ou telle phrase des membres de la majorité, on déclare dans les milieux proches du premier ministre qu'il n'a pas de sens de tenter de les interpréter. Quant aux interprétations qu'on a pu faire du discours prononcé le 22 mars par le chef de l'État ou de telle ou telle phrase des membres de la majorité, on déclare dans les milieux proches du premier ministre qu'il n'a pas de sens de tenter de les interpréter.

la crise économique mondiale et la nécessité de marquer une pause dans l'amélioration du niveau de vie. Que fera-t-on « tout de même » en matière sociale ? Poser la question c'est s'interroger sur ce qui peut être entrepris sans risque de dérapage inflationniste ou d'attaque contre le franc. Sans risque aussi de dévalorisation imminente de la balance commerciale. Car il serait tout à fait faux de croire que M. Giscard d'Estaing et M. Barre pourraient renoncer à organiser une politique économique et sociale en donnant la priorité à d'autres considérations que celles issues d'une saine analyse des statistiques. Cela a pour effet de rendre toute la longue période qui a précédé les élections législatives, malgré des résultats politiques évidents maintes fois signalés par M. Chirac. Cela sera continué. Ce qui veut dire, par exemple, qu'on ne fera pas de la hausse de prix et de salaires des choses importantes : les initiatives pourront être contenues respectivement aux environs de 5 et 10 % l'an. Avec de telles ouvertures en 1978, on consolidera les résultats acquis sous le plan Barre et on poursuivra les progrès de 1978.

Il y aura une croissance spontanée de 2 % en 1978, peut-être même 4,5 % et l'Allemagne se décide enfin à soutenir sérieusement le dollar (1), nous a-t-on déclaré. M. Schmidt n'est pas de se réjouir de payer toujours moins cher les produits importés. Le moment n'est plus très éloigné où le DM, ou au moins qu'il ne freine net les exportations allemandes. Déjà de nombreuses firmes ont dû comprimer leurs profits pour conserver des marchés, ce qui réduit d'autant leurs investissements.

Retour progressif à la liberté des prix. On y perdrait un peu de croissance économique — ce qui est fâcheux pour l'emploi. Le déficit de commerce extérieur en serait réduit, mais on ne se soucie plus en priorité du rééquilibrage de la balance commerciale. On se montre même très confiant sur ce point. Les peu pressés : « Nous cherchons par un réajustement rapide des comptes extérieurs un déficit de 6 ou 7 milliards de francs cette année du commerce extérieur est facilement supportable », déclare-t-on. L'équilibre définitif n'est visé que pour 1980.

L'inconnue allemande. La croissance économique tout d'abord puisqu'elle conditionne l'emploi. Les pouvoirs publics sont persuadés qu'elle va repartir, celle qui s'était tenue à Grenelle en 1978 et avait abouti à une hausse massive du SMIC (+35%). A l'Élysée comme à Matignon on est persuadé que la plupart des Français ont admis la réalité de

15 milliards de francs qu'il réemploierait dans des dépenses sociales ou d'investissement. « Une mesure de manœuvre très importante », commente-t-on en haut lieu. Aucune stratégie n'est encore définie et pour cause, le premier ministre n'étant pas encore désigné. Ce qui semble plus que probable en revanche, est l'application d'un déficit budgétaire évaluant en 1978 entre 15 et 20 milliards de francs, c'est-à-dire dans les limites d'un financement possible par de l'épargne, et non par la création monétaire. Cela pour ne pas freiner la reprise économique. Le franc étant solide, on choisit volontiers de différer ce réajustement qui apporterait plus de satisfactions matérielles que de bienfaits objectifs. Et du même coup on subvoit une baisse sensible du coût du crédit : un et qui ramènerait les emprunts des firmes de 12 à 13 % à 10 à 11 %, ceux des particuliers aux environs de 11 % à 12 %, contre 13 % à 14 % actuellement. La contribution de l'État à une relance modérée de la croissance.

Quelle ouverture sociale ? Que reste-t-il dans tout cela pour une ouverture sociale ? Peu de chose en vérité, sinon peut-être des négociations patronat-syndicats débouchant sur des engagements et un échec de la loi. Dans l'immédiat, le contrat sera révisé et l'engagement patronal pris par le gouvernement de faire passer le pouvoir d'achat deux fois plus vite que celui du salaire. C'est par un SMIC mode 4 % contre 2 % par an. Mais on exclut totalement, aussi bien à l'Élysée qu'à Matignon une forte hausse du SMIC, même dans des proportions bien inférieures à celles retenues dans le programme commun, fait sans remarquer qu'on a presque rien du SMIC ni de ceux qui le touchent sinon « que dans de nombreux cas le SMIC est un salaire d'appoint ». On a apparemment oublié certaines dispositions de M. Barre sur le SMIC (400 F en 1982 au plus tard, et en France constante) (Le Monde du 25 février). Ce chiffre est qualifié de « bête énorme qui entraverait la fermeture de milliers d'entreprises ».

La tentation d'une « grande lessive ». Ce type de politique sera-t-il aussi mené dans le secteur public ? On ne cache pas à Matignon qu'une vaste « opération vérité » des tarifs publics aurait en France, comme des inconnus évidents, des avantages considérables.

La tentative d'une « grande lessive ». Ce type de politique sera-t-il aussi mené dans le secteur public ? On ne cache pas à Matignon qu'une vaste « opération vérité » des tarifs publics aurait en France, comme des inconnus évidents, des avantages considérables.

La tentative d'une « grande lessive ». Ce type de politique sera-t-il aussi mené dans le secteur public ? On ne cache pas à Matignon qu'une vaste « opération vérité » des tarifs publics aurait en France, comme des inconnus évidents, des avantages considérables.

La tentative d'une « grande lessive ». Ce type de politique sera-t-il aussi mené dans le secteur public ? On ne cache pas à Matignon qu'une vaste « opération vérité » des tarifs publics aurait en France, comme des inconnus évidents, des avantages considérables.

La tentative d'une « grande lessive ». Ce type de politique sera-t-il aussi mené dans le secteur public ? On ne cache pas à Matignon qu'une vaste « opération vérité » des tarifs publics aurait en France, comme des inconnus évidents, des avantages considérables.

La tentative d'une « grande lessive ». Ce type de politique sera-t-il aussi mené dans le secteur public ? On ne cache pas à Matignon qu'une vaste « opération vérité » des tarifs publics aurait en France, comme des inconnus évidents, des avantages considérables.

La tentative d'une « grande lessive ». Ce type de politique sera-t-il aussi mené dans le secteur public ? On ne cache pas à Matignon qu'une vaste « opération vérité » des tarifs publics aurait en France, comme des inconnus évidents, des avantages considérables.

La tentative d'une « grande lessive ». Ce type de politique sera-t-il aussi mené dans le secteur public ? On ne cache pas à Matignon qu'une vaste « opération vérité » des tarifs publics aurait en France, comme des inconnus évidents, des avantages considérables.

La tentative d'une « grande lessive ». Ce type de politique sera-t-il aussi mené dans le secteur public ? On ne cache pas à Matignon qu'une vaste « opération vérité » des tarifs publics aurait en France, comme des inconnus évidents, des avantages considérables.

La tentative d'une « grande lessive ». Ce type de politique sera-t-il aussi mené dans le secteur public ? On ne cache pas à Matignon qu'une vaste « opération vérité » des tarifs publics aurait en France, comme des inconnus évidents, des avantages considérables.

ÉNERGIE

La nouvelle jeunesse de la loi de 1928

Les dirigeants des compagnies pétrolières ne jurant plus, depuis quelques mois, que par la loi de 1928, M. Châtaillon, président d'Elf-Aquitaine, estime qu'elle « donne au gouvernement tous les moyens d'agir ». Esso ajoute qu'il ne faut pas « remettre fondamentalement en cause l'esprit de la loi de 1928, qui a réservé une spécialité de traitement aux sociétés titulaires de licences ». Et la Compagnie des pétroles, dans une étude des débats parlementaires, qui précéderont le vote de cette loi, précise qu'elle « n'a rien de conjoncturel. La situation de la France à l'égard de ses approvisionnements en pétrole n'est pas fondamentalement différente aujourd'hui de ce qu'elle était il y a cinquante ans. Voilà beaucoup d'hommes pour une loi qui va fêter son demi-siècle le 30 mars.

cran d'arrêt à l'empire des trusts sur le marché français; respecter autant que possible ce qu'on appelle par exagération leurs droits acquis (...); déterminer un régime d'importation qui en pratique ferme la porte de notre marché à l'étranger (...). En un mot, continuer raisonnablement nos fournisseurs étrangers de manière à respecter les importateurs français qui ont su garder une certaine indépendance (...); reconstruire notre industrie du raffinage, voilà les éléments d'une solution moyenne équilibrée (...).

au marché une rentabilité plus constante qu'ailleurs. Aujourd'hui, la situation est bien différente. La consommation n'a été que de 105 millions de tonnes en 1977, contre 116 millions de tonnes en 1973. Prévue pour un marché en expansion, la capacité de raffinage est excédentaire de 30 %. Malgré l'alignement des prix sur les coûts marginaux, les compagnies ont multiplié les rabais pour maintenir leur position (ces remises — qui n'ont nullement profité aux consommateurs — auraient été de 2 milliards de francs en 1977, soit le montant des pertes économiques annoncées par la profession pour cette même année). Et cette crise est particulièrement douloureuse pour les sociétés françaises, déjà fort endettées et dont l'appareil de raffinage est loin d'être au niveau de celui de ses concurrents.

Les nouvelles articles de ce texte ne disent pourtant rien de ce que ceci : en échange de licences d'importation, délivrées initialement pour vingt ans en ce qui concerne le pétrole brut et pour trois ans pour les produits raffinés, les sociétés pétrolières obtiennent en France un nombre d'obligations (constitution de stocks stratégiques, d'une capacité de raffinage en ligne avec les prévisions du marché et, bien plus tard, obligation de transporter les deux tiers du pétrole importé sous pavillon français).

Cadre contraignant mais souple, cette loi — accompagnée de très nombreux textes — a permis toutes les évolutions de la politique pétrolière française autour de l'idée toujours en vigueur de la sécurité nécessaire des approvisionnements : la guerre le développement de sociétés françaises de raffinage et de la C.F.P., le contrôle par la France d'une production de brut; dans l'immédiat après-guerre, la recherche de l'indépendance énergétique par l'exploration au Sahara et la mise sur pied d'un secteur pétrolier d'Etat. Enfin, à partir de 1960, le création de deux grands groupes français capables de rivaliser avec les « majors ».

On ne cache donc pas à Paris la volonté d'assainir le marché et d'aider les compagnies nationales par une déflation en matière de raffinage. Si le premier demande la pleine application d'un texte linéairement dirigé pour aider les sociétés françaises, les seconds entendent n'être pas victimes d'une discrimination. Les obligations qui découlent de cette loi — et ce traduisent par un coût supplémentaire évalué à 15 francs par tonne par le président de la Shell — doivent avoir pour contrepartie une aide équivalente répartie au secteur du raffinage en difficulté.

Cette loi fut votée après dix ans de vaine hésitation gouvernementale entre dirigisme et libéralisme. Du monopole d'importation de 1917, on était revenu en 1921 à une liberté qui avait permis aux sociétés internationales de s'imposer et d'entraîner une véritable guerre des rabais. En 1928, les filiales des multinationales avaient été imposées aux sociétés françaises de raffinage un accord de contingentement.

Même le traité de Rome n'a pu entrer en vigueur sans la loi de 1928. Sans doute l'article 27 de ce traité prévoit-il l'aménagement des monopoles nationaux et l'exclusion de toute discrimination entre les ressortissants des Etats membres, mais l'incapacité des gouvernements à s'entendre sur une politique énergétique commune a permis à la France de tergiverser; le monopole délégué toujours en vigueur est toléré, sinon admis, par Bruxelles.

Reste que les relations liées à la loi de 1928 par M. Châtaillon ou par les responsables d'Esso ne semblent pas avoir le même signification. Si le premier demande la pleine application d'un texte linéairement dirigé pour aider les sociétés françaises, les seconds entendent n'être pas victimes d'une discrimination. Les obligations qui découlent de cette loi — et ce traduisent par un coût supplémentaire évalué à 15 francs par tonne par le président de la Shell — doivent avoir pour contrepartie une aide équivalente répartie au secteur du raffinage en difficulté.

Trois textes tentent alors d'organiser le marché des produits pétroliers. Une loi du 10 janvier 1928 instaure l'autorisation préalable pour toute société importateur en gros du pétrole. Le 4 avril 1928, l'Etat se voit attribuer légalement le monopole d'importation du brut, le loi du 30 mars 1928 venant définir la délégation — ou certaines conditions — de ce monopole à diverses sociétés. Les objectifs de ce texte étaient ainsi précisés à la Chambre le 3 février 1928 par son rapporteur, M. Charlot : « Mettre un

Mais n'est-ce pas la croissance constante du marché qui a permis un tel consensus sur la loi de 1928 ? En 1928, les importations françaises de pétrole étaient de 2,4 millions de tonnes; elles seront cinquante fois supérieures en 1978. Il n'a donc jamais été difficile aux autoritaires françaises de défendre le profit des sociétés françaises — le part de marché des filiales des compagnies anglo-saxonnes, car cela ne signifiait pas une réduction des tonnages. Dès lors, et M. Carous, président de Shell-France, le reconnaît dans un texte publié par le revue Pétrole Information, le régime français — à finalement assuré

Le texte conventionnel n'a pu, entravé l'évolution de la politique pétrolière française. Il permet aussi toutes les interprétations. Voilà sans doute le secret de sa durée.

LA RÉUNION DE L'OPEP EST EFFORTÉE AU 4 MAI

Les ministres du pétrole des trente pays membres de l'OPEP ont décidé de reporter au 4 mai la réunion extraordinaire initialement prévue le 27 à Gènes. « Il n'est besoin de dire que ce report a des conséquences importantes », a expliqué le secrétaire général de l'organisation. Le Koweït avait réclamé la convocation d'une réunion qui devait aborder la question des pertes financières encourues par les pays de l'OPEP en raison de la dépréciation du dollar, mais on prétait à certains autres pays l'intention de demander qu'il soit mis fin au gel des prix. — (Reuters).

● Panorama de l'énergie. Un nouveau mensuel de l'énergie n° 1 vient de sortir, se donne pour objectif « de replacer les divers cadres politiques et économiques de la situation de l'énergie dans le monde ». Chaque mois, le périodique catégorise les quelques études de base sur le monde de l'énergie. On trouve au sommaire du numéro de mars 1978, la bataille du développement du raffinage, le plan de sauvetage du raffinage de la C.E.E., l'Irak ou le réalisme en économie (Panorama de l'énergie, 98, avenue de Boule, 92200 Neuilly-sur-Seine).

● RECTIFICATIF. — La société Armand Thiery et Sigrand nous précise qu'elle n'a aucun lien avec la société Thedie, comme nous l'avions indiqué dans nos éditions du 22 février 1978. La société Thedie, mise en liquidation, fournissait les magasins Armand Thiery, et non société Armand Thiery et Sigrand.

Diamond House TAILLERIE DE DIAMANTS A ANVERS maintenant à Paris 5, rue du Helder (9^e) nous vous proposons un achat direct à la tailleurie... des pierres de haute qualité avec certificat international... un spécialiste gemmologue pour vous conseiller... Placement + 25 % d'augmentation par an depuis 1975... Renseignements: prendre contact avec DIAMOND HOUSE à Paris, 5, rue du Helder, 75009 - Tél. 247.13.41

TAUX DES EURO-MONNAIES

Table with columns for currency and interest rate. Includes entries for Franc, Mark, Dollar, etc.

VEZ-VOUS QUELQUE CHOSE A DIRE ?

ACCEPTION - CREATION - MODIFICATION... APPELEZ-NOUS AU 210-01-01

Avant de louer un appartement Renseignez-vous sur MATTET

Immobilier et Utilitaires jusqu'à 25% courtage et longue durée... MATTET... 15, av. des Champs-Élysées, 75008 Paris

Large vertical advertisement on the right side of the page, partially obscured by a newspaper page. Contains text about 'Agence nationale pour l'emploi' and 'MATTET'.

SOCIAL

A PROPOS D'UNE PLAINTE CONTRE L'ANPE DE BORDEAUX

Une lettre du directeur général de l'Agence nationale pour l'emploi

Nous avons fait état dans le Monde du 23 mars d'une procédure judiciaire engagée, à la suite d'une plainte du M.R.A.P. (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix) contre le directeur de l'Agence nationale pour l'emploi de Bordeaux : des fiches d'offres d'emploi auraient porté des mentions discriminatoires à l'égard de travailleurs étrangers.

L'union départementale C.F.D.T. du Rhône pourrait être dissoute

L'union départementale C.F.D.T. du Rhône, l'une des plus importantes de la confédération, traverse une crise qui risque de conduire à sa dissolution. Le malaise, qui remonte à plusieurs années, n'a cessé de s'aggraver depuis le congrès national de la centrale, en 1976, à Annecy.

ÉTRANGER

ÉTATS UNIS

« L'économie américaine devrait connaître une amélioration modérée au printemps et à l'été, mais qui sera faite d'être aussi vigoureuse que celle enregistrée l'année dernière », indique la Citibank dans son dernier bulletin économique.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

Table with columns: CROUS DU JOUR, UN MOIS, OUIX MOIS, SIX MOIS. Rows include S.E.-U., S. can., Yen (1000), D. M., Florin, F. S. (1000), F. R., L. (1000), P. (1000).

TAUX DES EURO-MONNAIES

Table with columns: D.M., S.E.-U., Florin, F. S. (1000), F. R., L. (1000), P. (1000), Ft. Suisse.

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVEZ-VOUS QUELQUE CHOSE A DIRE ?

Vous avez peut-être un problème de produit à vendre, de service à proposer, de fabrication à faire connaître ou simplement d'information à transmettre. Je peux vous aider efficacement à le résoudre.

CONCEPTION - CRÉATION - RÉDACTION. Lettres - argumentaires - circulaires - documentations - dépliants - notices - catalogues - questionnaires - fiches techniques - modes d'emploi - rapports - V.P.C. - annonces presse - textes publicitaires - slogans - messages radio - audio-visuels, etc.

APPELEZ-NOUS AU 283-61-95

ou écrivez-moi : Albert BEAUDU, 18, av. des Alliées, 94100 Saint-Maur

Avant de louer un véhicule Renseignez-vous sur les prix

MATTEI

Tourisme et utilitaires jusqu'à 3,5 t. (p.f.r.) courte et longue durée

205, Rue de Bercy (R.E.R. Métro : Gare de Lyon) 346.11.50. 12 - 108, Bd Diderot 628.27.50. 18 - 102, Rue Ordener 076.32.90. DRANCY 850.66.70. LE BLANC MESNIL 951.57.00. LE CHESNAY PARLY 2 954.54.50. LA COURNEUVE 838.81.54. ORLY SENIA 686.25.45. RUNGIS M.L.N. 687.04.05. VITRY SUR SEINE 680.72.70.

Notes & études documentaires

publie en format 16 x 24

- Les Etats et la mer N° 4451-52 - 468 p. 38 F. L'organisation judiciaire en France N° 4453 - 140 p. 14 F. L'industrie chimique en France N° 4454 - 160 p. 18 F. Le prix de la vie humaine N° 4455 - 150 p. 18 F.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 29-31, quai Voltaire - 75340 Paris Cedex 07 165, rue Garibaldi - 69401 Lyon Cedex 03

Voulez-vous étendre vos activités en Europe sans quitter Paris? Offrez à vos clients un service téléphonique international gratuit.



Etendez vos activités en Europe... 800 Service 800. Pour de plus amples renseignements appelez Service 800 13, rue du Pont Neuf 75001 Paris (01) 233 87 0 8 ou

Angleterre (00) 723 1052 - Suisse (022) 6171 71 Pays-Bas (020) 47 20 36 - Belgique (02) 647 4768 - Espagne (01) 402 61 31 - Allemagne (02228) 9 33

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE Pharmacie Centrale Algérienne

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'Appel d'Offres International est lancé pour la fourniture d'équipements de stockage et de manutention de deux Centres de distribution de produits pharmaceutiques. Les soumissionnaires sont invités à présenter une offre pour chacun des lots suivants: 1° Lot - Equipement de stockage. 2° Lot - Matériel de manutention.

Exercice 1977 de l'Union de Banques Suisses: nouveau progrès.

Bons résultats

Le compte de pertes et profits de l'exercice 1977 dégage un bénéfice net de FS 266 millions, en progrès de FS 32 millions. Les différents secteurs ont contribué, certes de manière assez inégale, à ces résultats au fois de plus très satisfaisants. Le produit net des intérêts, qui résulte essentiellement de la différence entre intérêts créditeurs et débiteurs, mais auquel il faut ajouter le produit des

gressé de 3,6%, tandis que les charges globales ne s'alourdissent que de 2,8%, soit de FS 26 millions pour le poste organes de la banque et personnel et de FS 30 millions pour les frais généraux et de bureau.

Croissance continue du bilan

La somme du bilan a progressé de 6,6% ou FS 3,5 milliards, à FS 56,1 milliards. Totalisant FS 48,9 milliards, les fonds de liers se sont accrus

de la dépréciation du dollar, les fonds de la clientèle - les dépôts à moyen et long terme surtout - ont augmenté de FS 2,4 milliards. L'accroissement est de 12,3%, ou FS 1,1 milliard, pour les dépôts d'épargne, carnets et comptes de dépôts, et même de 13,8% (FS 655 millions) pour les obligations de caisse, qui totalisent FS 5,4 milliards. En outre, des fonds supplémentaires ont été obtenus par l'émission de deux emprunts obligataires de FS 100 millions chacun. Au 31 décembre, le poste emprunts obligataires ressortait à FS 813 millions.

Fonds propres élevés

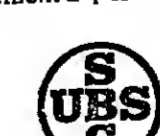
A l'actif, les avances et prêts ont progressé de FS 2,57 milliards, dont FS 1 milliard environ concerne les placements hypothécaires. Les avoirs en banque se sont accrus de FS 1,7 milliard et se chiffrent à FS 21,5 milliards. Le portefeuille titres est demeuré pratiquement inchangé à FS 2,6 milliards, alors que la valeur comptable des participations permanentes augmentait de FS 7,2 millions et le patrimoine immobilier de FS 14,2 millions. Compte tenu de la prochaine augmentation de FS 50 millions, le capital-actions s'élève à FS 1100 millions et les fonds propres à FS 3,7 milliards.

Bilan sommaire table with columns: 1976 en millions de francs suisses, 1977. Rows: Total, Dépôts de la clientèle, Dépôts de banques, Prêts à la clientèle, Prêts aux banques, Bénéfice net, Fonds propres (capital-actions + réserves).

effets de change et des papiers monétaires, s'est accru de FS 67 millions pour s'établir à FS 604 millions.

Le produit des opérations de change et des transactions en métaux précieux est revenu de FS 142 millions à FS 138 millions. En dépit d'un fléchissement observé dans les opérations boursières et les émissions, les recettes du secteur des titres sont demeurées à leur niveau antérieur. Si les commissions se sont accrues de FS 39 millions et totalisent FS 529 millions, cela tient en premier lieu à la vive activité enregistrée dans les opérations documentaires. Le contrôle serré des coûts n'est pas étranger à la bonne évolution des résultats. Ainsi, les produits ont pro-

globalement de FS 2 milliards. Si les dépôts de banques ont diminué de FS 381 millions pour s'établir à FS 16,9 milliards en raison d'une certaine réserve mise volontairement à



Union de Banques Suisses

سكزا من لاجل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT
CNT GARANTI PAR L'ÉTAT
CAISSE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

11%
SUSCRIPTION:
Banques, Comptables du Trésor,
Centres de Cheques Postaux, Bureaux de Poste.

11,08%
TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT

UN PLACEMENT UTILE

BMW **GAP** WAGRAM
Concessionnaire

25, RUE CARDINET, 75017 PARIS
267 31 00

LOCATION LONGUE DURÉE
A PRIX COMPÉTITIFS

Essai des nouvelles berlines 728 - 733 - Choix exceptionnel

(PUBLICITE)
MICRO-ORDINATEURS
DISTRIBUTEURS DEMANDÉS

MSAI MFG. CORP. présentera un exposé spécial à l'intention des personnes intéressées, qui ont la capacité et le désir de distribuer en France des systèmes d'ordinateurs de fabrication américaine destinés aux particuliers et aux petites entreprises.

Au cours des deux années passées, MSAI est devenu la « norme d'excellence » dans le secteur des micro-ordinateurs et plus de 12.000 systèmes ont été vendus. Plus de 330 distributeurs indépendants d'ordinateurs, dans le monde entier, ont choisi de vendre les micro-ordinateurs MSAI et d'en assurer le service.

Cet exposé fournira aux personnes qui y assisteront les informations dont elles ont besoin pour décider si elles souhaitent participer avec MSAI à ce marché hautement profitable et en pleine expansion en Europe.

Heure : 10 heures du matin.
Lieu : Hôtel Sberetou, Paris.

Pour les inscriptions, contacter :
MSAI EUROPE (Luxembourg)
Téléphone : 43 67 46/47
Télex : 3428 MSAI LU.

Au 3 Avril 1978

ACCÈS FACILITÉ ET SORTIE LIBRE DANS LES GARES

- Vous pouvez acheter votre billet à l'avance et l'utiliser un jour de votre choix dans une période de deux mois à compter de sa date d'achat.
- Vous devez valider votre billet en le compostant vous-même le jour de votre départ au moment de pénétrer sur les quais.
- Le contrôle des billets à l'entrée et à la sortie est supprimé.
- Un personnel d'accueil est à votre disposition dans les grandes gares pour vous aider et vous orienter.
- En ce qui concerne la banlieue parisienne, un système de contrôle automatique va être mis en place progressivement dans le cadre de l'harmonisation des tarifs SNCF/RATP, rendue nécessaire par la création du RER. D'ici là, le contrôle dans les trains et aux entrées et sorties des gares sera renforcé.

Demandez le document d'information dans les gares et agences de voyages.

SNCF
UN NOUVEAU DÉPART POUR LES GARES

ÉPARGNE - OBLIGATIONS

L'assemblée générale ordinaire, tenue le 28 mars 1978, sous la présidence de M. Pierre JURY, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1977.

Compte tenu du report à nouveau de l'exercice 1978, le revenu net distribuable de l'exercice s'élève à 188 442 807,94 F permettant la distribution d'un dividende net de 11,20 F par action, assorti d'un crédit d'impôt de 1,04 F, soit un revenu global de 12,24 F par action.

Le paiement de ce dividende sera effectué à partir du 30 mars 1978 de Paris, et sera représenté par les coupons.

Coupon n° 21, représentant le produit des obligations françaises non inscrites, pour un montant de 8,91 F, assorti d'un crédit d'impôt de 0,98 F.

Sur le revenu de ce coupon, un montant de 0,14 F correspond aux produits de l'imprêt d'état 8,00 % 1977 qui bénéficie d'un abattement complémentaire de 1 000 F.

Coupon n° 22, correspondant aux autres produits, pour un montant de 2,29 F, assorti d'un crédit d'impôt de 0,08 F (dont 0,24 F ouvrant droit à abattement « actions »).

Comme les années précédentes, les actionnaires pourront réinvestir le montant de leurs dividendes en actions de la société, en exécution de la loi du 28 février 1975.

L'assemblée générale a renouvelé le mandat d'administration de M. Guy Andrieux et Pierre Bailey pour une durée de six ans.

BP SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES PÉTROLES B.P.

Résultats de l'exercice 1977

Le conseil d'administration de la Société française des pétroles B.P. réuni le 22 mars, a arrêté les comptes de l'exercice 1977.

Le résultat net du compte d'exploitation générale est une perte de 157 millions de francs, après prise en considération des éléments exceptionnels du compte de pertes et profits. Cette perte est ramené à 132 millions de francs, chiffre reporté au bilan.

Ce résultat particulièrement mauvais est largement dû au fait que cette année encore les prix maxima autorisés ou convenus avec l'administration n'ont répercuté qu'avec retard et insuffisamment la majoration du prix de revient des bruts. Cet état de choses a été aggravé par l'existence d'un double prix des pétroles bruts de l'OPEP pendant le premier semestre de l'année, et par la décision du gouvernement de ne pas répercuter que la hausse la plus faible de 5 %, alors que la plus large part des approvisionnements de la S.F.P. provient de ceux des pays de l'OPEP qui avaient appliqué le montant de 10 %. En outre, l'excédent mondial des capacités de transport et de raffinage s'est entraîné, en Europe et en France, une concurrence intense et une dégradation des prix des produits soumis à la compétition internationale.

La réduction de la consommation pétrolière en France et une certaine diminution volontaire de nos parts de marché sur les produits les moins rémunérateurs se sont traduites par une diminution de 8,7 % des ventes par notre société sur le marché intérieur. En revanche, les ventes à l'étranger ont augmenté, et le chiffre d'affaires total, hors taxes, s'est élevé à 9.208 milliards de francs, en augmentation de 6,3 % sur le chiffre de 1976.

Les ressources de la société, marge brute d'autofinancement et autres ressources propres, avec 82 millions de francs, sont en nette régression par rapport à celles de 1976, qui s'élevaient à 175 millions de francs et ne couvrent qu'à 38 % les dépenses d'investissements (284 millions de francs). Nous n'avons pu affecter aux comptes d'amortissement légal (137 millions de francs) notre endettement total s'est accru de 86 millions de francs.

CHAMPEX SDR
de Champagne-Ardenne

Majoration du dividende sur un capital augmenté de 50 %

Le résultat brut d'exploitation de 1977 s'élève à 5 473 427 F contre 4 146 829 F en 1976, soit une hausse de 32 % supérieure à celle des produits qui sont passés de 43 934 443 F à 53 168 463 F (+ 21 %).

Ce résultat brut substantiel a permis de faire face à un certain nombre de charges exceptionnelles (travaux d'augmentation de capital, provisions pour dépréciation de concours sur fonds propres) de telle sorte que le bénéfice net ressort à 3 071 688 F en 1977 contre 2 078 987 F en 1976.

Dans ces conditions, le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale, qui se tiendra le 22 juin à Reims, un dividende net de 10,50 F contre 9 F par action en 1976.

Un dividende net de 10,50 F sur 156 000 actions composant le nouveau capital (contre 104 000 en 1976) donnerait un dividende brut de 1,09 F contre 1,00 F en 1976. Les réserves s'accroissent de 1 400 000 F.

Ces perspectives de distribution, l'amélioration du climat boursier et la probabilité d'une reprise des investissements industriels en 1978 devraient favoriser un redressement du cours à un niveau plus réaliste que celui de 106 F dernièrement coté.

COMPAGNIE OPTORG

Conformément aux dispositions statutaires de la Compagnie Optorg et à la demande de M. Lemaignen, ancien commissaire des comptes des sociétés européennes, président d'honneur, a résigné ses fonctions d'administrateur.

Le conseil d'administration d'Optorg a demandé à M. Lemaignen de continuer à exercer ses avis.

Il a nommé provisoirement en qualité d'administrateur, M. Jehan Duhamez, directeur général de la Banque de France, directeur général honoraire de la Banque internationale de Paris.

M. Jehan Duhamez est, depuis le mois d'octobre 1975, conseiller du président de la Compagnie Optorg.

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

La Caisse nationale de crédit agricole a réuni le 22 mars 1978, pour la connaissance des résultats de l'exercice 1977, qui se solde par un bénéfice de 27 903 000 F, en augmentation de 5,40 % sur celui de 1976.

Il a été décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 26 juin prochain, la mise en distribution d'un dividende net de 12 F par rapport au précédent (10 F) et de permettre de porter le report à nouveau de 5 millions 282 000 F à 10 408 000 F.

Désireux de poursuivre la politique de ralentissement du patrimoine de la société, le conseil a décidé la mise en vente de trois nouveaux ensembles immobiliers. Plusieurs opérations sont en cours d'examen pour le réemploi des fonds qui seront ainsi dégagés.

UNION POUR L'HABITATION

Le conseil d'administration s'est réuni le 22 mars pour prendre connaissance des résultats de l'exercice 1977, qui se solde par un bénéfice de 27 903 000 F, en augmentation de 5,40 % sur celui de 1976.

Il a été décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 26 juin prochain, la mise en distribution d'un dividende net de 12 F par rapport au précédent (10 F) et de permettre de porter le report à nouveau de 5 millions 282 000 F à 10 408 000 F.

Désireux de poursuivre la politique de ralentissement du patrimoine de la société, le conseil a décidé la mise en vente de trois nouveaux ensembles immobiliers. Plusieurs opérations sont en cours d'examen pour le réemploi des fonds qui seront ainsi dégagés.

BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE

Le conseil d'administration vient d'arrêter le bilan et les comptes de l'exercice 1977 qui seront soumis à l'assemblée générale ordinaire du 9 mai prochain.

Le bénéfice d'exploitation de l'exercice s'établit à 73,65 millions de francs contre 84 millions de francs en 1976. Le bénéfice net atteint 44,46 millions de francs contre 43,18 millions de francs l'année précédente. Enfin, le total du bilan progresse de 6,34 milliards de francs à 9,84 milliards de francs.

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale ordinaire, la distribution d'un dividende de 11,23 francs par action, assorti d'un impôt payé d'avance au Trésor de 2,025 francs. Cette distribution s'ajoutera cette année à la totalité du capital.

UCIP-BAIL

Après avoir constaté que le montant des engagements s'élève, au 31 décembre 1977, à 298,8 millions de francs contre 278,9 millions de francs en 1976, le conseil d'administration de cette société a arrêté le 21 mars 1978 les résultats de l'exercice 1977.

Après dotation aux amortissements de 18,28 millions de francs contre 15,21 millions de francs en 1976, l'assemblée générale qui sera convoquée pour le 18 mai 1978 se verra proposer, après dotation à la réserve légale, d'affecter le résultat comme suit :

- à la distribution d'un dividende net de 14 francs par action assorti d'un impôt payé d'avance de 2,43 francs (contre 1,43 franc en 1976) et d'une plus-value nette à court terme de 1,43 million de francs contre 8,43 million de francs en 1976. Cette distribution représente 88 % du résultat de l'exercice contre 80 % en 1976;
- au report à nouveau pour 2,18 millions de francs contre 0,71 million de francs en 1976.

CESSATION DE GARANTIE

A la demande de la société Neully Paris-Denis, société anonyme au capital de 100 000 F, dont le siège social est à Neully-sur-Seine (92200), ruelle qui lui a été accordée par le Crédit d'Escompte, 41, avenue Georges-V, 75008 Paris, conformément à la loi du 3 janvier 1970 et du décret du 20 juillet 1972, pour les opérations de transactions immobilières, cessera trois jours francs après la publication du présent avis.

Conformément à la susdite loi, un délai de trois mois, à compter de la date de cette publication, est accordé aux éventuels créanciers pour déposer leurs productions au siège du Crédit d'Escompte.

un geste qui change tout

PANACLEN est un matériel nouveau étudié pour un rasoir, selon les besoins, des trois panaches (pour petits, moyens et gros dossiers). Toutes les possibilités de panache de trois dans 3 hauteurs de moules à compter (1,05 m), armolette (1,41 m) et miroir (1,95 m).

CLEN
Z.I. de St-Benoît-Forêt
37000 CHINON

Veuillez me faire parvenir votre documentation complète sur les matériels de classement CLEN et PANACLEN et l'adresse des distributeurs Conseils CLEN.

Nom _____
Société _____
Adresse _____

THIS ANNOUNCEMENT APPEARS AS A MATTER OF RECORD ONLY

JORDANIAN SYRIAN LAND TRANSPORT COMPANY
Public Joint Venture

US \$ 12,000,000

Medium Term Loan

GUARANTEED BY:

THE HASHEMITE KINGDOM OF JORDAN **THE SYRIAN ARAB REPUBLIC**

MANAGED BY:

FRAB BANK INTERNATIONAL **UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - U.B.A.F.**

CO-MANAGED BY:

Arab African Bank (Cairo) **European Arab Bank (Brussels)**

PROVIDED BY:

Arab African Bank (Cairo)
European Arab Bank (Brussels) SA.
Frab Bank International
Midland Bank Limited
Security Pacific Bank
Union de Banques Arabes et Françaises - U.B.A.F. (Bahrain Branch)
Al-Saudi Banque
Banque Arabe et Internationale d'Investissement (B.A.I.I.)
Gulf International Bank B.S.C.

AGENT:
FRAB BANK INTERNATIONAL

LES MARCHÉS
PARIS LONDRE

BOURSE DE PARIS - 28 MARS

VALORS	PREV. COURS	COURS	CHANG.
Indice Cote	106,00	106,00	0,00
Indice 1000	106,00	106,00	0,00
Indice 2000	106,00	106,00	0,00
Indice 3000	106,00	106,00	0,00
Indice 4000	106,00	106,00	0,00
Indice 5000	106,00	106,00	0,00
Indice 6000	106,00	106,00	0,00
Indice 7000	106,00	106,00	0,00
Indice 8000	106,00	106,00	0,00
Indice 9000	106,00	106,00	0,00
Indice 10000	106,00	106,00	0,00

DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES PÉTROLES S.P.

Annuaire de l'exercice 1977... Dans un marché relativement creux... Bien que l'activité ait un peu baissé à déceler, le nombre de hausses a cependant augmenté...

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 28 MARS

Légère reprise dans un marché creux

Dans un marché relativement creux par comparaison avec les séances de ces deux dernières semaines, les valeurs françaises se sont légèrement redressées...

Bien que l'activité ait un peu baissé à déceler, le nombre de hausses a cependant augmenté sur celui des baisses...

Sur le marché de l'or, le lingot a gagné 100 F à 27 490 F...

LONDRES

Le marché se raffermi légèrement...

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various stocks like Shell, BP, etc.

Taux de marché monétaire

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

PECHEUR - OIGNE - ROUELLAN... Le directeur général pour 1977...

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES PÉTROLES... Le directeur général pour 1977...

NEW-YORK

Redressement

Encore au baisse à l'ouverture de la séance de mardi, les cours se sont redressés...

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns: Valeurs françaises, Valeurs étrangères, Indice général.

VALEURS

Large table of stock prices with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Includes various international and domestic stocks.

BOURSE DE PARIS - 28 MARS - COMPTANT

Table of stock prices for the Paris stock exchange, categorized by sector and company.

MARCHÉ A TERME

Table of forward market prices for various commodities and currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices, including gold bars and coins.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices, including gold bars and coins.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices, including gold bars and coins.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices, including gold bars and coins.

MAN LAND TRANSPORT COMPANY

Compagnie de transport maritime... Services de transport de passagers et de marchandises.

THE STRAN ARAB REPUBLIC

Compagnie de transport maritime... Services de transport de passagers et de marchandises.

UNION OF BANGLADESH

Compagnie de transport maritime... Services de transport de passagers et de marchandises.

INDIA INTERNATIONAL

Compagnie de transport maritime... Services de transport de passagers et de marchandises.

INDIA INTERNATIONAL

Compagnie de transport maritime... Services de transport de passagers et de marchandises.

Le Monde

DEVANT LA KNESSET

M. Begin affirme qu'il maintiendra son plan de paix et résistera aux « exigences » de Washington

Jérusalem (A.F.P., U.P.I.). — Le premier ministre israélien, M. Menahem Begin, ouvrant mercredi 29 mars à la Knesset, à Jérusalem, un débat de politique étrangère, a réaffirmé son attachement à son programme de paix auquel il n'estime pas nécessaire d'apporter de modifications. « J'ai le devoir de répéter, mettant en péril les intérêts vitaux de notre pays, nous n'hésiterons pas à dire — même au gouvernement de Washington — que nous ne pouvons accepter ces exigences ».

M. Begin a énergiquement rejeté l'hypothèse d'un référendum en Cisjordanie et à Gaza au bout d'une période intermédiaire de cinq ans — idée soumise par le président Carter, — car cela aboutirait à la création d'un Etat palestinien.

« Nous n'arriverons pas à un accord sur la déclaration de principe avec l'Égypte si cette dernière continue d'insister sur l'évacuation par Israël de tous les territoires occupés en 1967 et le droit à l'autodétermination des Palestiniens », a ajouté le premier ministre.

M. Begin a défendu le droit des Juifs de s'établir en Judée et en Samarie (Cisjordanie) et le droit du gouvernement israélien d'avoir une interprétation de la résolution 242.

Dans l'une des plus violentes attaques qu'il ait prononcées depuis son passage à l'opposition, M. Slobin, chef du parti travailliste, a accusé de son côté M. Begin d'avoir « éliminé délibérément les relations avec les États-Unis, et affaibli les chances de négociations avec l'Égypte, en insistant sur son interprétation de la résolution 242, qui se refuse à toute concession territoriale en Cisjordanie ».

Tout en rejetant également l'idée d'un référendum dans cinq ans, M. Begin a adjuré la Knesset de prendre une décision claire sur la résolution 242. C'est là le cœur du problème, a-t-il dit, et il est impossible d'attendre plus longtemps une décision en Cisjordanie et en Samarie. Accepter un compromis territorial est une décision qui ne s'impose pas à tous les problèmes, mais cela nous permettra d'aller de l'avant dans les négociations avec l'Égypte.

AUX TERMES DE L'ACCORD DE BENGHAZI LE GOUVERNEMENT DE N'DJAMENA « RECONNAÎT » LE FROLINAT.

L'accord de cessez-le-feu, conclu lundi 27 mars à Benghazi (Libye) entre le gouvernement de N'Djamena et le Front de libération nationale (FROLINAT) (le Monde du 25 mars), a été rendu public, dans le détail, mardi soir. Il comporte huit points.

1) Le Conseil supérieur militaire (au pouvoir à N'Djamena) a reconnu le FROLINAT.

2) Les deux parties acceptent un cessez-le-feu et permettent à un comité militaire, constitué par son accord, de surveiller le cessez-le-feu.

3) Les campagnes de presse doivent être consacrées à la réconciliation nationale.

4) Les deux parties acceptent la liberté de circulation sur toute l'étendue de la République du Tchad.

5) Elles s'engagent à fournir toutes les facilités au comité militaire pour qu'il puisse se rendre compte de la présence ou non de troupes ou de bases militaires au Tchad.

6) Le Tchad, le Libye et le Niger devront assurer l'exécution de l'accord.

7) La conférence tiendra une autre réunion le 7 juin 1978 à Tripoli afin d'examiner les progrès réalisés à cette date dans le domaine de la réconciliation nationale au Tchad.

8) Cet accord prend effet à partir du 27 mars 1978. (A.F.P.)

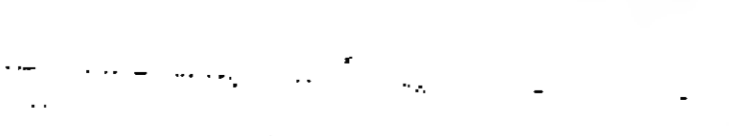
BAISSE DU DOLLAR ET DE LA LIVRE

Le dollar et la livre sterling ont fléchi, mercredi 29 mars, sur tous les marchés des échanges. A Francfort, le mark allemand valait 2,650 deutschemarks contre 2,630 deutschemarks, et à Tokyo, le yen s'accroissait à 211,00 yens — contre un record historique — contre 225 yens mardi et 228 yens vendredi, malgré les interventions massives de la Banque du Japon. A Paris, le dollar est revenu au voisinage de son plus bas cours depuis deux ans, 4,68 francs environ, accompagné par la livre sterling, qui accentue son repli en descendant de 8,70 francs. Le franc se raffermi par rapport aux deutschemarks, qui reviennent au alentours de 2,28 francs contre près de 2,30 francs en début de semaine.

DE GRANDES BOUTEILLES DORMENT DANS VOS CAVES, VENDEZ-LES AUX ENCHÈRES.

La Fête du Vin français, de la Table et du Terror organisée deux ventes exceptionnelles dirigées par Maître CORNETTE de SAINT CYR, commissaire-priseur à Paris.

Prenez contact avant le 6 avril 1978 avec Monsieur ALEX de CLOUET, courtier, 25 rue du Bois-de-Boulogne, 92200 NEUILLY. Tél. 637.16.89 qui en estimera la valeur et vous dira comment participer à cette vente.



Près de Bagnères-de-Luchon

UN AUTOCAR CHARGÉ D'ENFANTS TOMBE DANS UN RAVIN

Huit morts, dix-huit blessés

Un autocar transportant trente-deux personnes et descendant la route du col de Peyresourde a fait le mardi 28 mars une chute de 50 mètres au fond d'un ravin. L'accident s'est produit à 3 kilomètres environ de Bagnères-de-Luchon, sur la commune de Trebons (Haute-Garonne). L'autocar, qui revenait de la station de ski des Agudes, avait à son bord dix-neuf enfants du centre psychopédagogique Olga-Spitzer (Gossonne), douze moniteurs et le chauffeur, M. Gérard Devralgne, lui-même membre de ce centre.

Les gardiennes, aussitôt alertées, ont requis les secours de la gendarmerie et toutes les ambulances de Luchon pour porter secours aux victimes. Le procureur de la République se transportait également sur les lieux.

On devait dénombrer parmi les victimes huit morts, dont quatre enfants et dix-huit blessés, la plupart du col de Peyresourde. D'après les premiers éléments de l'enquête, il semble que l'accident soit dû à une défaillance du système de freinage : quelques minutes avant l'accident, le chauffeur, qui a péri dans l'accident, s'était arrêté pour vérifier les freins du véhicule. Lors de leurs constatations, les gendarmes ont remarqué que plusieurs minutes après le drame les lambours de freins étaient encore brûlants.

M. ALAIN GILOT, PRÉSIDENT DU CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE DES ARCHITECTES

Le Conseil national de l'ordre des architectes élu le 23 mars dernier à Paris (le Monde du 25 mars) a désigné, ce mercredi 29 mars, son président en la personne de M. Alain Gilot, ancien président de l'Union nationale des syndicats français d'architectes.

Le bureau élu est composé de MM. Jacques Bourbon et Jacques Vissière (vice-présidents), Guy Robinet (secrétaire général) et Gilbert Gillebert (trésorier).

Le 21 mars 1977, à l'âge de 52 ans, M. Alain Gilot est architecte diplômé de l'école nationale supérieure des beaux-arts en 1955. Il est notamment responsable comme architecte en chef de la réalisation de la ville nouvelle de Vélizy-Villanoubay (Yvelines), qui abrite trente mille habitants.

En 1969, M. Gilot a été nommé directeur de la commission de réforme de la profession d'architecte par le décret du 17 mai 1971. C'est comme président de l'Union nationale des syndicats français d'architectes qu'il a fait connaître son action syndicale et sa ténacité à négocier avec le pouvoir public un nouveau statut de la profession d'architecte par la loi du 3 janvier 1977.

M. Gilot rédige le projet de loi de réforme de la profession de l'architecte, et il est membre du comité central et conseiller national.

Un comité consultatif pour l'exportation du disque vient d'être créé auprès du directeur de la musique, de l'art lyrique et de la danse au ministère de la Culture et de l'Environnement par décret publié au Journal officiel du 29 mars. Ce comité a pour objet de susciter ou d'étudier toute mesure tendant à favoriser l'exportation des disques et autres supports de reproduction sonore.

Un incident de même nature a eu lieu, précédemment, dans la région de Barèges (Hautes-Pyrénées), où trois soldats du 9^e régiment de chasseurs parachutistes, en garnison à Toulouse, de gelures plus graves. Un des soldats a dû être amputé de deux doigts, le deuxième de deux ongles et le troisième d'une phalange.

NOUVELLES BRÈVES

La bombe à neutrons. — Le délégué soviétique à la conférence des Nations unies sur le désarmement a proposé mardi 28 mars, à Genève, la création d'urgence d'un groupe de travail chargé de dresser l'inventaire de nouvelles armes et des nouveaux systèmes d'armes de destruction massive. Ces armes, a-t-il ajouté, devraient être interdites avant d'exister.

La Caisse nationale de crédit agricole lance un emprunt de 2625 millions de francs. — Cet emprunt obligatoire, d'une durée de quinze ans, est émis à compter du mardi 28 mars. Les titres, d'un nominal de 1000 F, sont émis et remboursés au pair, avec un intérêt de 11 %. L'amortissement sera effectué en douze séries égales, de 1982 à 1993. Bénéficiant de la garantie de l'Etat, l'emprunt sera clos sans préavis.

Le groupe Perrier vient de prendre le contrôle total de la Société des eaux minérales de Fontenay-les-Bains, qui produit de litres (source de la Versoie), cette entreprise, la Société des eaux minérales d'Evian possédant l'autre moitié.



A GENÈVE

La France obtient satisfaction sur le partage de la mer d'Iroise

De notre envoyée spéciale

Genève. — Le tribunal d'arbitrage du plateau continental entre la France et la Grande-Bretagne vient de confirmer la sentence du 30 juin 1977 sur le partage du secteur atlantique appelé couramment mer d'Iroise (le Monde du 26 juillet 1977). La ligne droite (la loxodromie), tracée par le tribunal sur la carte marine en projection de Mercator et les coordonnées géographiques précises de cette ligne restent identiques, alors que la Grande-Bretagne demandait que cette ligne soit en arc de grand cercle (l'orthodromie) et s'infléchisse donc peu à peu vers le Sud. En termes techniques, la Grande-Bretagne estimait que l'interprétation cartographique de la sentence arbitrale n'était pas conforme à l'énoncé de celle-ci. Saisi à nouveau de la question, le tribunal a rejeté cette thèse.

Au bout de la ligne ainsi tracée, située à cent soixante dix milles nautiques vers le large, l'écart entre la ligne décidée par l'arbitrage et celle demandée par les Britanniques est d'environ quatre milles nautiques. La décision du Tribunal arbitral définitivement à la France une zone d'environ sept cents kilomètres carrés situés dans la région de la mer d'Iroise, en gisement de l'hydrocarbure, ce qui ne veut pas dire bien évidemment que la découverte de gisements soit assurée.

La Grande-Bretagne a cependant obtenu une petite consolation : la ligne des douze milles nautiques délimitant le plateau continental des îles anglo-normandes (autre chapitre de litige franco-britannique) a été rectifiée de façon à la faire coïncider exactement avec la zone de pêche des douze milles. La rectification faite à l'avantage des Britanniques doit être de l'ordre d'une cinquantaine de kilomètres carrés.

La décision d'arbitrage pour le secteur atlantique ne s'étend qu'à 70 milles nautiques des côtes. Si le partage devait être étendu à 200 milles (limite des zones économiques exclusives) ou même au-delà (selon la limite à définir pour le plateau continental) la Grande-Bretagne pourrait demander que la ligne de partage ne soit pas la prolongation exacte de la ligne droite tracée jusqu'à 170 milles nautiques. La sentence définitivement la ligne de partage.

NOMINATIONS AU CONSEIL DES MINISTRES

Sur la proposition de M. Yvon Bourges, ministre de la Défense, le conseil des ministres du mercredi 29 mars a approuvé les nominations et promotions suivantes :

● TERRE. — Est nommé directeur central du service national le général de brigade Alban Barthez, en remplacement du général de division André Loyer, décédé le 23 février (le Monde du 2 mars).

Le 1^{er} juin 1978 à Saint-Pons (Hérault), admis en 1944 à l'École interarmes d'officiers de Cherbourg, M. Barthez a servi en Algérie, à Madagascar et en Tunisie dans le régiment de dragons, puis en commandant le 11^e bataillon parachutiste de choc à Perpignan. Après avoir été chef de bataillon, puis chef de compagnie militaire de Saint-Cyr, il commande en 1977 le régiment de chasseurs parachutistes de Toulouse.

En 1973, il est affecté comme chef de bureau affectif personnel au grade de colonel de réserve. Avec le grade de colonel de réserve, il est, depuis août 1976, adjoint du colonel commandant la 2^e division d'Alger.

La direction centrale du service national est chargée en France du recrutement des appelés. Avant le recensement annuel de la population psycho-technique et médicale, de l'orientation et de l'affectation du contingent appelé sous les drapeaux.

Sont promus général de brigade, les colonels Henri Couthure, Jean-Edouard Good et Daniel Sichel.

UN LABORATOIRE A RÉUSSI A PRODUIRE UNE PRESSION DE 1,7 MILLION D'ATMOSPHÈRES

Des chercheurs américains sont parvenus, en extrayant de très fortes pressions, à déformer un diamant, vient d'annoncer le National Science Foundation (N.S.F.) américaine.

MM. Peter Bell et Ho Kwang Mao qui travaillent sur des fondations de la N.S.F., au laboratoire de géophysique du Carnegie Institute à Washington, ont, en effet, réussi à produire des pressions de 1,7 mégabar (1,7 million d'atmosphères) — les plus hautes pressions jamais enregistrées de manière contrôlée (1) — en appuyant l'un sur l'autre deux cristaux de diamant.

Au cours d'une de leurs expériences, une partie de l'un des diamants s'est déformée et comme une matière plastique.

Ce sont des pressions du même ordre (1,5 mégabar) qui s'exercent dans la zone qui sépare le manteau terrestre et le noyau de notre planète ; de telles expériences, réalisées par la transparence du diamant — qu'on peut domer et scier — avec des rayons X ou des rayons laser pour en mesurer le comportement et la déformation, — permettent un meilleur rapprochement des données chimiques et physiques que la Terre a subi lors de sa formation.

(1) Des pressions supérieures ont pu être atteintes, mais seulement de manière transitoire, par exemple en utilisant des explosifs.

président Carter reçu au Brésil en accueil mitigé

général Weizman

possible relance

LA FRANCE ET LE TCHAD

Le cessez-le-feu entre le gouvernement de N'Djamena et le Front de libération nationale (FROLINAT) a été rendu public, dans le détail, mardi soir. Il comporte huit points.

1) Le Conseil supérieur militaire (au pouvoir à N'Djamena) a reconnu le FROLINAT.

2) Les deux parties acceptent un cessez-le-feu et permettent à un comité militaire, constitué par son accord, de surveiller le cessez-le-feu.

3) Les campagnes de presse doivent être consacrées à la réconciliation nationale.

4) Les deux parties acceptent la liberté de circulation sur toute l'étendue de la République du Tchad.

5) Elles s'engagent à fournir toutes les facilités au comité militaire pour qu'il puisse se rendre compte de la présence ou non de troupes ou de bases militaires au Tchad.

6) Le Tchad, le Libye et le Niger devront assurer l'exécution de l'accord.

7) La conférence tiendra une autre réunion le 7 juin 1978 à Tripoli afin d'examiner les progrès réalisés à cette date dans le domaine de la réconciliation nationale au Tchad.

8) Cet accord prend effet à partir du 27 mars 1978. (A.F.P.)

PARIS NEW YORK 1485

Départ Paris aller-retour LISBONNE 695 F ATHÈNES 700 F ISTANBUL 850 F CASABLANCA* 1000 F LE CAIRE 1100 F MONTRÉAL 1390 F DELHI 2350 F SINGAPOUR 2900 F ILE MAURICE 3150 F

HAÏTI 3800

Circuit 3 semaines du 5-7 au 27-7 du 12-7 au 3-8 du 2-8 au 24-8 du 6-9 au 28-9

NOUVELLES FRONTIÈRES

TOURNAVENTURE 63, avenue Denfert-Rochereau 75014 PARIS Tél. 329.12.14 119, rue Solferino 50000 LILLE Tél. 54.24.04 et 54.38.06 7, place Clément 67000 STRASBOURG Tél. 22.17.12

Le tour du monde en 80 jours... (A.F.P.)

Le tour du monde en 80 jours... (A.F.P.)

Le tour du monde en 80 jours... (A.F.P.)

Le tour du monde en 80 jours... (A.F.P.)